

La France  
va livrer à l'Inde  
de l'uranium enrichi

LIRE PAGE 22

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA : Maroc, 3,00 DM : Tunisie, 200 m. :  
Liban, 1,50 DM : Israël, 1,50 sch. : Belgique,  
20 F : Canada, 1,10 \$ : USA d'Europe, 27 F : CFA :  
Soudan, 1,50 sch. : Espagne, 16 pes. : 6 F. 40 c. :  
Grèce, 50 dr. : Libye, 1,50 sch. : Iran, 10 r. :  
Italie, 1 000 L. : Japon, 350 ¥ : Luxembourg, 27 F. :  
Norvège, 1,50 kr. : Pays-Bas, 1,75 f. : Portugal,  
100 esc. : Roumanie, 200 lei : Royaume-Uni, 1,40 £ :  
Suisse, 1,40 F. : 40 cent. : Tchécoslovaquie, 20 sk.

Tarif des abonnements page 4  
A. M. U. S. A. ITALIENS  
1987 PARIS CROISADE  
Tél. Paris 6 604572  
C.C.P. 1291 en PARIS  
T.M. 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### La logique des extrêmes en Amérique centrale

La logique des extrêmes continue de prévaloir en Amérique centrale. Tandis que les mouvements de guérilla, aidés par la Havane, s'efforcent de miner les dictatures de la région, le président Reagan, oubliant les leçons du passé, fait tout, lui, pour les consolider, ce qui donne aux organisations révolutionnaires et à leurs alliés de l'Est un argument idéal pour discréditer toute tentative démocratique dans cette partie particulièrement agitée du tiers-monde.

On en a eu une nouvelle preuve avec la décision de Washington de « certifier » devant le Congrès que la situation des droits de l'homme s'était améliorée au Salvador, afin de justifier le maintien de son aide au régime de droite qui gouverne ce pays. Une décision que le président de la Chambre des représentants, M. Thomas O'Neill, a jugée « profondément incroyable » et qui survient vingt-quatre heures après que le porte-parole du département d'État, M. Dean Fischer, ait reconnu que « plusieurs cas de tortures » lui avaient été signalés.

Washington appuie sa décision sur une comptabilité défectueuse. Le nombre des assassinats politiques au Salvador aurait diminué. (Or il y a eu tout de même trois mille du fait des « forces de l'ordre » dans les six premiers mois de l'année !). M. Reagan continue d'estimer, en outre, que les élections de mars dernier ont été un « grand tournant » dans l'évolution de ce pays. Si c'est vrai que le Salvador a été démocratique, il n'a pas permis aux démocrates de triompher. La guerre civile a joué en faveur des extrémistes des deux bords, et c'est la droite, voire l'extrême droite, qui a été portée au pouvoir à San-Salvador.

La peur de voir se produire de « nouveaux Nicaragua » (avant, c'était de « nouveaux Cuba ») conduit également le président Reagan à envisager la reprise de l'aide militaire à l'un des régimes les plus sanguinaires de l'Amérique centrale, celui du Guatemala. M. Carter avait en la désastreuse 1977, de la suspendre, en raison de la terreur que les militaires guatémaltèques faisaient régner parmi la population. Or les massacres ont repris, après l'offre de paix adressée aux guérilleros par le général-président issu du putsch de mars dernier, et c'est une guerre civile, sans prisonniers, qui est de nouveau livrée aux maquisards enfantis par l'injustice et la terreur, et entraînés ensuite, mais seulement ensuite, à Cuba.

Pour Washington, il s'agit là de « guerres préventives ». Contre le Nicaragua, c'est une offensive d'une autre nature qui est menée, en vue de déstabiliser un régime qui a choqué l'autre camp. Offensive économique, bien sûr, mais aussi pression militaire : avec l'aide de conseillers américains, le Honduras sert de base de départ aux incursions des partisans de l'ancien dictateur Somoza, en qui le gouvernement de Managua voit déjà l'arène d'une « invasion silencieuse ». Des manœuvres conjuguées américano-honduriennes ont lieu en ce moment à la frontière avec le Nicaragua, et le Congrès de Washington a voté récemment un crédit de 21 millions de dollars pour moderniser des aéroports honduriens qui pourraient servir aux troupes américaines en cas de conflit dans la région.

C'est la même logique qui avait été appliquée contre le régime castriste. La politique de représailles de l'un et le comportement totalitaire de l'autre s'alimentent réciproquement, suivant un enchevêtrement que rien ne semble pouvoir arrêter.

(Lire nos informations pages 5.)

## Les choix budgétaires et industriels du gouvernement

### Les dépenses publiques aviseront en 1983 900 milliards de francs

- Trois priorités : recherche, sécurité, enseignement
- Alourdissement de l'impôt sur le revenu

La mise au point du budget de l'État pour 1983 a pris du retard. Les mesures accompagnant la dévaluation du franc — notamment le blocage des prix et des salaires — ont en effet empêché le ministère de l'économie et des finances de revoir les hypothèses de croissance économique et plus encore celles ayant trait au taux d'inflation. Du coup, c'est l'ensemble des crédits attribués à chaque ministère qui a été révisé en baisse.

Le budget de l'État approchera les 900 milliards de francs en 1983 contre 788,4 milliards de francs dans la loi de finance initiale de 1982. L'augmentation d'une année sur l'autre des dépenses publiques atteint 13 %, soit — compte tenu de la hausse des prix prévisibles — une augmentation de 4,1 % en valeur réelle.

Pour contenir le déficit budgétaire dans la limite de 3 % du produit intérieur brut, ainsi que s'y est engagé le président de la République (soit à 118 milliards de francs), un effort fiscal sera demandé aux contribuables aisés. L'impôt sur le revenu sera augmenté et il n'est pas exclu que l'imposition des patrimonies soit alourdie.

L'objectif numéro un de la nouvelle stratégie gouvernementale est de casser les enchevêtrements inflationnistes. Le blocage des prix et des salaires a été décidé pour rompre brutalement avec des évolutions nominales qui se situent actuellement aux environs de 14 % l'an pour les prix et de 16 % pour les salaires (1). M. M. Mauroy et Delors se sont fixés pour objectif de ramener la hausse des prix à 10 % en 1982 et à 8 % en 1983.

Cette nouvelle ligne a évidemment des conséquences importantes sur les dépenses de l'État, le budget de 1983 ayant jusqu'à présent été construit sur une hypothèse de hausse des prix de 11,4 %.

ALAIN VERNHOL.

(Lire la suite page 19.)

### Un programme quinquennal de 140 milliards est prévu pour la filière électronique

#### L'État prendrait à sa charge plus d'un tiers des investissements

Le gouvernement a décidé de faire du développement des industries de la filière électronique la priorité industrielle des cinq prochaines années. Un programme d'investissements quinquennal de 140 milliards de francs sera mis en œuvre, sur lequel l'État prendrait à sa charge environ 55 milliards de francs.

Après le programme nucléaire sous M. Giscard d'Estaing le développement de la « filière électronique » sera donc le grand dessin industriel du septennat de M. Mitterrand.

L'État et les entreprises devront accroître leur effort de financement d'environ 50 % en francs constants sur la période 1982-1988 afin de porter à 140 milliards de francs le montant global des investissements des industries électroniques pour les cinq années à venir.

Un effort qui devrait permettre de créer 30 000 emplois dans un secteur qui en compte 230 000, et de rétablir l'équilibre de sa balance commerciale, qui a une fâcheuse tendance à se dégrader.

Des objectifs qui pourraient s'appliquer à bien d'autres activités industrielles. Pourquoi, dans ces conditions, faire de l'électronique la priorité des priorités ? Ce n'est pas un hasard, comme les autres, explique le ministre

## POINT

### La deuxième mort du SAC

Il n'est pas impossible que les armes versées par certains sur la dissolution du SAC soient de pure forme. Les services font peu de choses rendus naguère par cette association au parti qui dominait alors la France. L'État n'est pas d'une telle nature qu'il conviendrait de prendre ses distances. Ce qui fut en son temps. La coup de grâce que le pouvoir de gauche vient d'asséner au SAC est peut-être, comme on le dit au R.P.R. une « vengeance », mais c'est aussi une mesure de « salubrité ».

Après son heure de gloire — si l'on peut dire — des années 60, le SAC dut surmonter le départ, puis la mort, du général de Gaulle. Les inconditionnels, souvent musclés, qui s'y retrouvaient, devenaient orphelins en perdant le héros qu'ils soutenaient.

La tuerie d'Auriol, il y a un peu plus d'un an, fit éclater au grand jour la dégradation d'une organisation sans perspectives.

Le SAC dissous mercredi n'était plus que l'ombre de lui-même. Le parti gaulliste a, depuis longtemps, pris ses dispositions pour que son service d'ordre soit distinct du SAC. Les adhérents du SAC aux-mêmes, depuis le 10 mai 1981, en spécialistes de la clandestinité, ont pris leurs précautions. Il ne serait pas étonnant qu'on voie notre pays bientôt une armée où se retrouveraient les anciens du SAC.

La liste est longue des associations dissoutes et qui ressusciteront peu après sous un nom approchant. Faut-il redouter cette possible résurgence ? L'état actuel des militants ne justifie guère ces alarmes.

Ce qui restera vivace — SAC ou pas — c'est le désir de certains hommes de se placer dans le sillage d'organisations politiques pour bénéficier — le pouvoir aidant — d'une quasi-immunité qui permet, par tous moyens, de satisfaire à la fois leur goût du secret, une appétence pour la violence et la recherche de bénéfices financiers.

Des comportements de ce type, un décret ne suffit pas à les abolir.

(Lire page 6.)

### D'ultimes efforts sont entrepris pour éviter l'assaut de Beyrouth-Ouest

#### Le Conseil de sécurité examine le projet franco-égyptien

Le cessez-le-feu intervenu à Beyrouth mercredi vers minuit était observé en fin de matinée ce jeudi 29 juillet, tandis que M. Philip Habib, l'ambassadeur américain, poursuivait ses consultations en vue d'une issue pacifique au conflit libanais.

Cependant, les inquiétudes demeurent vives tant à Washington qu'à Paris, où l'on redoute un assaut généralisé contre la capitale libanaise pour déloger les fedayin. Le premier

ministre israélien, M. Begin, avait en effet donné mercredi à M. Habib un « délai de deux jours » pour obtenir de M. Yasser Arafat un engagement « écrit et irrévocable » de retirer les combattants palestiniens du Liban.

Le Conseil de sécurité examine ce jeudi un projet de résolution présenté par la France et l'Égypte destiné à amorcer une « solution globale » du conflit israélo-palestino-libanais. (Lire page 3.)

## Une nation à libérer

A lire certains articles, à entendre certains discours, la France aurait le choix entre le soutien à Israël ou le soutien à l'O.L.P. On oublie qu'en priorité, compte tenu de son passé et compte tenu des exigences du présent, la politique de la France à l'égard du Liban ne doit être ni une politique pro-israélienne, ni une politique pro-palestinienne. Elle doit être, elle devrait être, une politique pour le Liban.

par MICHEL DEBRÉ (\*)

Le Liban fut, au Proche-Orient, une nation dont la qualité exemplaire doit beaucoup à l'action de la France. La concorde entre chrétiens et musulmans, la paix entre tribus, l'accord entre villes, campagnes et montagnes ont assuré la vie d'un peuple et d'un État dans des conditions qui ont fait naître, par MICHEL DEBRÉ, (\*) Ancien premier ministre.

au-dessus des appartenances religieuses ou ethniques, un véritable sentiment national, grâce auquel les institutions ont assuré tranquillité sociale et prospérité économique. L'importance des liens avec la France, notamment culturels et linguistiques, n'était pas la seule justification du maintien d'une politique active de présence française.

Le Liban a représenté un élément important de la paix au Proche-Orient : son existence était en effet un élément d'équilibre, en même temps qu'il constituait la preuve de la possibilité de dépasser les vieilles querelles, au bénéfice d'une civilisation à la fois ordonnée et humaine.

D'avoir, il y a six ans, fermé les yeux sur l'implantation d'une organisation militaire étrangère, l'O.L.P., aux intentions belliqueuses, d'avoir toléré ensuite l'implantation syrienne, d'avoir fermé les yeux sur l'organisation d'une centrale terroriste et d'un arsenal d'armes fut, de la part des nations européennes, occidentales, méditerranéennes, une erreur monstrueuse. Qui pouvait croire que la fin d'un Liban unitaire, pacifique et indépendant était une étape vers la paix ?

Les commentaires provoqués par l'invasion israélienne et l'effroyable guerre qui s'en est ensuivie et qui est en cours devraient toujours être éclairés par le rappel d'une abstention qui fut très coupable.

(Lire la suite page 2.)

**Document**

**Sakharov**

Qui est André Sakharov ? Grâce à ce recueil écrit clandestinement en URSS par des personnalités littéraires et scientifiques, on découvre l'humanité et le savant.

89 F

**AU SEUIL**

## AU JOUR LE JOUR

M. Jack Lang a lancé à Mexico un appel à une « croisade mondiale contre l'impérialisme financier et intellectuel ». Cible de cette guerre de libération culturelle : les États-Unis.

On tremble à l'idée qu'une guerre nous oppose aux Amé-

## Croisade

ricains pour ce motif : ils n'attendent pas à employer les armes les plus ignobles, les plus modernes, les plus meurtrières. Ils ont les moyens de nous faire prier (en quatre). Il faut mieux y renoncer.

BRUNO FRAPPAT.

## «ORLANDO PALADINO» A CARPENTRAS

### Le pari de la probité

La chance du Festival d'Alain-Provence, dans les années 60, fut de faire découvrir les œuvres de Mozart au public français, qui ne les connaissait qu'à travers le voile de la tradition et ne se doutait pas, par exemple, que Così fan tutte pouvait être autre chose qu'une œuvre inconsistante assortie d'un livret absurde.

Les choses ont bien changé depuis, même si l'on est tombé dans

l'excès inverse. Sur sa lancée, le Festival d'Alain avait également présenté un opéra de Joseph Haydn : le *Monde de la lune*, avec un succès qui pouvait laisser espérer une remise à l'honneur des ouvrages qui assurèrent le renom du théâtre d'Untermyth ; mais le temps n'était pas encore venu, la sensibilité n'était pas prête.

En montant l'*Apothéose* en 1979, le Festival de Carpentras prenait un risque raisonnable, car, d'une part, il s'agit d'un opéra-bouffe et, d'autre part, outre plusieurs anachronismes, il exalte une tradition d'interprétation.

Enhardis par l'accueil du public, les organisateurs renouvelleront l'expérience l'année suivante avec *Indes d'Altezza*, dans une excellente production qu'on a pu revoir le mois dernier au Festival du Marais.

GÉRARD CONDÉ.

### TENEZ-VOUS UN JOURNAL INTIME ?

Poursuivant son enquête commencée le 8 juillet, « le Monde des livres » publie, page 12, les réponses de JOSE CABANIS, CHRISTINE DE RIVOYRE, JEAN D'ORMESSON.

(Lire la suite page 14.)

2 CYCLE  
GESTION DE PERSONNEL

3 CYCLE  
MANAGEMENT AVANCÉ



Le Monde

# idées

## LIBAN

Dans le conflit qui ensangante son sol, le Liban fait figure actuellement de grand oublié. Michel Debré déplore que la France ne donne pas la priorité à la libération d'un pays avec lequel elle a tant de liens. Libanais lui-même, Antoine Basbous va plus loin et reproche carrément à Paris de sacrifier son pays pour la cause palestinienne. Et Edouard Knoll se demande pourquoi le gouvernement actuel paraît préférer les Palestiniens aux Libanais. Mais ne faut-il pas prendre aussi en compte ce que Jebrane Abdallah appelle le « non-pouvoir » de l'Etat libanais, lui-même reflet du « non-pouvoir » arabe ?

## Dictature du non-pouvoir

par JEBRANE ABDALLAH (\*)

On a coutume de n'évoquer que le sang des dictatures péchant par excès de pouvoir ; on imagine mal en revanche ce que peuvent être pour un peuple les ravages du refus d'exercice du pouvoir par des dirigeants, surtout lorsque ce refus du pouvoir est une arme de la faiblesse érigée en système. Le malheur du Liban, commencé dans la corruption d'une classe dirigeante inconsistante, s'est aujourd'hui achevé dans cette dictature du non-pouvoir qui se laisse avec complaisance investir dans son palais par une nouvelle force militaire, la plus puissante du Moyen-Orient, et accepte que se déroulent, au son du canon israélien tonnant sur la capitale libanaise assaillie, des négociations déterminantes pour l'avenir du monde arabe, mais aussi du Liban.

Le dossier de ce non-pouvoir est d'ailleurs fort lourd. Porté sur le siège présidentiel au son des canons syriens en mai 1976, alors qu'il s'agissait déjà d'« assaillir » la résistance palestinienne, en particulier ses composantes intrinsèques chétives de façon particulièrement cruelle à Taïeb el-Zaïter, l'histoire du non-pouvoir libanais est un phénomène successif d'incongruité se résumant à des silences tantôt retors, tantôt laroyaux. Le refus de gouverner au moindre taux de risque était en réalité la règle directrice de l'inactivité du pouvoir qui réclamait avant de désigner s'exercer :

- que par un coup de baguette magique, la sécurité revienne dans le pays ;
- que les factions armées libanaises, fautes de guerre civile en 1975 et 76, s'entendent entre elles et soient d'accord sur l'usage à faire de l'armée libanaise ;
- que les Palestiniens, déposés par Israël, cessent de l'attaquer à partir du Liban ;
- que les Arabes se mettent d'accord sur une stratégie commune vis-à-vis du conflit israélo-arabe ;
- que les grandes puissances soient en paix au Moyen-Orient ;
- que la Syrie hégémonique se retire de son plein gré du Liban ;
- que l'officier félon du Liban-Sud, qui avait remis la bande frontalière libanaise à l'armée israélienne, accepte son intégration économique à Israël et tire sur l'armée libanaise et les forces des Nations unies pour empêcher le retour de la souveraineté libanaise, fasse amende honorable.

Christien maronite, et à ce titre garant suprême de l'intégrité de la communauté, le non-pouvoir libanais est aussi resté silencieux sur les massacres perpétrés par les milices phalangistes sur leurs opposants maronites, notamment à Ekiden en 1978, ou sur leurs concurrents maronites, en particulier à Saffa en 1980 ; et, bien sûr, resté silencieux sur la collaboration active de ces mêmes milices d'abord avec la Syrie occupant le Liban, puis avec Israël le détruisant. Resté silencieux auparavant sur la Syrie bombardant Beyrouth-Est, puis Zahle, et introduisant des missiles au

(\*) Ecrivain libanais.

## Une préférence inexplicable

par EDOUARD KNOLL (\*)

SEULE dans le concert des nations, la France s'essouffait à soutenir l'O.L.P. lâchée à la fois par ses « frères » arabes et ses « amis » russes. Et voilà qu'un moment où la politique française tente de défendre la modération palestinienne se déchaine à nouveau dans ce pays le terrorisme aveugle.

Ces Arméniens qui ont revendiqué deux attentats récents à Paris, cet Abou Nidal que l'on soupçonne d'être l'instigateur du meurtre d'un « diplomate » de l'O.L.P., ont été entraînés à l'action terroriste dans les camps au Liban, Beyrouth étant devenue sous la houlette de l'O.L.P. le centre névralgique du terrorisme international.

Déjà sous l'ancien septennat beaucoup (dont des membres éminents du pouvoir actuel) s'accordaient à voir dans l'attentat de Copernic l'aboutissement d'une politique trop univoque au Proche-Orient. L'ouverture d'un bureau de l'O.L.P. à Paris en 1975 n'a pas mis la France à l'abri de la violence.

Les mêmes errements conduisant aux mêmes conséquences, on est en train d'assister à la fois à la ruine du crédit qu'en un an le pouvoir socialiste avait su reconquérir auprès d'Israël et à la résurgence en France de dangereuses manifestations de déstabilisation.

En encourageant les Palestiniens à ne pas se retirer de Beyrouth avant d'avoir remporté une victoire politique, la diplomatie française déclenche une double intransigence : celle des Palestiniens « qui n'attendent personne pour interdire un compromis » (1) et celle des Israéliens.

Il est évident que le gouvernement a été payé d'ingratitude. Comment expliquer autrement le faux pas du président de la République faisant écho à Oradour-sur-Glane ?

## Le cribe de la raison et du cœur

La diplomatie française endosse le maillot jaune de l'efficacité si elle avait pu transmettre une réponse positive sur ces trois points essentiels.

Faute d'avoir remporté un tel succès, elle se doit d'adopter un profil plus modeste : celui lui interdit de poursuivre son action dans une seule direction, que ce soit pour démanteler l'Egypte d'Israël ou pour inciter la Communauté des Dix à prendre contre Israël une position maximaliste.

A-t-il fait avancer le conflit vers sa solution en prononçant à Bruxelles, seule avec la Grèce, le mot de sanctions économiques, en recevant officiellement des représentants de l'O.L.P. à Paris, en ignorant l'ambassadeur d'Israël venu s'enquérir sur le sens à donner à certaines phrases malheureuses ?

La France doit et peut jouer un rôle éminent dans la crise libanaise à condition de procéder à une réévaluation des données et de la passer au cribe de la raison et du cœur.

Savoir faire preuve de réalisme, c'est constater que 93 % des Israéliens ont approuvé l'opération Paix en Galilée.

Savoir faire preuve d'humanité, c'est se pencher sur le sort du peuple libanais, bien absent des préoccupations des chancelleries, à l'égard duquel nous avons une obligation morale essentielle : lui permettre de vivre en paix dans un pays indépendant et souverain.

Ce serait l'honneur de la France de contribuer à rendre le Liban aux Libanais afin que « ce courageux »

(\*) Avocat à la cour.

petit peuple retrouve sa place sur le plan international et reprenne la contribution qui fut la sienne pendant des siècles à la civilisation, à la culture universelle » (2).

Pour cela il faut cesser de véhiculer les clichés trop faciles cristallisant par un abus de langage une opposition artificielle entre musulmans progressistes et chrétiens conservateurs.

Les centaines de morts chrétiens à Damour en janvier 1976, victimes des Palestiniens, les milliers de morts chrétiens de Zarhla tués en avril 1981 par l'armée syrienne, ne sont pas des preuves de progressisme.

Au contraire, ce sont les chrétiens qui, en préservant leur autonomie dans la Montagne libanaise à l'époque de la domination ottomane, ont fourni au futur Etat libanais le noyau autour duquel s'est articulée une vie nationale.

Grâce à ces chrétiens, les Libanais ont pu bénéficier du droit à disposer d'eux-mêmes.

N'est-ce pas là une notion essentiellement progressiste ? Pour cela, il faut aussi préparer un havre pour les Palestiniens dont bon nombre parmi les non-combattants resteront encore un temps au Liban ; pourquoi ne pas songer à la Jordanie pour être cette patrie géographique du peuple palestinien ?

Le royaume hachémite, qui s'étend sur 74 % du territoire de l'ancienne Palestine, compte déjà 70 % de Palestiniens parmi ses habitants.

Pourquoi serait-on malvenu à vouloir faire vivre en harmonie des Palestiniens entre eux alors que Yasser Arafat a longtemps proclamé son désir de cohabiter avec les Juifs dans un seul et même Etat ?

De même qu'un Cambodge se réalise sous le regard d'un consensus contre le Vietnam, l'occupation israélienne au Liban a créé les conditions d'une prise de conscience parmi les Libanais de toutes origines qui pourrait déboucher sur un nouveau pacte national.

Si de 1943 jusqu'au milieu des années 1970 le Liban, qui est dénué de ressources pétrolières, a su à force de travail et d'ingéniosité devenir la Suisse du Proche-Orient, il ne semble pas totalement irréaliste de penser qu'après le départ de toutes les troupes étrangères, O.L.P., Syriens, Israéliens, l'Etat libanais pourrait se reconstituer.

Un tel Liban neutralisé n'aurait aucun motif de ne pas signer un traité de paix avec Israël et ainsi, de Tripoli au nord à Assouan au sud, s'étendrait sur le pourtour méditerranéen un véritable espace de paix pour la première fois depuis trente-cinq ans.

Ce serait l'apogée d'un règlement global et probablement un bon remède pour l'Occident face à l'expansionnisme panislamique.

Voilà les objectifs que devrait s'assigner une diplomatie consciente et responsable.

Puissions-nous un jour prochain entendre le président de la République française s'écrier à Beyrouth « Vive le Liban libre ».

(1) François Mitterrand,  *Ici et maintenant* , le Livre de Poche Fayard, p. 273.

(2) Edouard Sablier,  *France-Inter* , le 19 juin.

## Pourquoi cette hostilité ?

par ANTOINE BASBOUS (\*)

TANT que je n'aurai pas renoncé à mon passeport libanais, je m'obligerai à défendre mon pays, même si certaines de mes réflexions risquent de mécontenter les uns ou les autres.

Je ne peux que mesurer combien l'orientation de la diplomatie française depuis le 21 juin est nuisible au Liban et je dirai même combien elle lui est hostile.

Le président de la République, dans sa conférence de presse du 9 juin, a expressément désigné les trois armées d'occupation du Liban. Mais à partir du 21, on a expliqué au Quai d'Orsay que « ce n'est pas au détriment de la cause palestinienne que l'intégrité, l'indépendance et la souveraineté du Liban doivent être rétablies » ; et encore que le désarmement de l'O.L.P. à Beyrouth doit se réaliser à terme, lorsque les Palestiniens disposeront d'un Etat. Voilà la diplomatie française qui distingue les bonnes occupations — celles de l'O.L.P. — des mauvaises, qui doivent être maudites.

Qu'est-il arrivé à la France entre le 9 et le 21 juin ? Le Quai s'est-il fait prévaloir son point de vue sur celui des conseillers de l'Elysée après l'échec du sommet de Versailles, préparé par ces derniers ? La deuxième dévaluation du franc s'est-elle entraînée la nécessité d'améliorer les rapports économiques avec certains Etats ? Toujours est-il que la France a lancé le 24 juin aux Nations unies une nouvelle initiative ambitieuse de consacrer la paix au Proche-Orient : l'initiative française pour la paix au Proche-Orient, dite « Initiative française pour la paix au Proche-Orient », préparée par ces derniers ?

Ce faisant, la France, membre permanent du Conseil de sécurité, qui s'est refusé depuis 1975 à prendre la moindre initiative, argumente de ce qu'elle « ne se substituerait jamais à l'autorité libanaise », cette fois, s'est bel et bien substituée au Liban. Non seulement elle n'a pas agi à la demande de Beyrouth, mais elle a cru bon de ne pas consulter le président de la République libanaise et de ne pas demander, dans son projet de résolution, le départ des trois armées d'occupation. On objectera qu'il y avait des difficultés de transmission entre Paris et Beyrouth. Elias Sarkis, représentant l'initiative française par la radio, décide — la main forcée peut-être et prétextant une maladie « diplomatique » — de brouiller l'envoi spécial de François Mitterrand, qui ne reçoit que deux jours plus tard. Quant à Fouad Boumou, ministre libanais des affaires étrangères, il a eu ces paroles significatives : « La France croit que le Liban est toujours sous mandat ».

La diplomatie française a estimé ne pas devoir tenir compte du « savoir » libanais. Début juillet, le document de travail « franco-égyptien » déposé auprès du Conseil de sécurité demande le départ de Beyrouth-Est des forces palestiniennes avec leurs armes légères à destination d'un camp, de préférence en dehors de Beyrouth.

Mais où est donc le soutien français à l'intégrité du Liban, tellement proclamé dans les communiqués ? Et comment expliquer cette répétition verbale du soutien à l'indépendance

du Liban qui s'accompagne d'une volonté active de porter atteinte à son intégrité ? Alors que le Liban a solennellement réclaté, lors de la conférence des ministres des affaires étrangères de Tunis les 26-27 juin, « l'arrêt définitif de la lutte palestinienne à partir du Liban avec toutes ses conséquences, notamment la cessation des activités militaires de l'O.L.P. à l'intérieur même du territoire libanais et à partir de ce pays, et le départ des forces armées de cette organisation ».

On nous expliquera que c'est une première phase. Mais quelle garantie peut fournir la France que la deuxième phase ne sera pas une nouvelle consolidation de cette présence palestinienne érigée en Etat au sein de l'Etat libanais et qui n'a cessé de le grignoter ? La parole d'Arafat arachée sous la contrainte suffirait-elle ? Bien sûr que non ! Car, comme le chef de l'O.L.P. l'a dit un jour à un envoyé d'Elias Sarkis : « Si je me permets de tuer des personnes pour ma cause, je me permets à l'avenir de mentir pour cette même cause. » Les Libanais ont une amère expérience des résolutions de l'ONU, de la Ligue arabe et des accords avec l'O.L.P. Depuis 1978, la FINUL n'a fait qu'enterrer le fait accompli.

Pourquoi Paris s'acharne-t-il à sacrifier le Liban pour la cause palestinienne, aussi juste soit-elle ? De quel droit veut-il dénier un Etat qui a lui-même tant contribué à construire et qui constitue pour la France une base de départ culturelle et économique pour le Proche-Orient ? Ou sont donc passées ces relations séculaires d'amitié entre les deux peuples ? Ou est donc passé le droit du peuple libanais à la sécurité et à l'indépendance ? Le projet franco-égyptien favorise le démantèlement du pays en voulant installer l'O.L.P. dans le nord-est. Elle sera sous contrôle syrien. Tandis qu'Israël semble « arranger » ses frontières nord en élargissant la bande du major Haddad jusqu'à la rivière Awali. Voilà le danger.

Au-delà des principes, ce qui semble étrange est ce calcul qui pousse à parier sur un mythe plutôt que sur un Etat, lequel, quoique démantelé, a fait ses preuves : depuis 1975, la monnaie libanaise a maintenu la même taux de change, les dépôts bancaires sont passés de 9 à 43 milliards de livres en dix ans.

Certains milieux peu avertis pensent que le Liban, dans les années à venir, sombrera dans une guerre civile, ce qui explique peut-être le pari sur l'O.L.P. Ce qui leur échappe, c'est l'évolution, je dirai même la révolution, qui s'est opérée durant ces dernières années. Le « bilan de papa » est agonisant et presque mort. Les principaux acteurs, naguère amollis, sont, après huit ans de souffrances et d'expériences dans la résistance, argus et vigilants. Un nouveau sens national a vu le jour. Les acclamations unanimes du sommet d'Aramoun en 1969 (« Nous réclamons la liberté de la lutte armée de l'O.L.P. au Liban ») ont fait place à : « La phase du feu libanais au Liban est finie... Mon problème est plus important que le leur » de Nabih Berri, et enfin au nouvel équilibre des forces.

La préoccupation française de passer à un nouveau terrorisme international de l'O.L.P. après son départ de Beyrouth est infondée. Car une fois privés de leurs bases au Liban, les Palestiniens seront ancrés par les mukhabarat des nouveaux pays d'accueil ; en tout cas ils ne disposeront jamais des mêmes moyens qu'à Beyrouth. S'ils s'adonnent à la subversion dans les pays-hôtes ce ne sera que contre ces régimes, à quel point les Palestiniens reprochent leur inertie. On doit même s'attendre, comme l'a prédit Georges Hachebe, à des révolutions semblables à celle qu'a connue l'Egypte quatre ans après la défaite de 1948.

Cela ne saurait justifier que l'on condamne le Liban à exploiter pour tout le Proche-Orient. Les Libanais ont d'autres soucis. Ils auront la tâche de reconstruire l'armée et l'Etat, d'assurer la sécurité des citoyens et des résidents étrangers. Le mieux serait, bien sûr — si l'équilibre des forces le permettait — de passer sans transition à l'Etat palestinien. Hélas, ce n'est pas pour demain !

Les Américains — aussi « simplistes » soient-ils — œuvrent pour l'indépendance la plus complète du Liban. Ils ont installé un parrain à Baabda, Philip Habib, pour « arranger » le départ de l'O.L.P. et la reconstruction de l'Etat. Ce qui m'amène à redouter que les Libanais ne soient obligés de perfectionner leur américain aux dépens de leur français et que les Palestiniens, eux, n'apprennent le français aux dépens de l'anglais.

Pour les Arabes, l'amitié est quelque chose de sacré. Saddam Hussein a reproché à un premier ministre français la défiance de Paris dans son attitude à l'égard du Liban. La persistance de ce constat n'est pas pour rassurer les Arabes quant à l'amitié de la France !

(\*) Journaliste libanais.

## Une nation à libérer

(Suite de la première page.)

L'histoire aura du mal à expliquer cette lâcheté collective qui a laissé Beyrouth, de capitale d'un Etat pacifique, devenir la capitale d'une action militaire dirigée et organisée par des non-Libanais, et le Liban occuper par des armées étrangères. L'installation d'une force dite internationale fut un de ces gestes que l'hypocrisie trépidante à l'ONU permet de faire croire à une action positive, alors que la réalité est le renoncement. Cette force, en effet, n'a pas eu pour objet de libérer le Liban, mais de veiller à une sorte de partage d'influence par lequel on espérait maintenir une sorte de trêve entre belligérènes extérieurs au Liban, victime, une fois de plus, de ce mélange de guerres locales et d'accords provisoires par lequel se traduisent les rapports entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

La politique de la France depuis des années manque de franchise. En admettant que les circonstances ne nous permettent plus d'agir comme naguère par l'intervention militaire pour assurer l'indépendance du Liban, au moins eût-il fallu clairement affirmer que le retrait de tout militaire étranger était le seul objectif de la communauté internationale et, en prévision d'une attaque israélienne qui était dans l'ordre des choses, agir en faveur du départ des troupes syriennes et de l'organisation palestinienne. Sans doute fut-ce, à certains moments, notre attitude verbale. Mais, en fait, nous sommes ralliés à des compromis et notre participation à cette prétendue force internationale a été comprise comme une

acceptation du fait accompli. Nos actes démentent donc nos propos.

On voit bien la cause de cette attitude confuse : la politique intérieure et l'idéologie. C'est une tradition dont nous n'arrivons pas à nous défaire que tout défaut de la force gouvernementale et le courage du pouvoir. Le mépris à l'égard d'une politique nette qu'a donné le général de Gaulle en cas de doute comme en d'autres, la démarche hésitante des gouvernements a fait croire que nous ne trahissions le Liban qu'en fonction de nos rapports avec Israël ou avec l'O.L.P. sans avoir le courage de nous opposer, pour ce qui concerne le Liban, à l'agression de l'une et l'autre parties. Le résultat, nous le connaissons : une perte d'influence justifiée et une incertitude qu'accroissent des propos contradictoires, dus au désir de plaire successivement aux Arabes et aux Israéliens. En ce domaine, le temps présent dépasse la mesure et la France perd la face.

Or en cette affaire ce n'est pas seulement le respect de l'histoire, c'est l'espérance et la nécessité de l'avenir qui justifient que la diplomatie française prenne clairement l'attitude d'une libération du Liban, à la fois pour le Liban et pour le Proche-Orient, en même temps qu'elle doit célébrer l'action de l'Europe en faveur d'une reconstruction matérielle et politique d'un Liban indépendant. Il faut, en cette affaire, cesser d'être pro-palestiniens comme les Russes et pro-israéliens comme les Américains, pour devenir pro-libanais.

MICHEL DEBRÉ.

Le Monde

LE SAISON DE

Washington

Washington, 29 juillet. — Le président Reagan a reçu à la Maison-Blanche, mardi 29 juillet, le général Arafat, chef de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.). Le général Arafat a été reçu par le président Reagan et la première dame, Nancy Reagan, dans le grand salon de la Maison-Blanche. Le général Arafat a été reçu par le président Reagan et la première dame, Nancy Reagan, dans le grand salon de la Maison-Blanche. Le général Arafat a été reçu par le président Reagan et la première dame, Nancy Reagan, dans le grand salon de la Maison-Blanche.

Avant la réunion

Le général Arafat a été reçu par le président Reagan et la première dame, Nancy Reagan, dans le grand salon de la Maison-Blanche. Le général Arafat a été reçu par le président Reagan et la première dame, Nancy Reagan, dans le grand salon de la Maison-Blanche. Le général Arafat a été reçu par le président Reagan et la première dame, Nancy Reagan, dans le grand salon de la Maison-Blanche.

Du

l'étoile de la Rédemption

Un ouvrage monumental sur la libération du Liban, par Michel Debré, paru chez Fayard.

LE



Le Monde

# étranger

## LE SIÈGE DE BEYROUTH-OUEST ET LES TENTATIVES DE RÉGLEMENT DIPLOMATIQUE

### Washington veut encore croire au succès de la mission Habib

De notre correspondante

Washington. — Au cours de sa conférence de presse du mercredi 28 juillet, M. Reagan a exprimé une nouvelle fois, toute sa confiance au principal négociateur américain au Liban, M. Philip Habib. Cette confiance était significative : elle visait, bien sûr, en premier lieu, à faire taire ceux qui avaient espéré voir l'effacement de ce professionnel du département d'État en révolte, qu'il était, comme M. Shultz et Weinberger, le groupe industriel Betts, connu pour ses investissements dans le monde arabe. Mais l'hommage du président impliquait surtout que la « mission Habib » reste la principale carte du jeu américain au Proche-Orient, et sans doute la seule.

À propos des bombardements de Beyrouth, M. Reagan a indiqué qu'il espérait la fin de cette « effusion de sang », mais a refusé de préciser de quels moyens de pression il envisageait d'user pour obtenir qu'Israël y renonce. Accusant l'O.L.P. d'avoir été « la première à rompre le cessez-le-feu », M. Reagan a déclaré qu'il souhaitait voir l'organisation palestinienne, comme les forces syriennes et israéliennes, quitter le Liban et le pouvoir du gouvernement central libanais restauré. Le président a confirmé

que l'administration américaine restait prête à dialoguer avec M. Arafat, à la condition que l'O.L.P. « modifie ses positions », c'est-à-dire accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, ainsi que le droit à l'existence de l'État d'Israël. À la question « Êtes-vous favorable à la création d'un État palestinien ? », le président a répondu seulement qu'il souhaitait la poursuite des négociations sur l'autonomie, dans le cadre des accords de Camp David. Interrogé sur les récentes déclarations de M. McCloskey après sa rencontre avec M. Arafat, M. Reagan a déclaré que le représentant républicain de Californie « avait manifestement admis que le document qu'il détenait n'était aucune paix ».

L'impression qui prévaut ces jours-ci à Washington est celle d'une certaine confusion. Entre un président plus intéressé par la situation économique que par les problèmes étrangers et, au demeurant, déjà guetté par les sondages pré-électoraux, un département d'État dont le nouveau « patron » est à peine installé, un Congrès travaillé par les « libéraux » israéliens et arabe et une opposition démocrate divisée, mais prête

à sauter sur les occasions de tourner le pouvoir en dérision, la diplomatie américaine a peine à trouver sa « ligne ». La multiplication des émissions de membres du Congrès auprès de M. Begin et Arafat — pratique que le porte-parole du département d'État a qualifié de « mauvaise » — accentue cette confusion. Après les cris de triomphe de M. McCloskey, rapidement nuancés puis démentis par certains de ses compagnons de voyage, il y a eu la rencontre orageuse de M. Thompson, un jeune et bouillant sénateur démocrate libéral du Massachusetts, avec M. Begin qui a déclaré qu'il ne négocierait « jamais » avec l'O.L.P. M. Thompson a eu aussi quelques mots percutants pour l'administration Reagan qu'il accuse d'avoir quasiment enterré les premiers bombardements israéliens de Beyrouth et de se « résigner », par avance, à un assaut israélien sur la capitale libanaise.

Quant à l'opinion américaine elle voit, soit après soit, les effets de la guerre du Liban en gros plan sur ses écrans de télévision. Mais malgré ces images terrifiantes, on ne saurait dire que le drame libanais occupe la première place des préoccupations du

### Les Libanais redoutent l'assaut israélien en cas d'échec de l'émissaire américain

Les tirs de riposte palestiniens ont fait des victimes à Beyrouth-Est

De notre correspondant

Beyrouth. — En dépit du nouveau répit qui leur est octroyé — un cessez-le-feu entré en vigueur mercredi 28 juillet tard dans la nuit et respecté le jeudi matin, mais de toute évidence limité à quarante-huit heures — les Libanais des deux sectes, chrétien et palestinien-progrès, ont le sentiment angoissé que l'assaut contre Beyrouth-Ouest est imminent. Rares sont ceux qui espèrent encore un règlement politique couronnant les efforts de l'émissaire américain, M. Philip Habib.

Arrivé mercredi dans la capitale libanaise, venant d'Israël, après s'être rendu à Damas, Téhéran, Rome et Londres, où il a rencontré le roi Hussein de Jordanie, M. Habib a trouvé Beyrouth à feu et à sang ; il a eu toutes les peines du monde



(Dessin de PLANTU)

à faire promettre l'actuel cessez-le-feu. La journée démentielle de mercredi se caractérise par la violence de la riposte palestinienne au « massacre » israélien. Toutefois, il n'y a toujours pas de commune mesure entre le pillage infligé à Beyrouth-Ouest et les tirs de représailles palestiniens contre le secteur chrétien où ont stationné une partie des troupes israéliennes. Obus et fusées Grad se sont néanmoins abattus en grand nombre (plus de cent) en secteur chrétien. Ils ont surtout frappé la banlieue, le Kasroun et le Meïtin au cœur de la montagne chrétienne. A Beyrouth-Ouest, on a dénombré dix-neuf morts et cent quarante blessés. Pourtant la population, durement éprouvée par la sinistre journée de la veille dont le bilan s'élève désormais à deux cent trois morts et deux cent quatre-vingt-dix blessés, était sur le qui-vive, prête à se précipiter dans les abris. Pour sa part, M. Bachir Gemayel avait ordonné aux forces libanaises (chré-

tiennes) de ne pas riposter aux bombardements palestiniens-progrès. Pour éviter la « bataille de Beyrouth » tant redoutée, M. Habib dispose seulement des deux journées que lui a accordées M. Begin afin d'obtenir un document écrit de l'O.L.P. s'engageant irrévocablement à retirer tous les combattants palestiniens de tout le Liban. Il lui faudrait aussi vaincre les objections libanaises à un retrait palestinien par étapes dont la première se situerait au Liban même.

Les réticences des autorités de Beyrouth, renouvelées mercredi à M. Habib, ne devraient pas être impossibles à surmonter dans le cas où, comme on le dit, l'étape libanaise serait limitée à quatre jours. En revanche, obtenir l'engagement

### Avant la réunion du Conseil de sécurité

### Les États-Unis sont réservés sur « l'utilité » du projet de résolution franco-égyptien

Le Conseil de sécurité se réunit ce jeudi 29 juillet, à 15 heures G.M.T., d'abord à huis clos, puis en séance publique, pour examiner notamment le projet de résolution présenté par la France et l'Égypte. Ce texte a l'ambition de susciter un arrangement global visant plusieurs objectifs : un désengagement militaire autour de Beyrouth, le départ du Liban de toutes les forces étrangères sauf celles autorisées par les autorités de Beyrouth, la mise en place immédiate d'une force internationale, et enfin l'amorce d'une négociation en vue de régler, sur le fond, le conflit israélo-palestinien.

L'innovation dans ce dernier domaine, capital dans la mesure où il devrait entraîner une détente tant au Liban qu'au Proche-Orient, consiste à combiner trois principes : le droit d'Israël à l'existence et à la sécurité, selon les termes de la résolution 242 du Conseil de sécurité, le droit du peuple palestinien à une existence nationale étant entendu que l'O.L.P. serait associée à toute future négociation et, enfin, la reconnaissance mutuelle et simultanée des parties concernées.

D'autant plus qu'il devenait évident au fil des jours, que l'émissaire américain, M. Philip Habib, n'était pas en mesure de faire aboutir un accord entre les belligérés. Le projet de résolution, généralisé contre Beyrouth, était en outre à Paris, inciter Washington à « assumer ses responsabilités ».

L'impression prévalait mercredi dans la capitale libanaise qu'une attaque massive israélienne était probable dans les prochains jours si des progrès tangibles n'étaient pas réalisés par M. Habib. Or, écrivait, en privé, au département d'État, qu'il est désormais beaucoup plus difficile pour les États-Unis de « résister » le gouvernement de M. Begin, qui s'est donné à M. Habib un délai de deux jours pour obtenir un règlement négocié.

Toutefois, le département d'État a émis mercredi de sérieuses réserves sur « l'utilité » du projet franco-égyptien. Un porte-parole a en effet réaffirmé que les États-Unis étaient totalement opposés à toute tentative de modifier la résolution 242 qui demeure, « à l'heure actuelle », la pierre angulaire de la politique américaine au Proche-Orient. En d'autres termes, Washington s'oppose essentiellement à la reconnaissance réciproque et simultanée des peuples israéliens et palestiniens et à l'association de l'O.L.P. à des négociations menées sur cette base.

L'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Meïr Rosenzweig, a été reçu, mercredi, avec M. Francis Guitman, secrétaire général du

Quai d'Orsay, à défendre la même position. « Toute tentative de changer la résolution 242, de quel que manière que ce soit, est incompatible au processus de paix et est, en outre, contraire à la volonté du peuple israélien », a-t-il notamment déclaré.

Après avoir déploré « la campagne de dénigrement anti-Israélien en France et les abus de langage qui s'y sont manifestés », M. Rosenzweig a exprimé son « étonnement » et sa « déception » face à l'attitude de la France, notamment au Conseil de sécurité. Par ailleurs, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Kilbi, a adressé un message « urgent » au président Reagan l'exhortant à « intervenir immédiatement pour sauver les civils innocents libanais et palestiniens en danger à Beyrouth-Ouest ». « Jusqu'à quand les États-Unis continueront-ils d'observer le silence sur les crimes odieux d'Israël ? », demande le secrétaire général de la Ligue arabe.

C'est la question qui a été traitée, mardi, M. George Ball, qui fut sous-secrétaire d'État adjoint dans les administrations Kennedy et Johnson, dans un article éditorial publié par le New York Times. Jugant que le moment est particulièrement favorable à une véritable négociation, parce que le litige israélo-palestinien est dans une impasse totale, M. Ball estime que les Américains devraient non seulement négocier avec les Palestiniens, mais repenser leurs relations avec les Israéliens sur la base du « respect mutuel ». Les Américains ont les moyens d'une telle politique, écrit M. Ball : « Or Israël nous considère désormais comme de sa lance dans des aventures militaires, renonce à ses ambitions expansionnistes et entame de sérieuses négociations de paix dans le but d'accorder l'autodétermination aux Palestiniens, ou bien nous mettons fin à nos relations actuelles de grand frère indulgent et nous traitons Israël comme n'importe quelle autre nation amie ».

NICOLE BERNHEIM.

LUCIEN GEORGE.

## Du côté de la méditation et de l'esprit

**Franc Rosenzweig**  
**L'étoile de la Rédemption**  
  
Un ouvrage fondamental sur la réflexion philosophique et sur la pensée juive.  
Collection Esprit  
120 F

**Stéphane Moses**  
**Système et Révélation**  
La philosophie de Franc Rosenzweig  
Préface d'Emmanuel Levinas  
  
Une interprétation magistrale de la pensée de F. Rosenzweig.  
Collection Esprit  
100 F

**Jacques Ellul**  
**Changer de révolution**  
L'indéfinissable prolétariat  
  
Aucune société n'a pu faire disparaître le prolétariat. Comment aujourd'hui la première véritable révolution devient-elle possible ?  
Collection Empreintes 68 F

**Bernard d'Espagnat**  
**Un atome de sagesse**  
Propos d'un physicien sur le réel  
  
Un physicien s'interroge sur les limites de la connaissance scientifique.  
Collection Empreintes  
58 F

**Pierre Emmanuel**  
**L'arbre et le vent**  
  
Ces chroniques écrites au jour le jour pour "France catholique" ont pour thème l'Homme et Dieu dans la société actuelle.  
90 F

## LE TEMPS DE LIRE AU SEUIL







## DIPLOMATIE

### LA CONTROVERSE EURO-AMÉRICAINE

#### La famille occidentale se querelle mais elle est toujours là, déclare M. Reagan

Le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Otto Lambsdorff, qui séjourne actuellement aux États-Unis, a assuré dans un entretien publié mercredi 28 juillet par le « Washington Post » que la R.F.A., la Grande-Bretagne, l'Italie et la France étaient unanimes à rejeter l'application du principe d'extra-territorialité dans l'affaire de l'embargo américain contre le gazoduc soviétique. Il a d'autre part estimé que les livraisons de gaz soviétique n'assureraient que 5 à 6 % des besoins énergétiques ouest-allemands.

Au cours de sa conférence de presse, dont la plus grande partie avait été consacrée à la guerre du Liban (lire page 3), le président Reagan, après avoir donné des précisions sur sa politique économique, a eu l'occasion de rappeler la position de Washington sur cette crise euro-américaine.

De notre correspondant

Washington. — En matière économique, M. Reagan, dans sa conférence de presse, est resté totalement fidèle à ses principes. Mais il y a ajouté, dès son introduction, une notion nouvelle : celle d'un amendement à la Constitution faisant obligation d'équilibrer le budget. Un projet qui est déjà devant le Sénat.

Pour le chef de l'exécutif, la crise économique actuelle a une origine largement psychologique, qui pourrait être corrigée par « cette réforme fondamentale ». Sans évoquer les nouvelles perspectives de croissance, le président a déclaré que le déficit budgétaire ne serait pas aussi important si le Congrès lui avait accordé toutes les réductions de dépenses fédérales et d'impôts qu'il a demandées. La reprise sera « lente, difficile, mais le retour à la prospérité est en vue », a dit le président, qui a conseillé à ses compatriotes de « retrouver leurs manches ».

Interrogé sur la détérioration des relations entre les États-Unis et leurs alliés, M. Reagan a estimé qu'il s'agissait là d'une « querelle de famille », mais que « la famille est toujours là ». Comment peut-il accepter de vendre des céréales aux Soviétiques alors qu'il s'oppose à ce que les Européens les aident à construire leur gazoduc ? C'est que, a dit M. Reagan, les ventes de céréales correspondent à un contrat ancien, qui n'est d'ailleurs reconduit que d'une année sur l'autre. Et que, au surplus, les Soviétiques doivent les payer comptant. Tandis que le gazoduc est un contrat nouveau au sujet duquel les signataires occidentaux n'ont pas tenu compte de la situation en Europe, et qui permettra aux Soviétiques de se procurer les devises étrangères dont ils ont tant besoin.

Questionné sur le budget militaire, M. Reagan a, d'autre part, admis pour la première fois qu'il était prêt à se montrer « flexible », et qu'il tiendrait compte de la situation économique. — M. B.

### LA CONFÉRENCE DE L'UNESCO A MEXICO

#### Les délégués du Tiers-Monde soutiennent la « croisade » de M. Lang contre les États-Unis

De notre envoyé spécial

Mexico. — La « bombe » lancée mardi 27 juillet (le Monde du 29 juillet) à Mexico par M. Jack Lang, ministre français de la culture, a brutalement animé les débats de la deuxième conférence mondiale sur les politiques culturelles organisée par l'Unesco. Elle réclamant une « croisade » contre l'impérialisme culturel et culturel des États-Unis M. Lang a exaspéré les membres de la délégation américaine, satisfait la grande majorité des délégués des pays du Tiers monde et suscité des réactions « diverses » parmi les Européens. Il a peut-être aussi rendu plus délicat le travail de la délégation française chargée, par un vote unanime de la conférence, du rapport final de la conférence.

La réforme de choc de M. Lang « économie, culture, même combat », M. Alain Weinstein, adjoint de Mme Gerard, chef de la délégation américaine, a répondu en haussant les épaules : « Nous sommes venus à Mexico pour parler de culture, et de rien d'autre... » et en rugissant les ovations qui ont salué le discours.

#### LE QUAI D'ORSAY SE DIT « SURPRISE » PAR L'AUDIENCE QUE LE NOUVEAU CHEF DE L'ÉTAT BOLIVIEN A ACCORDÉE À KLAUS BARBIE

Le ministre des relations extérieures a exprimé le mercredi 28 juillet sa « surprise » à la suite de l'audience que le nouveau président bolivien, le général Guido Vidales, a accordée le 23 juillet à Klaus Barbie-Altmann, ancien chef de la gestapo de Lyon, dont la France a vainement réclamé l'extradition.

Le Quai d'Orsay souligne que, après cet entretien, l'ambassadeur de France à La Paz, M. Raymond Coudré, a déclaré lundi à une radio bolivienne : « Je ne puis que regretter qu'un tel personnage qui est poursuivi en France pour les crimes de guerre, puisse être reçu publiquement ou même présidentiellement ».

A l'issue de l'audience, le « boncher de Lyon », qui a obtenu la nationalité bolivienne en 1967 sous l'identité de Klaus Altmann, avait déclaré qu'il était rendu au palais présidentiel « pour des questions d'ordre juridique et administratif ».

Condamné à mort par contumace à deux reprises en France, Klaus Barbie est accusé de la mort de plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles Jean Moulin, l'un des chefs de la Résistance.

La France, qui a déjà réclamé son extradition en 1974 et 1979, pourrait, croit-on savoir, présenter une nouvelle demande aux autorités boliviennes.

### Afghanistan

DEUX MILLE VILLAGES DÉTRUITS ET MASSACRÉS par l'armée afghane et six villages rayés de la carte, a déclaré mardi 27 juillet au quotidien suédois « Dagens Nyheter » le vice-président du Comité suédois-afghan, M. Carl Schoenmeyr, qui a vécu trois ans en Afghanistan avec l'Unicef. Citant des témoignages d'exilés afghans, il affirme que ces six villages de la province du Logar ont été rasés en représailles contre l'aide apportée par les paysans à la résistance.

### Tunisie

LES AUTORITÉS TUNISIENNES, selon le Mouvement d'unité populaire de Tunisie,

### La guerre des Malouines est-elle terminée ?

La guerre des Malouines est-elle terminée ? Non, a-t-il été dit lors des propos balistiques que l'on continue de tenir des deux côtés de l'Atlantique.

Il n'y a pas eu de « cessation définitive », mais simplement une « suspension » des hostilités, affirme le gouvernement argentin dans une communication adressée le 25 juillet au président du Conseil de sécurité des Nations unies. En interdisant autour des Malouines une zone maritime qui relève de la juridiction argentine, le gouvernement de Londres s'expose à des incidents, estime les militaires au pouvoir à Buenos-Aires.

A Londres, même langage : en réponse à une question écrite, le secrétaire au Foreign Office, M. Francis Pym, a déclaré le mercredi 28 juillet à la chambre des Communes que le gouvernement de Mme Thatcher maintiendrait une « zone de protection contre une nouvelle attaque argentine » et un embargo sur les armes tant que l'Argentine « ne donnerait pas de réponse claire et définitive sur la cessation permanente des hostilités ».

Et les représailles économiques entre l'Europe occidentale et l'Argentine ont-elles cessé ? Oui de la part des Européens,

à l'exception de la Grande-Bretagne, a déclaré, mercredi, M. Michel Jobert, le ministre français du commerce extérieur. L'Argentine, en revanche, a maintenu ses mesures de rétorsion au boycottage européen, a précisé le ministre, en refusant d'acheter des produits venant du Marché commun. Air France n'a pas pu reprendre ses liaisons avec Buenos-Aires.

Enfin, question annexes : les généraux argentins se sont-ils battus comme il fallait contre les adversaires britanniques ? Apparemment non, puisque quatre d'entre eux, dont celui qui dirigeait le garnison argentine aux Malouines, le général Mario Menéndez, viennent d'être relevés de leurs fonctions. Celui-ci vient d'accorder sa première interview depuis la défaite. Il avait déclaré, au début de la guerre, qu'il était prêt à mourir pour défendre le « territoire argentin ». Dans ses propos à l'hebdomadaire argentin « Sieste », il a apporté une nuance aux adversaires britanniques : l'affirmation : j'aurais été prêt à mourir si les opérations devaient conduire à une victoire argentine, a-t-il déclaré. S'il s'est rendu, et par la même occasion maintenu en vie, c'était pour éviter un nombre élevé et injustifié de morts.

## AFRIQUE

### POUR PERMETTRE LA RÉUNION DU SOMMET DE L'O.U.A.

#### La République sahraouie accepterait de se retirer « volontairement et temporairement » de la conférence

De notre envoyé spécial

Tripoli. — L'O.U.A. paraît s'enliser dans l'impasse. Faute de quorum, l'ouverture du conseil des ministres de l'Organisation a été de nouveau ajournée mercredi 28 juillet. Ce report, le troisième en trois jours, laisse mal augurer de la suite, d'autant que la Haute-Volta, contrairement à l'intention qu'on lui prêtait, a annoncé son refus de siéger en conseil aux côtés de la République arabe sahraouie démocratique. Jusqu'à mercredi, il manquait un seul pays pour atteindre le quorum des deux tiers requis par la charte. Il en manque maintenant deux (1).

Depuis trois jours, ambassadeurs et ministres n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts pour élaborer un « compromis à l'africaine ». Lors d'une réunion « informelle » ouverte à tous les chefs de délégation, ils ont finalement obtenu du Polisario qu'il accepte la « formule nigériane » : la RASD participerait aux travaux du conseil des ministres, mais pas à la conférence des chefs d'État prévue du 5 au 8 août. Celle-ci pourrait se saisir à nouveau de l'ensemble du dossier sahraoui. Selon le président du conseil des ministres, M. Archibald Mowbray (Botswana), « la RASD se retirerait volontairement et temporairement » de la conférence.

Cette proposition a été transmise à tous les États absents de Tripoli par l'intermédiaire de M. Arap Moi, président en exercice de l'O.U.A. La

(1) Trente-deux pays sont prêts à siéger au conseil des ministres à côté de la RASD : Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Centrafrique, Congo, Éthiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Libye, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Malawi, Mozambique, Kenya, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao-Tomé, Seychelles, Swaziland, Tansanie, Togo, Zambie et Zimbabwe ; l'ambassadeur israélien à Tripoli aurait accepté de siéger lors de la séance d'ouverture ; enfin, la présence de la Haute-Volta est vraisemblable.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Afghanistan

ont refusé à M. Ahmed Ben Salah, ancien ministre de l'Agriculture, et responsable de cette formation interdite, l'autorisation de se rendre à Tunis, le 27 juillet, pour assister aux obsèques de son frère, le Dr Mohamed Ben Salah tué dans un accident de la route. M. Mohamed Ben Salah vit en exil en Europe depuis qu'en 1973 il s'est enfui de la prison tunisienne où il était détenu.

#### Zaïre

M. MENAHERM BEGIN, premier ministre israélien, se rendra en voyage officiel au Zaïre début août, a annoncé son secrétaire. C'est la première visite officielle qu'effectuera un dirigeant israélien en Afrique noire depuis 16 ans. (A.P.)

délégation sahraouie a salué son « gouvernement », dont la réponse positive serait parvenue mercredi soir à Tripoli, et l'on en croit le porte-parole libyen, M. Ali Triki. Les Sahraouis se refusent, mercredi, à tout commentaire. Admettant qu'aucune autre formule d'accord n'ait envisagée, M. Mowbray a ajouté : « Nous espérons que le sommet se tiendra ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## EUROPE

### Espagne

#### M. SUAREZ QUITTE LE PARTI GOUVERNEMENTAL

(De notre correspondant.)

Madrid. — L'ancien premier ministre espagnol, M. Adolfo Suarez, a confirmé, le mercredi 28 juillet, qu'il quittait l'Union du centre démocratique (U.C.D.), le parti qu'il a fondé et mené à la victoire aux premières élections de l'après-triennisme en 1977 et, de nouveau, en 1979.

M. Suarez et ses amis avaient perdu le contrôle du parti gouvernemental à la fin de l'an dernier, au profit de M. Leopoldo Calvo Sotelo, actuel premier ministre. Ils n'ont pu le récupérer lorsque ce dernier a cédé la place, au début du mois, à M. Landelino Lavilla.

Après avoir gardé le silence pour observer la façon dont M. Lavilla ramènerait la direction du parti, M. Suarez a finalement confirmé sa décision de quitter l'U.C.D., dont il est toujours président d'honneur. Il pourra continuer la première semaine pour expliquer sa décision et annoncer la création de son propre parti en vue des élections législatives qui auront sans doute lieu avant l'an prochain.

On ignore encore combien de parlementaires centristes le suivront dans l'avenir. Le système électoral espagnol pénalisant les petites formations, on peut penser que beaucoup préféreront rester au sein de l'U.C.D. — malgré sa déconfort — pour garder la bénéfice du sigle. (Interim.)

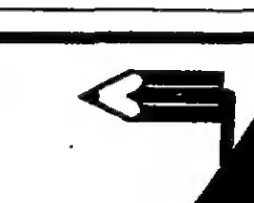
## 50 grammes de caviar très frais...

Une idée pour les soirs d'étés aux Champs-Élysées, dans une ambiance musicale romantique et des prix dégués pour le meilleur caviar. Avec les exquis spécialités persanes au restaurant LE GOLESTAN, 67, Champs-Élysées. 225-62-90.

Collège  
**Sainte-Barbe**  
4, rue Valentin, 75005 Paris - Tél. 325.43.98  
**DE LA 6<sup>e</sup> AUX TERMINALES ABCD**  
**PRÉPARATIONS COMMERCIALES**  
**SC.-PO - VETO - KINESI**

### Voire BMW : On en prend soin chez Zol

Le haut niveau technologique de BMW nécessite maintenant un service après-vente d'une compétence exceptionnelle. Chez Zol Auto, voilà 20 ans que nous suivons de près l'évolution des BMW. Nous avons su nous équiper et former les meilleurs techniciens en électronique, peinture, les réglages, bref, entretenir votre BMW et la maintenir au meilleur de sa forme.



**ZOL**  
PORTES / CLOIS  
44 av. Ed.-Belin 92100 Boulogne. Tél. 609.91.43.

**ARCHITECTES  
BATISSEURS**

*Il ne sont pas en vacances !  
Ils vous attendent dans toutes les régions de France.  
C'est le moment de réfléchir avec eux sur votre future  
maison "Chien-maison".*

*Bon envoi sur achèvement place, appel ou écrire :*  
**Architectes-Bâtisseurs**  
**BP 84 - 84006 AVIGNON**  
**Tél. 90.13.23.24**

### PUBLICATION JUDICIAIRE

#### UTILISATION ILLICITE DES MARQUES CHANEL N° 5 ET N° 19 AU MOYEN DE TABLEAU DE CONCORDANCE CONTREFAÇON DE LA MARQUE N° 5 DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

1) Le S.A. CHANEL est propriétaire des marques CHANEL N° 5, N° 19.  
Roger MEHL, qui exerce son activité sous le nom de LABORATOIRE DE PRODUITS COSMÉTOLOGIQUES (L.P.C.) puis la S.A.R.L. SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES LABORATOIRES L.P.C. (ci-après dénommée S.E.L.P.C.) ont commercialisé, avec la collaboration de Catherine FOY, sous les marques PARFUMS IGOR DE JADE ET PARFUMS IGOR DEZAD, en se référant à un « tableau de concordance » avec les marques les plus prestigieuses, une gamme de produits dont l'emballage portait, entre autres signes, la mention « PARFUM DE TOILETTE N° 5 » suivie d'un nombre 1 ou deux chiffres compris entre zéro et quinze : ils ont plus précisément offert à la vente dans ces conditions un « PARFUM DE TOILETTE N° 5 », désigné dans le « tableau de concordance » par un mot « TER » avec la référence « Tendances à -5- CHANEL » et un « PARFUM DE TOILETTE N° 5 », avec la référence « TENDANCE à -19- CHANEL ».

2) Par son jugement du 25 juin 1980, la 3<sup>e</sup> Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a :

- retenu à la charge des défendeurs l'utilisation illicite des trois marques CHANEL, N° 5, N° 19 au moyen du « tableau de concordance » et la contrefaçon de la marque N° 5 par opposition de la mention « PARFUMS DE TOILETTE N° 5 » sur un produit L.P.C. ;
- condamné les défendeurs à payer à la Sté CHANEL :

- 1) M. MEHL, la somme de 20 000 F ;
- 2) la S.E.L.P.C., la somme de 30 000 F ;
- 3) M. MEHL, la S.E.L.P.C. et Mlle ROY in solidum, la somme de 5 000 F ;
- interdit aux défendeurs l'utilisation sous quelque forme que ce soit de l'une ou l'autre des trois marques de la société CHANEL et ce sous astreinte définitive de 500 F par infraction constatée ;
- ordonné la publication de son dispositif dans trois périodiques aux frais des défendeurs pour le prix global maximum de 9 000 F.

3) Par arrêt du 30 avril 1982, la 3<sup>e</sup> Chambre de la cour d'appel de Paris :

Considérant notamment que contrairement aux affirmations des appelants il n'est nullement démontré ni même allégué qu'à la date du premier dépôt des marques litigieuses, il ait été dans les habitudes de la profession de faire apparaître dans le conditionnement de la marchandise vendue au détail des indications relatives à une classification opérée au sein de l'entreprise de production et que ces références internes aient été exclusivement numériques et limitées à l'utilisation des vingt premiers nombres ; que l'emploi des signes n° 5 et n° 19 pour désigner des parfums était donc à la date considérée insusceptible et de nature à contrefaire aux marques déposées le caractère distinctif requis par la loi ; que ces marques sont donc valables ;

Confirme le jugement critiqué dans toutes ses dispositions sauf ce qui concerne :

- le montant des indemnités mises à la charge de M. MEHL soulé et de la société L.P.C. seule ;
- les publications.

Le modifiant de ces deux chefs :

- 1<sup>er</sup> a) Condamne M. MEHL à payer à la société CHANEL une indemnité portée de 20 000 F à 30 000 F ;
- b) Condamne la société L.P.C. à payer à la société CHANEL une indemnité portée de 30 000 F à 45 000 F ;
- 2<sup>o</sup> Ordonne la publication du présent arrêt, in extenso, par extrait ou sous forme de résumé dans cinq périodiques du choix de la société CHANEL sans que le coût global de ces insertions puisse excéder 25 000 F.

Y ajoutant :

- Condamne in solidum M. MEHL et la société L.P.C. à payer à la société CHANEL la somme de 10 000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;
- Les condamnés aux dépens d'appel.



Le Monde

# politique

## LA DISSOLUTION DU SERVICE D'ACTION CIVIQUE

### Au Conseil des ministres

#### < Des pratiques voisines du banditisme >

Voici le texte du communiqué du conseil des ministres du 28 juillet sur la dissolution du SAC : « Le conseil des ministres a prononcé la dissolution de l'association dite "Service d'action civique". L'action de cette organisation est fondée sur la violence et sur des pratiques voisines du banditisme, comme en témoignent les nombreuses affaires judiciaires dans lesquelles certains de ses membres et de ses dirigeants ont

été et sont impliqués. Le SAC est donc dans le champ d'application de la loi du 10 janvier 1936. »

De son côté, M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, a commenté ainsi cette décision : « Le SAC était lié à des affaires de sang, des affaires d'argent et des affaires de secret, ce qui mettait évidemment son existence largement en question. »

#### La loi du 10 janvier 1936

La loi du 10 janvier 1936 sur « les groupes de combat et milices privées » votée alors que Pierre Laval était président du conseil, visait les ligues fascistes de l'époque. Elle prévoit la dissolution « par décret rendu par le président de la République en conseil des ministres » de « toutes les associations ou groupements de fait : 1) qui provoquent à des manifestations armées dans la rue ; 2) ou qui (...) présentent, par leur forme et leur organisation militaire, le caractère de groupes de combat ou de milices privées ; 3) ou qui causent

des dommages matériels ou portent atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'atteinte par la force à la forme républicaine du gouvernement ». (Article 1.) Des peines d'amende ou de prison (de six mois à deux ans) sont prévues pour « quiconque aura participé ou maintenu ou à la reconnaissance directe ou indirecte de l'association ou du groupement » dissous. (Art. 2.) Cette loi a été complétée le 1<sup>er</sup> juillet 1972 par un article consacré à la répression de la discrimination, de la haine ou de la violence raciste.

### Le rapport de la commission parlementaire d'enquête

Après la tuerie d'Aurillac (Soudoche-du-Rhône, en juillet 1981), de nombreux hommes politiques, de la majorité avaient souhaité une dissolution immédiate du SAC, dont plusieurs militants accusés de complicité dans le drame de la bastide de la Doune (six morts). L'inculpation du secrétaire général du SAC, M. Pierre Debizet, pour complicité d'homicide volontaire et de séquestration dans cette affaire renforça le camp des partisans d'une dissolution. Finalement, l'instruction judiciaire de la tuerie d'Aurillac étant en cours à la parution de ce rapport, le premier temps de la mise en place d'une commission parlementaire d'enquête sur toutes les activités du Service d'action civique, à l'exception des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires.

C'est le 15 décembre 1981 que l'Assemblée nationale adopta une proposition de loi de M. André Lajoinie (R.P., Allier) et du groupe communiste créant une commission « pour faire la lumière sur les activités du SAC et pour déterminer les compétences dont il a pu bénéficier à tous les niveaux ». Le groupe R.P. n'avait pas pris part au vote.

M. Alain Hautecœur, député (P.S.) du Var, fut élu président de la commission, et M. Louis Odry, député (C.G.) de la Seine-Saint-Denis, rapporteur. Peu après, la commission se mit au travail, les députés de l'opposition, le 19 janvier 1982, décidèrent de « suspendre » leur participation à ses travaux, estimant qu'ils empiétaient sur le domaine judiciaire. Ils n'y sont jamais revenus et, jusqu'à présent, seuls ont participé à l'enquête les commissaires de la majorité. Une centaine de personnes ont été entendues par la commission dont le rapport, rendu public le 24 juin, compte quatre cent quarante-deux pages sans compter les extraits des procès-verbaux d'auditions (cinq cent cinquante-deux pages) publiés le 3 juillet (1).

Le rapport ne concluait pas explicitement en faveur d'une dissolution, considérant qu'une telle décision relevait du gouvernement, en vertu de la loi qui donne au seul exécutif un tel pouvoir. Toutefois, dans leurs explications de vote, les commissaires socialistes et communistes, s'étaient prononcés clairement en faveur d'une telle mesure.

Après avoir rappelé les activités passées du SAC, la conclusion du rapport abordait ainsi le problème de la dissolution : « Ce que la commission a découvert, fu amenée à s'interroger sur

les dangers réels que représentent de telles associations utilisant de telles pratiques et de tels moyens dans un régime de démocratie et de liberté. »

Certes, depuis mai 1981, le SAC est dissout, mais la décision déjà déclinée, à toutes fins utiles, avant même que ne soit connu le résultat des décisions judiciaires. Cette décision a-t-elle été prise à l'insu de la loi ? L'interrogation est légitime. Elle ne peut être résolue que par la commission parlementaire d'enquête. Elle ne peut être résolue que par la commission parlementaire d'enquête. Elle ne peut être résolue que par la commission parlementaire d'enquête.

Après avoir compté en 1980 quelque vingt mille adhérents, le SAC ne regroupait plus que cinq mille militants. Cette organisation en perte de vitesse était imparablement en déclin. Elle était en déclin. Elle était en déclin.

Après avoir compté en 1980 quelque vingt mille adhérents, le SAC ne regroupait plus que cinq mille militants. Cette organisation en perte de vitesse était imparablement en déclin. Elle était en déclin. Elle était en déclin.

### Une histoire mouvementée

Issu du service d'ordre du R.P.F. (Rassemblement du peuple français, fondé par de Gaulle), le SAC, né en 1958, est donc officiellement dissous. Cette association destinée à soutenir l'action du général, a tout d'abord approuvé la politique gaulliste en faveur de l'Algérie française. Elle a été malade lors de la seconde par des conflits internes et ébranlée par des scandales touchant directement ses membres.

Lors de sa venue au pouvoir en 1968, Georges Pompidou, se disant « employable » envers les « policiers parallèles et les organisations armées clandestines », avait chargé M. Pierre Debizet d'assumer la direction du SAC et lui avait assigné comme mission de l'épurer. M. Debizet, qui avait déjà dirigé le SAC à sa fondation, avait été remplacé par M. Paul Combes, garde du corps du général de Gaulle, avait alors décidé que tous les anciens membres devaient fournir un casier judiciaire vierge sous peine d'exclusion et que chaque nouvel adhérent devait être irréprochable sur le plan pénal.

L'accession au pouvoir de M. Giscard d'Estaing jeta un trouble au sein de l'organisation gaulliste. Certains de ses membres étaient divisés sur le soutien à apporter au nouveau chef de l'Etat, qui, cependant, utilisait les services de ses militants lors des campagnes électorales. Cela bien que M. Debizet, depuis de nombreuses années, se soit efforcé de maintenir son organisation indépendante des partis de la majorité d'alors.

Si les liens organiques avec les gaullistes précèdent plus officiellement, les relations personnelles n'en demeurent pas moins avec certains des dirigeants. Au fil des ans, le SAC était devenu une officine de langage de services à l'idéologie gaulliste.

Après avoir compté en 1980 quelque vingt mille adhérents, le SAC ne regroupait plus que cinq mille militants. Cette organisation en perte de vitesse était imparablement en déclin. Elle était en déclin. Elle était en déclin.

Après avoir compté en 1980 quelque vingt mille adhérents, le SAC ne regroupait plus que cinq mille militants. Cette organisation en perte de vitesse était imparablement en déclin. Elle était en déclin. Elle était en déclin.

#### L'affaire d'Aurillac

Si les liens organiques avec les gaullistes précèdent plus officiellement, les relations personnelles n'en demeurent pas moins avec certains des dirigeants. Au fil des ans, le SAC était devenu une officine de langage de services à l'idéologie gaulliste.

Après avoir compté en 1980 quelque vingt mille adhérents, le SAC ne regroupait plus que cinq mille militants. Cette organisation en perte de vitesse était imparablement en déclin. Elle était en déclin. Elle était en déclin.

Après avoir compté en 1980 quelque vingt mille adhérents, le SAC ne regroupait plus que cinq mille militants. Cette organisation en perte de vitesse était imparablement en déclin. Elle était en déclin. Elle était en déclin.

### EN TROIS VAGUES SUCCESSIVES

#### Quarante organisations ont été dissoutes depuis 1958

Trente-neuf organisations ont été dissoutes en France, depuis 1958, au profit de la loi du 10 janvier 1936. Le SAC est la quarantième. C'est la première dissolution décidée depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Auparavant, la dernière dissolution avait été décidée le 3 septembre 1980 à l'encontre de la Fédération d'action nationale européenne (FANE), groupement néo-fasciste, qu'animait M. Marc Fredrikson.

Nous publions ci-dessous la liste des organisations dissoutes de 1958 à 1982. Seize étaient des groupements d'extrême droite et onze des mouvements autonomistes. Le Conseil d'Etat avait annulé, en 1970, le décret de dissolution de l'Union nationale des étudiants français (U.N.E.F.), mouvement d'extrême droite.

On peut distinguer trois vagues de dissolutions. De 1958 à 1962 ont été visées principalement des organisations d'extrême droite. De 1963 à 1973, de nombreuses organisations « gauchistes » furent dissoutes mais seulement de 1974 à 1982, les organisations autonomistes ou séparatistes.

1958. — Front d'action nationale (15 mai) ; Mouvement jeune

nation (15 mai) ; Phalange française (15 mai) ; Parti patriote révolutionnaire (15 mai) ; Union générale des étudiants français (15 mai) ; Union générale des étudiants algériens (27 janvier) ; Amicale générale des travailleurs algériens résidents en France (23 août).

1959. — Parti nationaliste (13 février).

1960. — Front de l'Algérie française (17 décembre) ; Front national pour l'Algérie française (23 décembre).

1961. — Front national combattant (28 avril) ; Comité d'émancipation pour l'Algérie française (1<sup>er</sup> juillet) ; Front communiste algérien-guyanaise (22 juillet) ; Mouvement national révolutionnaire (28 juillet) ; Comité de Vincennes (27 novembre).

1962. — Le Regroupement national (30 mars).

1963. — Rassemblement démocratique des populations tahitiennes (novembre) ; Pupui Tiamas (6 novembre).

1967. — Parti mouvement populaire de la côte française des Somalis (13 juillet).

1968. — Coedent (31 octobre) ; Fédération de la jeunesse révolutionnaire (12 juin) ; Mouvement du 22-mars (12 juin) ; Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (12 juin) ; Parti communiste marxiste-léniniste France (12 juin) ; Parti communiste internationaliste révolutionnaire (12 juin) ; Voix ouvrière (12 juin) ; Révoltes (11 (12 juin) ; Organisation communiste internationaliste (11 (12 juin) ; Fédération des étudiants révolutionnaires (11 (12 juin) ; Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (12 juin).

1970. — Gauche prolétarienne (27 mai).

1973. — Ordre nouveau (28 juin) ; Ligue communiste (28 juin).

1974. — Embata (Pays basque) (30 janvier) ; Front de libération de la Bretagne (Armée républicaine bretonne) (30 janvier) ; Front de libération de la Bretagne pour la libération nationale et le socialisme (30 janvier) ; Front paysan corse de libération (30 janvier).

1980. — Action pour la renaissance de la Corse (27 août).

1980. — Fédération d'action nationale et européenne (3 septembre).

1982. — Service d'action civique (SAC) (28 juillet).

(1) Le Conseil d'Etat a annulé, le 4 juillet 1970, le décret de dissolution de ces trois organisations.

### LES RÉACTIONS POLITIQUES

#### RUE DE LENINGRAD

#### « On s'y attendait »

Le secrétaire général de l'association, M. Pierre Debizet, attend d'avoir reçu la notification officielle de la dissolution de son organisation pour réagir. C'est ce que lui a conseillé son avocat, M. Mialou. Mercredi après-midi, il a passé quelques heures au siège de ce qui fut le SAC, 28, rue de Leningrad, à Paris (8), refusant de répondre aux questions des journalistes.

Les dirigeants du SAC n'ont pas été surpris par la dissolution. Quelques minutes après la diffusion du communiqué du conseil des ministres, un membre du bureau nous déclarait : « On s'y attendait : le gouvernement cherche tous les moyens pour redorer son blason. Nous ne

sommes malheureusement pas surpris. » Plus tard, un autre responsable du SAC, ancien résistant, gaulliste de la première heure, commentait ainsi la dissolution : « Ce n'est pas une surprise mais c'est une ignominie, une grave erreur de plus et un camouflet pour la parti gaulliste, une basse vengeance. »

De nombreux militants ont appelé les dirigeants du SAC, mercredi après-midi, pour leur témoigner leur fidélité. L'organisation est dissoute, mais elle s'y était préparée. En somme, depuis la tuerie d'Aurillac, elle vient d'être achevée. Mais il faudra plus d'un décret pour rompre les liens tissés depuis un quart de siècle entre ses membres.

### Opération de diversion ou œuvre de salubrité ?

Le R.P.R., qui était au courant des intentions du gouvernement — par quelles voies ? — avait préparé dès la réunion de son groupe parlementaire, mardi 27 juillet, une réaction à la décision du conseil des ministres du 28 juillet de dissoudre le SAC.

Le communiqué du R.P.R. est ainsi rédigé : « La dissolution du SAC, que rien ne justifie et qui suit de peu le rapport de la commission d'enquête parlementaire partisane social-communiste, s'inscrit dans l'esprit de cette commission : celui d'un règlement de comptes politiques, dénoncé depuis des mois par l'opposition. Le gouvernement, aux prises avec des difficultés croissantes, que son incohérence et son incompetence ont largement nuancées, en arrive à d'énormes manœuvres de diversion. La dissolution d'une association républicaine constituée, qui ne fait courir aucun danger ni aux institutions, ni à l'ordre public, risque d'être le premier pas dans une série de mesures qui visent à saper le R.P.R. et à éliminer avec force contre une telle démarche. »

M. Jacques Chirac a déclaré qu'il s'agissait d'une « opération de diversion » et qu'il considérait la dissolution du SAC comme un « règlement de comptes politiques ». Selon M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, il s'agit d'une « affaire de politique intérieure et sans le plus vulgaire du mot. Le gouvernement, dit-il, a sans doute des problèmes avec sa police ». M. Pierre Messmer, ancien ministre, a écrit : « Cette mesure, écrite, s'étend à tous les socialistes, sans cesse obsédés par le Front populaire de 1936 », et il ajoute : « Ils sont décidément tournés vers le passé. »

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a affirmé :

« C'est une erreur politique majeure. Rien n'a été prouvé sur les actions du SAC en tant qu'organisation. Même l'affaire d'Aurillac est encore en cours d'instruction. »

Du côté de l'U.D.F., les réactions sont comparables. M. Alain Madelin, député de la Mayenne, membre de la commission d'enquête sur le SAC, estime : « Le gouvernement, et particulièrement le ministre de l'intérieur, sont désespérément, depuis quelques semaines, à la recherche de complots d'extrême droite et, faute d'en trouver dans l'actualité, ils ont ressors l'affaire du SAC. Il s'agit d'une manœuvre de diversion. On recherche des boucs émissaires commodes. La loi de 1936 ne s'applique pas au SAC. Ce n'est pas au gouvernement de le dissoudre, c'est aux tribunaux de faire leur travail et le SAC a commis des délits, ce qui n'est manifestement pas le cas. »

Dans la majorité, M. Bernard Delanoë, député de Paris, porte-parole du P.S., a estimé : « Cette dissolution est une mesure de salubrité publique (...), des membres de cette organisation utilisaient des méthodes dangereuses pour la démocratie : utilisation de l'appareil d'Etat et notamment de la police, intimidations, pratiques d'espionnage, trahison, violence. Il importe qu'une telle forme d'organisation ne puisse renaître. »

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré : « Cette décision de salubrité publique répond à la demande de tous ceux qui sont attachés au développement des libertés et de la démocratie. »

Le C.G.T., par la voix de M. Gérard Gaume, secrétaire confédéral, a demandé que soient dissoutes la C.F.S.I. et les sociétés de gardiennage.

### DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE

#### Commentaires généraux sceptiques ou critiques

La dissolution du SAC était attendue depuis le début de la commission parlementaire. Pour la plupart des commentateurs, elle n'est donc pas une surprise. Cette mesure a été, néanmoins, les grands titres de la presse quotidienne et est le plus souvent l'objet de jugements assez critiques.

Pour Jean-François Dupuy, dans le Quotidien de Paris, c'est le parti de Jacques Chirac que l'on veut implémenter à la place du R.P.R. et qu'il intervient fort opportunément aussi pour le P.S., au moment où il est mis en difficulté par le maire de Paris et où il lui semble opportun de faire diversion. « Peut-être s'apercevra-t-il plus tard, pourtant, que cette décision d'ordre public risque de créer de graves difficultés. »

L'éditorialiste du Figaro, Gérard Nirascon, pense que « le problème de fond est celui d'un gouvernement qui, pour n'avoir jamais pris au sérieux la menace du terrorisme, se trouve aujourd'hui désarmé. (...) Le pouvoir, affirmait-il, est en train de commettre une faute majeure, chercher des responsables à une situation qu'il a lui-même créée, et la méthode qu'il emploie est la pire puisqu'elle risque d'aboutir à dresser une partie de la France contre une autre. »

Le Matin se demande, dans son éditorial, si le caractère solennel donné à la décision gouvernementale n'est pas « la meilleure façon d'écarter l'instinct paranoïaque de quelques individus douze ». « (...) L'équipe gouvernementale s'efforce, décidément, écrit-il, des difficultés à trouver la style adéquat pour faire passer son message. La gravité de la situation économique et sociale devrait l'inciter à désamorcer cette tension politique dans laquelle l'op-

position cherche à l'entraîner. Or il semble qu'elle ait choisi d'ampifier le débat idéologique pour, contre droite, l'État, ce pas, à court terme, prendre le risque d'un affrontement violent ? »

Gérard Dupuy estime, dans Libération, qu'il s'agit d'une justification, pragmatique et utile, de la dissolution du SAC. Le soupçon restera que le gouvernement fût sous le poids de ses difficultés. « (...) Cette décision est différente d'un quelconque Peyrefitte. (...) En tapant sur le SAC, poursuit ce journal, le gouvernement matraque un symbole bien connu à défaut d'un coupable bien tenu. (...) Malheureusement, le rapport qu'il a rendu sur la dissolution du SAC est trop mince. (...) Comme dans le cas du statut de Paris, la disproportion entre le but et les moyens du coup gouvernemental laisse indécider sur ses intentions profondes. »

L'Humanité fait exception en portant un jugement bien différent de celui de l'ensemble de la presse parisienne. Sous le titre : « Une mesure d'hygiène politique », Alain Guérin écrit notamment : « Des voix vont sans doute s'élever pour prétendre qu'une dissolution n'est qu'une mesure de pure forme, une décision inopérante. (...) Fallacieux et périlleux argument s'il en fut, tant il est évident que la mesure de dissolution a le mérite fondamental d'être une double mise en garde. Avertissement d'abord à l'égard des factieux en sommeil, factieux camouflés et faibles en puissance qui hantent encore certains rangs de l'appareil d'Etat. (...) Mais avertissement aussi pour les démocrates, qui doivent comprendre que la dissolution du SAC est avant tout un appel à la vigilance. »

### Un mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 28 juillet a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

#### HAUTE-NORMANDIE : M. Alain GEROLAMI

M. Alain Gerolami, préfet, commissaire de la République de Seine-et-Marne, est nommé préfet, commissaire de la République de la région Haute-Normandie, commissaire de la République du département de la Seine-Maritime, en remplacement de M. Pierre Bolotte, nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

(Né le 16 août 1928 à Alger, docteur en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gerolami commence par exercer la profession d'avocat jusqu'en septembre 1950, sur la liste d'aptitude aux fonctions de chef de cabinet de préfet, il assume ces fonctions auprès de divers préfets jusqu'en 1959. Nommé sous-préfet en mai 1965, il est sous-préfet de la Tour-du-Pin, en octobre 1969, puis chargé de mission auprès du préfet de la région Limousin, en septembre

1964. En octobre 1967, M. Gerolami entre dans le cabinet ministériel, d'abord auprès de Georges Pompidou, puis, en 1970, préfet des Deux-Sèvres et, en juillet 1981, préfet du Cantal.)

#### CANTAL : M. Maurice SABORIN

M. Maurice Saborin, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Indre-et-Loire, est nommé préfet, commissaire de la République du Cantal, en remplacement de M. Jacques Guérin.

(Né le 3 juin 1923 à Biot (Var), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Maurice Saborin est nommé sous-préfet en août 1968 et exerce les fonctions de directeur du cabinet du préfet de la Loire, puis, la même année, celles de sous-préfet d'Ussel. Devenu administrateur civil de première classe, en 1971, il fait partie du cabinet de M. Jacques Chirac, de 1972 à 1974, successivement au ministère de l'Intérieur, puis au ministère de l'Agriculture et au ministère de l'Intérieur. Avant d'être nommé secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, il avait occupé les mêmes fonctions à la préfecture de Maine-et-Loire.)

#### SAONE-ET-LOIRE : M. Jacques GUÉRIN

M. Jacques Guérin, préfet, commissaire de la République du Cantal, est nommé préfet, commissaire de la République de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Alain Gerolami.

(Né en 1925 à Saint-Germain-et-Mons, en Dordogne, diplômé d'études supérieures de droit et de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Guérin devient en 1953 chef de cabinet du préfet du Cantal. Il est ensuite sous-préfet de Segré, de Segré, de Langon et directeur du cabinet du préfet de la région d'Aquitaine. En

ISTH  
INSTITUT DES  
ETUDES POLITIQUES  
EXAMEN du C.F.P.A.  
1982-1983  
10, rue de la Harpe  
75001 PARIS



# POLITIQUE

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : ADOPTION DE LA RÉFORME ÉLECTORALE

### Les Français de l'étranger ne pouvant justifier d'une attache avec une commune ne voteront plus aux élections locales

Tous comptes faits, la réforme de la loi électorale, adoptée mercredi 28 juillet par l'Assemblée nationale, n'aura pas déchaîné les passions. Sans doute parce que, passés les déclarations indignées et de principe, les députés ont vu dans la loi des motifs de satisfaction. M. Defferre a de bonnes raisons de savoir que certains responsables des formations de l'opposition ne pensent pas, comme ce fut dit au cours du débat, que la loi est complètement « scélérates et perverses ».

Ainsi, dans l'entourage de M. Chirac, on se réjouit bien volontiers, en calculant déjà les profits électoraux que le nouveau mode de scrutin peut apporter à l'opposition. L'analyse est simple : la gauche détenant plus de municipalités de plus de trente mille habitants que la droite, celle-ci, par l'application de la représentation proportionnelle, « entrera » dans plus de conseils municipaux de gauche monocolores que la gauche ne pourra la faire dans ceux détenus par la droite. Jusqu'à présent, en effet, dans ces villes, la liste majoritaire obtenait tous les sièges.

Mercredi 28 juillet, l'Assemblée nationale a voté la loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés ont examiné les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption, sera modifié de la façon suivante : « Les Français établis hors de France sur les listes électorales (voir le Monde des 22, 27, 28 et 29 juillet).

Le fait de pouvoir s'exprimer au sein d'un conseil municipal d'où l'on était jusqu'à présent exclu ne signifie pas que l'on peut peser de façon sensible sur des décisions qui, de toute façon, reflètent toujours les orientations politiques de la liste majoritaire. Mais l'opposition aura désormais des observateurs dans toutes les villes de plus de trois mille cinq cents habitants : et vice-versa pour la gauche. Ce n'est pas rien. Cela permet d'avoir accès aux dossiers, aux comptes, et de nourrir ainsi la campagne politique locale et nationale mieux argumentée. On pourra faire un peu plus confiance aux tracts distribués par les militants.

Il y a un autre avantage, un « contre-pouvoir » — même relatif — va entrer dans les conseils municipaux. Il obligera la majorité qui détient le pouvoir à plus de rigueur dans la gestion des affaires communales. La démocratie ne devrait-elle pas y gagner ?

Quel lien ont-ils ? Environ douze mille, selon la majorité, près de cent mille, selon l'opposition... on ne le saura jamais avec précision. Mais ces Français établis hors de France qui ne

L'article 9 tend à augmenter le nombre des conseillers municipaux dans les communes de moins de cinq cents habitants. Actuellement, ce nombre varie de neuf à quarante-neuf dans les communes de plus de trois mille habitants (Lyon, Marseille et Paris bénéficient de dispositions spéciales). Le pourcentage d'augmentation prévu par le projet est de l'ordre de 20 % mais varie selon la taille des communes.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation : 1) la décentralisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 2) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale ; 3) la démocratisation et la participation des citoyens à la vie locale.

peuvent justifier d'un lien — même ténu — avec une commune française se voient privés du droit de s'inscrire sur les listes électorales, pour les élections législatives, cantonales et municipales. Mieux, ils sont radés. Ce sont eux que l'on a surnommés les « gabonais », à la suite du « scandale » de ces Français de l'étranger inscrits autoritairement et massivement en 1978 sur les listes électorales de certaines communes, dans l'espoir de faire basculer la majorité de gauche à droite.

On peut admettre, en effet, qu'ils n'aient pas à se prononcer sur l'avenir d'une commune à laquelle ils sont totalement « étrangers ». M. Feyer (R.F.P.), sur ce point, a admis la thèse de la majorité. Mais la thèse de l'opposition est également légitime : au nom de quel droit peut-on empêcher ces Français de concourir à l'expression de la volonté générale, lors des élections législatives ? M. Defferre en est convaincu. Le « vide juridique » de la loi, sur ce point, sera donc comblé ultérieurement.

LAURENT ZECCHINI.

l'Assemblée décide qu'en cas d'une liste, l'ordre de présentation des candidats peut également être modifié. Elle repousse ensuite un amendement du groupe R.P.R. prévoyant que les listes devront avoir fait connaître, avant le premier tour, la ou les listes auxquelles elles accepteraient éventuellement de s'associer. M. Poperen estime que cette proposition se rapproche beaucoup des apparences. Réponse de M. Seguin : « Les apparentements avaient au moins cet avantage que, si une seule opération se préparait, on annonçait la couleur. Vous, vous préparez des opérations, mais vous n'annoncez pas la couleur ! »

L'Assemblée adopte un amendement de la commission ainsi rédigé : « Les candidats ayant figuré sur une même liste au premier tour ne peuvent figurer au second tour sur une liste d'un autre parti que celle sur laquelle ils ont figuré au premier tour. »

Après avoir modifié les dispositions relatives à la déclaration de candidatures, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que « nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus », et, d'autre part, que « nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ».

● Inéligibilité

L'Assemblée adopte deux amendements du groupe socialiste limitant l'inéligibilité aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier, et aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier.

Après avoir modifié les dispositions relatives à la déclaration de candidatures, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que « nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus », et, d'autre part, que « nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ».

● Inéligibilité

L'Assemblée adopte deux amendements du groupe socialiste limitant l'inéligibilité aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier, et aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier.

Après avoir modifié les dispositions relatives à la déclaration de candidatures, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que « nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus », et, d'autre part, que « nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ».

● Inéligibilité

L'Assemblée adopte deux amendements du groupe socialiste limitant l'inéligibilité aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier, et aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier.

Après avoir modifié les dispositions relatives à la déclaration de candidatures, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que « nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus », et, d'autre part, que « nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ».

● Inéligibilité

L'Assemblée adopte deux amendements du groupe socialiste limitant l'inéligibilité aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier, et aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier.

Après avoir modifié les dispositions relatives à la déclaration de candidatures, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que « nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus », et, d'autre part, que « nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ».

● Inéligibilité

L'Assemblée adopte deux amendements du groupe socialiste limitant l'inéligibilité aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier, et aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier.

Après avoir modifié les dispositions relatives à la déclaration de candidatures, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que « nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus », et, d'autre part, que « nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ».

● Inéligibilité

L'Assemblée adopte deux amendements du groupe socialiste limitant l'inéligibilité aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier, et aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier.

Après avoir modifié les dispositions relatives à la déclaration de candidatures, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que « nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus », et, d'autre part, que « nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ».

● Inéligibilité

L'Assemblée adopte deux amendements du groupe socialiste limitant l'inéligibilité aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier, et aux fonctionnaires de police ayant le grade de commissaire ou au moins celui de brigadier.

### Les organisations syndicales « dénoncent » une campagne de presse au sujet de la vente de « France-Soir »

Le comité inter-syndical du Livre parisien-C.G.T. a rendu public, mercredi 28 juillet, une « lettre ouverte » sur la situation à France-Soir dans laquelle il exige que soit mis un terme au « scandale Hérault » et, d'autre part, que soit mis un terme au « scandale Hérault ».

« Cette lettre ouverte », répond, semble-t-il, à certaines articles de presse qui suggèrent que le Syndicat ouvrier du Livre agissait comme s'il avait reçu des « conseils » pour que les socialistes ne possèdent pas un grand quotidien populaire à Paris avant les élections municipales.

S'opposant, également, à une telle interprétation, les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C.) et représentants des catégories professionnelles de Presse-Alliance-Régie-Print (France-Soir) démentent la campagne tendancieuse et malhonnête qui n'aurait pour but que de briser « l'unité des forces syndicales de France-Soir et servir les desseins de Robert Hérault ».

Toutes ces déclarations survenant alors que se rumoient de signature entre M. Max Thérêt et M. Robert Hérault pour la vente de France-Soir sont de plus en plus suspectes. M. Thérêt aurait, comme il le souhaitait, obtenu des garanties pour le contrôle de la régie publicitaire et des conditions acceptables pour l'impression du quotidien par l'imprimerie de Saint-Denis à Paris-Print.

### M. PIERRE NICOLAY VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT

Le conseil des ministres du mercredi 28 juillet a nommé M. Pierre Nicolay vice-président du Conseil d'État en remplacement de M. Marc Barbet, qui a été nommé vice-président en mars 1981 et qui a atteint l'âge de la retraite.

M. Pierre Nicolay est né le 8 février 1916 à Angoulême. Il est docteur en droit et a été, diplômé de l'École libre des sciences politiques, il entra en 1940 au Conseil d'État et devint, jusqu'en 1947, lorsqu'il devint chargé de mission au cabinet de M. Mitterrand, alors ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

Après de brefs séjours au Conseil d'État, M. Nicolay appartenait à tous les cabinets ministériels de M. Mitterrand sous la IV<sup>e</sup> République. Il sera également, en 1951, secrétaire technique au cabinet de M. Roger Ducloux (C.F.I.), secrétaire d'État en 1954 et président de la deuxième section du contentieux. Il est, en 1970, président de la Chambre nationale de discipline des architectes. Aménagé après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, M. Nicolay est nommé, en juin 1981, président-directeur général de l'Agence Hams en remplacement de M. Yves Canac, nommé en 1978 par l'autorité du Conseil d'État le mandat venait à expiration.

Le conseil d'administration de Hams se réunit jeudi 29 juillet pour désigner son nouveau président. Le nom le plus souvent proposé est celui de M. André Boncompagni, directeur du cabinet de M. Mitterrand. Rappelons que les membres du Conseil d'État atteignent l'âge de la retraite à soixante-huit ans.

### MORT DE M. PAUL BOULET ANCIEN DÉPUTÉ DE L'HÉRAULT

Nous apprenons la mort de M. Paul Boulet, ancien député de l'Hérault, décédé dans la nuit du 27 au 28 juillet à Montpellier, ville dont il avait été maire.

[Paul Boulet était né le 8 septembre 1894 à Marseille. Professeur de clinique médicale à la faculté de médecine de Montpellier, il avait débuté dans la vie politique en 1936 comme conseiller municipal, maire de Montpellier, puis conseiller général du canton de Saint-Martin. En mai 1938, il est élu député de la première circonscription de l'Hérault et siège dans la Chambre du front populaire avec l'ingénieur Jeanne République », dans la mouvance de Marc Sangnier. Le 10 juillet 1940, à Vichy, il est au nombre des quarante parlementaires qui refusent les pouvoirs constitués au maréchal Pétain. A la Libération, il siège à l'Assemblée consultative provisoire puis est élu, le 2 juin 1946, à la deuxième Assemblée nationale constituante.

Député du Mouvement républicain populaire (M.R.P.), qui présidait alors M. Georges Bidault, puis M. Maurice Schumann, il est réélu le 10 novembre 1948 à l'Assemblée nationale. Ayant quitté le M.R.P., dont il condamnait l'évolution vers la droite, il est battu aux législatives de juin 1951 à la tête d'une liste de la Gauche indépendante.

Paul Boulet avait été réélu en 1955 maire de Montpellier et devait le rester jusqu'en 1963. Ayant perdu cette magistrature, il siège néanmoins au conseil municipal jusqu'en 1967. L'année dernière, il avait fait campagne pour la candidature de M. Mitterrand et pour l'Union de la gauche.]

**ISTH**

Depuis 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES

- EXAMEN du **CFPA**
- Préparation complète toutes matières au début - mi septembre
- Places limitées - équipes de 10 étudiants - nouvelle formule

Centre AUTEUIL 6, Av. Léon Mouzy  
75016 Paris  
Tél. 224.10.72 - 527.10.15



# POLITIQUE

## La Corse dans l'isolement

### III - Comment s'y retrouver ?

De notre envoyé spécial JEAN-MARIE COLOMBANI

Dans un premier article (« le Monde » du 28 juillet), Laurent Greilsamer a écrit la chronique d'un petit village de Haute-Corse, Piedicroce, où l'on vote, comme toutes les autres communes de l'île, le 30 août pour l'élection de l'Assemblée régionale. Puis, Dominique Antoni a analysé la situation économique de l'île (« le Monde » du 29 juillet). Aujourd'hui, Jean-Marie Colombani décrit l'état des forces politiques dans la campagne électorale.

Ajaccio. — Indifférence et incertitude : ces deux mots reviennent souvent dans l'île pour qualifier la campagne en vue des prochaines élections à l'Assemblée régionale de Corse. Il est vrai que cette campagne, assez morne, rappelle le renouvellement des conseils généraux plutôt que l'enthousiasme pour la Corse évoqué par M. Bastien Lecchia, délégué ministériel aux affaires insulaires.

Entre les ronds des candidats et les défis des touristes hollandais et allemands, les chefs de file des listes en présence n'attendent que quelques dizaines de personnes, dans des villages pourtant peuplés à cette époque de l'année.

Les Corse n'ont-ils donc pas conscience de l'enjeu ? Ce n'est pas faute d'avoir été prévenus par les pouvoirs publics : le préfet de région lui-même, M. Paul Coussemer (1), n'a-t-il pas souligné que la population va prendre une « décision capitale » pour son avenir ? Pourtant, certains sont incrédules : parce qu'ils ne comprennent pas que la Corse puisse voter seule, à l'écart du continent, et dégrader ainsi son droit commun.

Ceux-là mettent l'accent sur une première difficulté : comment prendre la mesure, dans ces élections si particulières, du caractère national droite-gauche ? Ou plutôt — car en Corse ce débat recouvre une opposition de clans (2) plus qu'une séparation idéologique — comment mesurer, dans le comportement des électeurs, la part qui revient à la volonté de s'affirmer dans la majorité présidentielle ou dans l'opposition nationale, à l'exclusion de préoccupations strictement insulaires ?

Il reste à souhaiter que celles-ci — compte tenu de l'importance du scrutin — l'emportent, et que

le 30 août reste une « affaire corse ». De ce point de vue, le pouvoir peut se prévaloir d'un succès : la question du statut particulier est, en effet, dépassée. Critiques (ils étaient les plus nombreux) ou non à l'égard de la réforme institutionnelle, les hommes politiques insulaires ont leurs discours sur ce qu'ils comprennent de cette relative autonomie de gestion. Chacun a donc été contraint d'élaborer un programme couvrant tous les secteurs d'activité ; même s'il est difficile d'échapper à ses propres trappes : aussi a-t-on vu le fait de baptiser la liste du P.C.F. celle de « tout insulaire », celle des autonomistes la liste rurale et celle de l'opposition nationale la liste de « tout touriste », par exemple.

Mais le statut lui-même n'est plus qu'une contrainte que par le chef de file du R.P.R. en Corse, M. Jean-Paul de Rocca-Serra. Le maître de Porto-Vecchio conduit une liste de rassemblement « pour l'unité nationale » et fonde son discours sur un thème simple : seuls ceux qui privilégient l'unité nationale pourront éviter tout « dérapage », toute dérive séparatiste. La crainte de l'autonomie existe aussi chez les radicaux de gauche du nord de l'île. Les proches de M. François Giacobbi, le sénateur de la Haute-Corse, qui a pour chef de file M. Jean-Paul de Rocca-Serra, se sont réunis à Ajaccio pour discuter de la liste de rassemblement « pour l'unité nationale » et fonder son discours sur un thème simple : seuls ceux qui privilégient l'unité nationale pourront éviter tout « dérapage », toute dérive séparatiste.

Les autres listes importantes sont décidées à jouer le jeu. A commencer par les autonomistes : les amis de M. Edmond Simonini, même s'ils considèrent que le statut n'est qu'une « étape », jugent sage qu'il sera ce que les élus chargés de le gérer en feront. Leur volonté de prendre leur part de responsabilité est illustrée par la proposition de M. Simonini d'instaurer une présidence tournante. Quant aux socialistes et libéraux, respectivement M. José Rossi, ils affirment vouloir agir « avec pragmatisme et modération au sein d'un statut particulier qui aura besoin de la durée pour trouver son équilibre ».

### Les effets pervers de la proportionnelle

Pour le moment, les électeurs peuvent avoir quelque mal à s'y retrouver : les listes de mille personnes inscrites, après une vaste révision des listes électorales (le Monde du 27 juillet), ont le choix entre dix-sept listes. Sont donc ceux qui ne connaissent pas un candidat dans au moins trois ou quatre listes : dans ces conditions, quelle affiliation faut-il privilégier ? Si bien que l'indifférence apparente des Corse masque peut-être un réel embarras, qui est aussi celui de leurs élus. « Ces élections nous emmènent », proclame le conseiller général (M.R.G.), nos électeurs risquent d'être déstabilisés !

La division est, en effet, le maître-mot de ces élections. L'intention du ministre de l'Intérieur, partagé par son délégué, était d'être le plus libéral possible, afin de permettre aux groupes minoritaires (autonomistes et nationalistes) d'obtenir des responsabilités. Mais la représentation proportionnelle, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, et le choix d'une assemblée nombreuse (soixante et un membres) ont produit quelques effets pervers. Les stratégies personnelles se sont trouvées encouragées dans les partis comme hors de ceux-ci. Quelques manœuvres ont été ainsi facilitées : outre le fait que la pléthore de candidats rend inutiles les machines électroniques employées à Ajaccio, telle ou telle liste « obscure » peut permettre à tel ou tel chef de clan de disposer d'assez de suppléments dans les bureaux de vote.

Mais tout cela est accessoire en regard de ce constat : chaque courant de pensée est représenté, mais il est aussi dédoublé. De quelque côté que l'on se tourne, hormis le cas des autonomistes de M. Simonini, on trouve deux listes : M. Jean-Paul de Rocca-Serra est à la tête d'une liste où les composantes de l'opposition nationale sont représentées (3) ; il doit obtenir le groupe le plus important de la future assemblée ; mais il doit compter avec une liste constituée pour l'essentiel de militants gauchistes groupés autour de M. Jean-Louis Albertini.

En outre, quatre représentants de l'U.D.F. sont en bonne place derrière le député de la Corse-du-Sud, mais la figure de proue de ce mouvement, M. José Rossi, a constitué sa propre liste « Démocratie », mais non exclu par l'U.D.F., qui s'est montrée, en l'occurrence, plus habile et plus tolérante à l'égard de ses dissidents. Le P.S. le conseiller général d'Ajaccio a joué la carte locale plutôt que d'accepter les consignes nationales de M. Michel Fiolon. Le secrétaire général de l'U.D.F. voulait éviter que le R.P.R. pût lui reprocher, lors de la prochaine négociation de la loi de décentralisation, d'avoir été à la dénommée sacro-sainte unité de l'opposition.

L'autre grande force politique locale, le M.R.G., est elle aussi écartée, sur une base qui n'est pas seulement géographique : sans doute M.M. Prosper et Nicolas

Alfonsi représentent-ils l'un le nord, l'autre le sud de l'île. Mais leur séparation pendant la campagne électorale résulte aussi d'une lente érosion des relations entre ces deux tendances radicales de gauche, la première (celle de M. Prosper Alfonsi) étant surtout radicale, la seconde se situant de longue date dans la mouvance présidentielle et de son côté, M. Nicolas Alfonsi a proposé (mais en vain) à M.M. Albertini et Rossi de négocier un contrat de majorité.

En outre, l'opposition nationale « dans son ensemble » peut profiter de la bonne campagne de M. José Rossi, qui jouit sur un registre plus libéral, de celle-ci de « rassembler plus large ». Cette expression consacrée vaut aussi pour les radicaux de gauche : à M. Prosper Alfonsi, on a raillé sa « sur la droite » ; à M. Nicolas Alfonsi, la recherche des électeurs désorientés par l'éclatement du P.S.

### Le gâchis

La palme de la division, sans retomber positive possible cette fois, revient aux socialistes. Les tentatives de M. Bastien Lecchia de conduire d'abord une liste regroupant tous ceux qui, dans la gauche non communiste, se réclament de l'action du chef de l'Etat, puis une liste homogène socialiste ont échoué : elles ont abouti à la dissection de radicaux et de socialistes. Cette dissection a choqué une personne, tant le P.C.F. est intégré au système politique insulaire.

L'idée originale était pourtant bonne : dans une région où les socialistes sont une petite minorité, la politique d'apaisement et de démocratisation de la vie publique menée par le gouvernement pouvait permettre l'émergence d'un courant plus vaste, se recomposant dans cette nouvelle politique. Mais les radicaux de gauche du Sud ont considéré que les exigences des socialistes étaient peu compatibles avec la réalité des rapports de force en Corse ; mais les socialistes du Nord ont estimé d'une part que le P.S. devrait se présenter sous ses propres couleurs, et d'autre part que la direction nationale du parti abandonnait le changement pour céder à la tentation du « clivage » ; mais les dirigeants nationaux du P.S. voulaient imposer M. Lecchia et soupçonnaient les socialistes d'être « d'extrême gauche ».

Bref, ce mélange explosif se traduit par un gâchis « irréparable » et une formidable occasion manquée. Comme a été manquée l'occasion d'un réel renouvellement des responsables politiques. Les tensions de la politique locale ont choisi la sécurité : leur emprise repose sur les relais de pouvoir et d'influence que sont les maires. Ces derniers sont donc légion sur les listes. Faut-il en conclure que l'on fera du neuf avec du vieux ? Même si l'idée est répandue que la réforme sera faite par ceux qui occupent de nos affaires depuis des années, le neuf paraît malgré tout à se frayer un petit chemin. Ces élections, en effet, devraient

Il faut toutefois se garder de surestimer les conséquences négatives de ces divisions. Elles existent sans doute, de sorte que la multiplicité des listes alimente le scepticisme ambiant sur la capacité des élus à se servir efficacement de l'outil dont ils disposent désormais. Mais les principaux protagonistes s'efforcent de « bipartiser » la campagne électorale : radicaux de gauche, communistes et socialistes appellent à voter « à gauche » ; rappellent leur appartenance à la majorité présidentielle et de son côté, M. Rocca-Serra a proposé (mais en vain) à M.M. Albertini et Rossi de négocier un contrat de majorité.

En outre, l'opposition nationale « dans son ensemble » peut profiter de la bonne campagne de M. José Rossi, qui jouit sur un registre plus libéral, de celle-ci de « rassembler plus large ». Cette expression consacrée vaut aussi pour les radicaux de gauche : à M. Prosper Alfonsi, on a raillé sa « sur la droite » ; à M. Nicolas Alfonsi, la recherche des électeurs désorientés par l'éclatement du P.S.

### Le gâchis

La palme de la division, sans retomber positive possible cette fois, revient aux socialistes. Les tentatives de M. Bastien Lecchia de conduire d'abord une liste regroupant tous ceux qui, dans la gauche non communiste, se réclament de l'action du chef de l'Etat, puis une liste homogène socialiste ont échoué : elles ont abouti à la dissection de radicaux et de socialistes. Cette dissection a choqué une personne, tant le P.C.F. est intégré au système politique insulaire.

L'idée originale était pourtant bonne : dans une région où les socialistes sont une petite minorité, la politique d'apaisement et de démocratisation de la vie publique menée par le gouvernement pouvait permettre l'émergence d'un courant plus vaste, se recomposant dans cette nouvelle politique. Mais les radicaux de gauche du Sud ont considéré que les exigences des socialistes étaient peu compatibles avec la réalité des rapports de force en Corse ; mais les socialistes du Nord ont estimé d'une part que le P.S. devrait se présenter sous ses propres couleurs, et d'autre part que la direction nationale du parti abandonnait le changement pour céder à la tentation du « clivage » ; mais les dirigeants nationaux du P.S. voulaient imposer M. Lecchia et soupçonnaient les socialistes d'être « d'extrême gauche ».

Bref, ce mélange explosif se traduit par un gâchis « irréparable » et une formidable occasion manquée. Comme a été manquée l'occasion d'un réel renouvellement des responsables politiques. Les tensions de la politique locale ont choisi la sécurité : leur emprise repose sur les relais de pouvoir et d'influence que sont les maires. Ces derniers sont donc légion sur les listes. Faut-il en conclure que l'on fera du neuf avec du vieux ? Même si l'idée est répandue que la réforme sera faite par ceux qui occupent de nos affaires depuis des années, le neuf paraît malgré tout à se frayer un petit chemin. Ces élections, en effet, devraient

### Dix-sept listes

- Rassemblement pour la Corse dans l'unité nationale : M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (R.P.R.), maire de Porto-Vecchio.
- Unité et démocratie : M. Nicolas Alfonsi, député (app. P.S.), maire de Piana, ancien secrétaire national du M.R.G.
- Mouvement des radicaux de gauche pour une région démocratique : M. Prosper Alfonsi, ancien président (M.R.G.), du conseil régional.
- Parti socialiste : M. Ange Pantaloni, premier secrétaire de la fédération de la Corse-du-Sud.
- Action pour une Corse nouvelle : M. Dominique Bucchiani, (P.C.F.), maire de Sartène, membre du Parlement européen.
- Union peuple Corse : M. Edmond Simonini.
- Partit populaire Corse : M. Dominique Alfonsi.
- Union régionale pour le progrès : M. José Rossi, conseiller général (U.D.F.) d'Ajaccio.
- Liste socialiste et démocrate : M. Charles Santoni, ancien premier secrétaire de la fédération socialiste de Haute-Corse, exécutif du P.S.
- Gauche et liberté pour tous : M. Camille Simonini, adjoint au maire de Morosaglia, exécutif P.C.F.
- Renaissance Corse : M. Philippe Cellini.
- Union pour l'avenir de la Corse : M. Denis de Rocca-Serra, membre du Comité économique et social.
- Corse voix nouvelle : M. Jean-Gaston Sauti.
- Renaissance de la région Corse : M. Jean-Louis Albertini.
- Union pour la défense de l'île Corse : M. Simon Cruciani.
- Défense des intérêts de la Corse : M. Jean Colonna, maire (R.P.R.), de Pila-Canale.
- Union républicaine de défense et de promotion de la Corse : M. Daniel Philippe Simioli, (M.R.G.).

### NOUVEAUX ATTENTATS A AJACCIO

Une nouvelle série d'attentats non revendiqués a eu lieu à Ajaccio dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 juillet. En une dizaine de minutes, quatre explosions ont retenti, occasionnant d'importants dégâts. Elles visaient un cabinet immobilier dans l'ave-

nue Napoléon-III, où un début d'incendie a été rapidement maîtrisé : un atelier de photographie situé avenue Maglioli, une librairie rue Stéphanopoli et une boutique de vêtements sur le cours Prince-Imperial.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 28 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé :

### TRANSPORTS INTERIEURS

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre des transports, le conseil des ministres a adopté un projet de loi d'orientation tendant à une large concertation et traitant des transports intérieurs.

Il constitue la base législative d'une action accordant la priorité au développement des transports publics urbains et ruraux de personnes afin d'assurer progressivement un véritable droit au transport. Il vise à améliorer l'efficacité du système de transport des personnes en tenant compte des coûts économiques et sociaux réels, notamment en matière de sécurité, d'énergie, d'environnement et de respect de la réglementation du travail. Il organise la complémentarité des différents modes dans le respect du libre choix de l'usager et d'une concurrence maîtrisée. Cette action s'appuiera sur la réa-

lisation du service public assuré par l'Etat, les collectivités territoriales, les entreprises publiques et privées.

Le projet de loi comportera des dispositions spécifiques pour les différents modes de transport. Pour ce qui concerne le transport ferroviaire, le projet fixe les bases de la réforme de la S.N.C.F., qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain. La société nationale sera dotée d'un statut d'établissement public industriel et commercial qui lui confèrera une très large autonomie de gestion.

Le conseil des ministres a souligné l'importance de la qualité du travail législatif accompli depuis un an. Le gouvernement prendra en accord avec les assemblées, les dispositions permettant d'améliorer les conditions du travail parlementaire, notamment en donnant aux commissions de plus longs délais de réflexion.

### SOLIDARITE POUR L'EMPLOI

Le conseil des ministres a procédé à un premier examen du projet de loi instituant une contribution exceptionnelle versée à un fonds de solidarité pour l'emploi dont il a adopté le principe.

Participeront à l'effort de solidarité nationale toutes les personnes actives ou en préretraite ne cotisant pas à l'UNEDIC, à l'exception de celles dont les revenus professionnels sont inférieurs à 1,5 SMIC, soit 4 400 francs au 1<sup>er</sup> juillet 1982.

D'autre part, il a été rappelé que la participation de l'Etat au financement de l'assurance-chômage financée de l'assurance-chômage était assurée, les partenaires sociaux, employeurs et salariés sont invités, de leur côté, à assurer l'équilibre du régime d'assurance-chômage. C'est à eux qu'il appartient de réaliser les économies nécessaires et de déterminer l'augmentation des cotisations appliquées aux entreprises et aux salariés assujettis au régime de l'UNEDIC.

A l'issue des négociations entamées par les partenaires sociaux dans le cadre de l'UNEDIC, le conseil des ministres adoptera les dispositions complémentaires du projet de loi visant les modalités d'application de la contribution des Français au Fonds de solidarité.

### FILIERE ELECTRONIQUE

Le gouvernement a décidé de lancer un important programme plurisectoriel en faveur de la filière électronique.

Comme l'a demandé le président de la République au récent colloque sur la recherche, il s'agit de mettre la France à un niveau de grande puissance technologique, comme le sont les Etats-Unis et le Japon. Le financement global de ce programme d'action sera de 140 milliards de francs (francs 1982) sur cinq ans.

Pour les cinq prochaines années, la stratégie du gouvernement vise à assurer la base commerciale de la filière et à accélérer sensiblement le rythme de croissance de la production, de 3 à 9 % par an.

Ces objectifs confirment la vocation de la France dans l'électronique professionnelle et des télécommunications. Ils traduisent son ambition de maintenir l'équilibre de la recherche et de production. Ils doivent permettre de relancer l'industrie française de l'électronique dite « grand public » (ordinateurs personnels, jeux électroniques, magnétoscopes, téléviseurs, etc.) et à garantir notre autonomie dans le domaine des composants.

Les moyens mis en œuvre sont les suivants : Les ministères de l'éducation nationale et de la formation professionnelle sont chargés d'un important programme de formation, comportant une nouvelle orientation des formations initiales et un plan de rattrapage portant sur le total de la formation assaillie de plus de sept mille ingénieurs et techniciens supérieurs ; L'effort global de recherche est accru et son efficacité améliorée par une meilleure coordination des laboratoires publics autour de pôles d'entraînement ; de grands projets nationaux associeront industriels et laboratoires publics sur des objectifs précis dans les secteurs où l'électronique technologique est la plus rapide ; Des mesures d'aides spécifiques sont prévues notamment pour les petites et moyennes entreprises, dont le rôle est essentiel pour l'innovation ; La France recherchera activement des coopérations internationales ;

— Sur l'ensemble de la filière électronique, une politique d'orientation est mise en œuvre : il s'agit de permettre aux utilisateurs de bénéficier à l'outil et aux services qu'ils peuvent en attendre, de manière à en orienter la mutation.

L'application de la politique gouvernementale de la filière électronique sera suivie régulièrement par un comité interministériel présidé par le premier ministre et, par délégation, par le ministre d'Etat chargé de l'industrie et de la recherche.

(Lire page 19.)

### SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

Le ministre délégué aux relations avec le Parlement, a dressé le bilan de la session extraordinaire du Parlement et a évoqué les perspectives de la rentrée parlementaire d'automne.

La session extraordinaire de juillet a permis au Parlement d'adopter définitivement sept projets et deux propositions de loi. Ainsi, des textes essentiels pour l'application de la politique du gouvernement ont été votés : communication audiovisuelle, blocage des prix et des revenus, statut particulier de la Corse (compétences) en fonds spécial de grands travaux.

Avant l'examen du budget, la session d'automne sera notamment consacrée à l'examen des projets sur le mode de scrutin des élections municipales et sur les compétences des collectivités territoriales.

Probablement, une session extraordinaire permettra aux assemblées d'achever l'examen de plusieurs projets en cours.

Le conseil des ministres a souligné l'importance de la qualité du travail législatif accompli depuis un an. Le gouvernement prendra en accord avec les assemblées, les dispositions permettant d'améliorer les conditions du travail parlementaire, notamment en donnant aux commissions de plus longs délais de réflexion.

### LIBAN

Le ministre des relations extérieures a informé le conseil des ministres de ses contacts au Proche-Orient, en Europe, à Washington et aux Nations unies, visant à trouver les moyens d'ouvrir une voie de négociations en vue de progresser vers la paix au Liban. Pendant cette période, le gouvernement français a confirmé sa position selon laquelle le règlement définitif du conflit libano-syrien doit être le résultat d'un accord négocié par les parties en présence.

(Lire pages 3 et 4.)

### COMMUNAUTES EUROPEENNES

Le ministre délégué chargé des affaires européennes a rendu compte aux ministres concernés, du déroulement des deux Conseils communautaires.

1) Pêche (29-31 juillet) : le Conseil a adopté les règlements qui permettent l'entrée en vigueur de l'organisation commune de marché des produits de la pêche.

2) Actes (24 juillet) : ce Conseil extraordinaire a été consacré aux négociations engagées avec le gouvernement américain sur les procédures ouvertes par celui-ci à l'encontre de certaines exportations de produits sidérurgiques européens.

A la demande de la délégation française, le Conseil a particulièrement insisté sur l'importance qu'il y avait pour la Communauté économique européenne d'arriver, une affaire commerciale des Etats membres de la Communauté, à la suite de la décision de la Cour de justice de la Communauté européenne, à un mandat exclusif de négociation portant sur l'ensemble des conventions commerciales existant entre les dix Etats de la Communauté et les Etats-Unis. Les discussions doivent reprendre sans tarder.

Par ailleurs, le Conseil des ministres a été informé de l'adoption définitive de la réforme de l'organisation du marché du vin.

### DISSOLUTION DU SAC

(Lire page 5.)

### LA REFORME DE LA PLANTIFICATION JUGEE « CONFORME A LA CONSTITUTION » PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel, par décision en date du 27 juillet, s'est prononcé sur la saisine dont avait été l'objet le texte de loi portant réforme de la planification. Les députés de l'opposition, soutenus de ce recours, soutenaient notamment que plusieurs dispositions de la loi méconnaissaient l'obligation de prévoir des recettes correspondant aux dépenses. Ils considéraient aussi que la loi imposait un certain contenu des lois futures, et comportait des injonctions concernant les conditions et les dates auxquelles devaient être présentés les projets de loi en exécution du Plan.

Le Conseil constitutionnel a estimé que, tant pour les dépenses que pour le contenu des lois futures ou la prévision d'un calendrier et des conditions d'exécution, les dispositions inscrites dans la loi incriminées n'avaient pas de caractère contraignant. En raison même de leur caractère impératif, il n'y a pas lieu, a-t-il jugé, qu'elles fassent l'objet d'une déclaration de non-conformité.

**Un grand roman qui fait scandale aux U.S.A., écrit par quelqu'un qui sait...**

... FÉMINISME EXAGÉRÉ ... ÉROTISME TORRIDE ...

**LES PÊCHES DU CARDINAL**

roman

**Andrew M. Greeley**

Le Monde

L'Italie

Dans les « miroirs »

Mitterrand...

Le monde de Mitterrand... (text continues in small print)



## le feuilleton

aujourd'hui, et cette relecture en profondeur est une leçon de lucidité intellectuelle autant que de pénétration littéraire.

Dans l'Essai sur l'origine des langues, Rousseau, rajeunissant l'antique lien commun des « caractères des peuples selon les climats », le combinant avec la tra-

Mais Stendhal et l'italianité n'est pas un quelconque « Stendhal et l'Italie ». A l'écart de l'anecdote ou du compte de l'expérience, Michel Crouzet se propose, en philosophe, en psychologue et en critique littéraire, de définir l'attitude de Beyerle, de voir ce qu'il y a de réel, de romanesque de l'Italie, vis-à-vis d'un mode d'être italien qu'il exclut peu à peu du fond de lui-même au moins d'avant qu'il le découvre dans la péninsule ou qu'il retrouve d'après l'abondante littérature des voyageurs anglais, français, allemands, italiens, libérés d'Italie, de l'Europe, de la vie privée – limitée ailleurs par le civisme et la considération d'autrui – une expansion illimitée et heurteuse ; pour cet écrivain inquiet, elle offre à la création romanesque (qui s'adresse à l'homme de désir) une inspiration, que la prose disciplinée des nations plus « avancées » a littéralement effacée.

Le problème de l'italianité chez Stendhal, tel que le pose Michel Crouzet, rejoint nos préoccupations les plus actuelles. Nous devons au libéralisme romantique cette inappréciable conquête : la vie privée, ses détours, son infini, incompréhensibles à l'Etat et préservés de son regard. Mais nous lui devons aussi la pire menace contre cette sphère autonome de la vie privée : la tentation d'en faire un absolu et de lui dénier toute émotion.

« Stendhal dansant »

sources, c'est là qu'il trouve son plus intime accueil. Mais à vouloir pousser à l'absolu cette étrangeté relative de l'art par rapport au public, à la société polie, à l'Etat libéral, jusqu'à l'éclectisme abstrait, à la provocation anarcho-biste, voire à la prédication révolutionnaire, l'art s'en va romantisme à travers le chemin à la mort de l'art, tiré dans des ruelles égalitaires sans issue. Voilà, sur cette logique funeste de l'individualisme romantique, Stendhal à nu le bonheur de ne connaître que les prémisses. Mais son commentateur le rend dans la brèche inépuisable d'un

dition de l'étoile et le thème biblique du « Paradis avant la chute », lui avait prêté un pathos nouveau et l'autorité d'une explication scientifique : « Dans les climats méridionaux, écrivait-il, où la nature est prodigue, les besoins naturels des passions ; dans les pays froids, où elle est avare, les passions naissent des besoins, et les langues, filles de la nécessité, se sentent de leur dure origine. » Ainsi les pays chauds, dit-il, ont eu les premiers poètes, et la mer cristalline des femmes a eu le plus tendre des romans, le *jeu de l'amour*, « présentant un état de bonheur » avant la « chute » que le progrès des arts et le joug des lois ont fait oublier sous les climats froids.

Sur les traces de Rousseau, Mme de Staël alliegma l'antithèse : dans *De l'Allemagne*, elle décrit le génie d'un peuple victime du froid, sans doute, mais qui a su tirer de son malheur une mélancolie poétique et philosophique, une profondeur réflexive incomparable. Puis, passant d'un extrême à l'autre, elle écrit, avec *Corinne ou de l'Italie*, le roman d'un peuple bény par le soleil, le climat, la beauté, les jours du despotisme, mais — comme s'il ignorait cet incident — pour le bonheur, la beauté sensible et la liberté des passions.

Stendhal, favorisé par ses circonstances, voyé pour l'Italie, « réserve » où s'encroûte à ses yeux l'homme moderne selon Rousseau. Et de fait, pour qui revient alors de l'Europe du Nord, de ses Lumières, de sa légèreté et de ses mœurs policoles, venir en Italie c'est voyager dans le monde le plus encore qui dans l'Europe ou y régresse vers une sorte de préhistoire où l'Etat moderne n'est pas né (des tyrannies paires et bouffonnes en tiennent lieu), mais où, en revanche, l'*individuo* (au sens où l'on l'entend, encore Burckhardt) est d'autant plus épanoui. L'Anglais ou le Français, en proie à la passion entre vie privée et vie publique, vient donc chercher en Italie son modèle. Mais, l'apprentissage de la vie civilisée. En somme, le retard historique de l'Italie, la sauve la vitalité des Italiens, leur capacité naturelle et donc individuelle à la passion et au bonheur. A la beauté, aussi.

MARC FILMAROLI

(Lire la suite en page 10)

BS instantanées magiques de la vie intérieure, nul autre que moi, dit Roger Gouze, n'en saura jamais rien, pas même à *les plus fouteuses biographies, les plus poilières Guillemins*. Ah! le moi total classé dans une espèce mal franchement *« Chercheur »* n'aurait pas, en effet, sans qu'il fût possible d'évoquer la police? Tant pis. Pas grave. Et cela ne m'empêche pas de trouver beaucoup de livre; pour des tas de raisons.

Oui, un beau livre, et je n'ai pas coutume d'employer les mots *« beau »* et *« livre »* ensemble. Mais nous apprend sur le métier; jadis très rude, des instituteurs que furent à leurs débuts, en pays minier, le père et la mère de Roger Gouze, dans ce coin de France où les enfants étaient *« abrutés »* par leurs parents, chaque matin, d'un coup de couteau dans le dos.

— *On payait les mineurs à l'heure, le samedi. Pourquoy dittez-vous absents, hier lundi ?*

— *demandait ma mère, le mardi, à la moitié des frères. Réponse : « Mon papa et ma maman m'ont trop accablé pour me laisser ».* Et c'est : *« Un sort où mon père avait, après le cours, retenu un cancre pour le faire travailler, la mère, la grand-mère, les frères, les sœurs, les voisins, les voisins du voisin, lui va droit à son fils, dans un regard port le maître.*

— *Qu'est-ce que tu fous là ?*

— *Je suis puni... Je l'avais dit, pourtant, de lui balancer son cadot sur la queue, s'il remmerdait...»*

est parent à celui de Vallée ; Gouze, le père, a son tour, comme avait fait Vallée père, s'était attaché à « monter », avait appris le latin, obtenu sa licence afin d'entrer dans le secondaire ; et un digne familial était survenu : le père avait pris une maîtresse ; l'enfant Gouze, comme l'enfant Vallée, s'en était aperçu et tous deux avaient vécu des mois dans l'angoisse et la peur, le premier, guettant leurs parents qui s'entrechoiraient.

Autre chose : les souvenirs de la Résistance ; le père, « principal » du collège de Villefranc-sur-Saône, est révoqué par Vichy parce qu'il s'est refusé à remplir le formulaire exigé par Pétain pour le recensement des juifs — élèves et professeurs ; et le rôle des parents Gouze en faveur de Frey et de Berry Albredet (voir, à ce sujet, le chapitre sur les maîtres de Villefranc) ; et le mari d'une d'Enri Frey ; et le courage de sa petite sœur Daniella, qu'épousa, en 1944, François Mitterrand (« Le plus bel exemple d'éducation à la Rousseau », dira d'elle son mari).

J'oubliais : c'est à Roger Gouze que nous devons le plus saisissant portrait d'Alain, le fameux « prof » du lycée Henri-IV, celui qui marqua si fort des êtres si différents que Simone Weil et Henri Massis, Jean Prévost et Julien Gracq, André Malraux et Louis de Funès, André Gide et Emile Cioran, la première fois (à ma connaissance) campé tel dans son aspect physique, avec son allure de « charretier », sa carrure d'athlète, ses mains puissantes et son front bas sous les cheveux qui partageait une raie médiane.

Bonheur de lire, sous cette  
plume, une excellente phrase  
sur Gréghem, l'homme du  
peuple à qui Gouze ne pardonne  
pas — je le comprends —  
d'avoir brisé l'Académie pour  
y asseoir « parmi les maîtres »  
un autre carlinier, dit-on.  
En fait, détail significatif,  
curiel : mal 68, le grand amphi-  
théâtre de la Sorbonne, toujours  
plein à craquer ; Sartre se lève  
pour prendre la parole et une  
voix l'apostrophe : « Il est tard,  
il est tard ! » Et tout d'un coup  
commencent Misonnais, la parole  
mais-je pas du « serment de  
Sottalut », jadis juré et tenu par  
François Mitterrand ; la roche  
de Soluhir, at chère à ma petite  
enfance, avec son profil de  
craie, ses griffes plantées  
dans les vagues.

Mais ce qui m'est le plus près  
de l'âme, c'est la lettre de Roger  
Gosse, ce sont les pages qu'il  
consacre à Bernanos qu'il a bien  
connu, au Brétil. Fascinant, ou  
il était fascinant, ce grand ho-  
mme si passionné, si mien-  
treux, le nouveau visage, les traits  
étranges, avec sa maison  
dérivée, le catholicisme de son  
royer, ses caïresses folles et ses  
repentins, quelquequ'il vous  
prenait le cœur tout de suite et  
d'un coup. Quelconque, dans  
l'avenir, voudra bien s'occuper  
de Bernanos, mais que je n'ai su  
faire dans ce livre. Je n'aurais  
passé à côté de l'essentiel  
si négligé, ce que Roger  
Gosse nous raconte (pages 201-  
202) de telle qu'il, chez le pro-  
fesseur Ombredane, ou un Ber-  
nados éperdu, effrayant, prit  
soudain la ressemblance du roi

HENRI GUILLEMIN.

## Une entrée en littérature

**L**a divine surprise, que je ne serai pas seule à éprouver ! Eugène Mannoni a été pendant huit ans mon confrère au Monde. Je savais donc, comme tous ses lecteurs, ses qualités de journaliste que depuis 1962 il est allé exercer ailleurs, à France-Soir, au Point aujourd'hui. Je l'ai un peu oublié, mais il est resté dans mon esprit un homme simple, doux, ironique et que ni de vaines importunables qu'on appelle "presse", tout d'un coup, je le retrouve à un autre zénith : non pas dans l'enquête ni dans l'actualité commentée où l'avait laissé son premier livre consacré à de Gaulle (1), mais dans la littérature, dans ses rêves, en pleine littérature, c'est-à-dire en pleine poésie.

Imaginez un homme dont le métier est de courir le monde, de rencontrer les « grands », de décrire les « points chauds ». Eugène Mannoni n'a pas manqué beaucoup des orages qui ont zébré la planète : guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, en 1981 il était aux Cortes quand a été tenté le coup d'Etat... Son devoir professionnel accompli, il écrit encore dans le silence de sa chambre. Il écrit quoi ? Ce qu'il a vu, oui, mais

*par Jacqueline Piatier*

d'un autre œil, qui se ferme à l'événement et s'ouvre sur l'éternel. La flore, la faune, les éléments, les petites gens, les us et coutumes singuliers traduisent mieux l'être d'un pays que ses dirigeants. Eugène Mannoni en a reçu des impressions, des visions étranges qui l'ont fait soudain basculer dans l'imaginaire, entrer au cœur des choses ou se retirer en lui-même.

D'où des textes de longueur inégale, denses et beaux comme des poèmes en prose, mais toujours précis, construits, vivants, surprenants, communicables, qu'il a, paraît-il, longtemps gardés par devers lui... Mais pourquoi, tant est vite et somptueux le plaisir qu'ils dispensent ? Ils regorgent d'arbres, de fleurs, d'animaux exotiques, d'oiseaux en vol. C'est un bestiaire, une botanique... Mais c'est aussi un théâtre qu'animent des silhouettes humaines courant, parlant, gesticulant, travaillant, mendiant.

**C**OURTS, ces rêches fixent une scène insolite : la mise à mort rituelle d'un serpent-banane dans un village de la Malaisie. Le lumina de l'ampoule électrique accrochée devant la maison pour conjurer les démons de la nuit, « l'umignon plutôt lâche n'ayant pour aboi-lou qu'un anneau de moustiques ». Ou bien, ils enregistrent un spectacle pour tout autre anodin, les tourbillons de papiers que soulèvent, le soir, les vents de la mer et du désert sur une ville en chantier de Libye, et là aussi devient le « carrefour de tous les vides », les content aussi des visites au palais du président indonésien à Ancas, les salons compiles sur la pointe des pieds pour ne pas troubler l'intimité de l'utime gardien avec le fantôme du prince.

Plus amies et divulguent alors d'un coin à l'autre de la planète, ils cernent la luxuriance de la végétation tropicale comme une force « joie de vivre ». Ils communiquent l'angoisse que Calcutta secrète — sans que sa misère soit jamais directement dénoncée — à travers les noirs corbeaux qui tournoient sur la ville, appelant en contrepoint de ruses images de mouettes, ces oiseaux de la mer, qui, venus d'Amsterdam, s'ébattent au-dessus du New York Portofino, ils se livrent à la beauté, la nécessité des marchands mais c'est pour vitupérer l'égoïsme occidental qui les prive du leur dignité.

Ces « choses vives » ne sont pas que vives. Elles irradient dans une conscience qui a fait le tour du monde sans réussir à faire le tour de soi et qui se cherche encore dans ce qu'elle rencontre. Au musée de Cusco, Eugène Mannoni s'arrête devant une pièce étonnante. C'est un squelette humain, mais le visage est couvert d'un masque d'ivoire qui devient un sien. Il y accroche une confidence : « Moi que billonnie un autre moi, très fréquemment la liberté !le, calme, si calme... insoulevée sépulture pour une ciels folle... » Mais non, la pierre ici se souève. N'est-ce pas une liberté folle qui préside à cette œuvre ? On s'oppose et se répondent tant qu'on n'arrive à rien ?

CHACUNE livre suggère sa pratique de lecture. Celle que réquiert *Au vent des rêves* doit être fragmentaire. Elle convient à cette saison où nous invitent d'autres plaisirs. On y plonge, on en ressort, on était là, l'auteur nous a menés ailleurs. Dans l'exotisme, c'est certain. Mais voyez comme il sait aussi retrouver la diversité du monde dans les fonds sous-marins que libère, en se retirant, une marée bretonne. Et il parle d'expérience. Pourtant, cette mer mouvante n'est pas la sienne, à lui, le Corse, le Méditerranéen.

(1) *Moi, général de Gaulle*, Le Seuil, 1964.

## Comme un retour vers la préhistoire

Stendhal, favorisé par ses circonstances, voyé pour l'Italie, « réserve » où s'encroûte à ses yeux l'homme moderne : selon Rousseau. Et de fait, pour qui revient alors de l'Europe du Nord, de ses Lumières, de sa légèreté et de ses mœurs policoles, venir en Italie c'est voyager dans le monde le plus encore qui dans l'Europe ou y régresse vers une sorte de préhistoire où l'Etat moderne n'est pas né (des tyrannies paires et bouffonnes en tiennent lieu), mais où, en revanche, l'*individuo* (au sens où l'on l'entend, encore Burckhardt) est d'autant plus épanoui. L'Anglais ou le Français, en proie à la passion entre vie privée et vie publique, vient donc chercher en Italie son modèle. Mais l'apprentissage de la vie civilisée. En somme, le retard historique de l'Italie, la sauve la vitalité des Italiens, leur capacité naturelle et donc individuelle à la passion et au bonheur. A la beauté, aussi.

MARC FILMAROLI

(Lire la suite en page 10)

**dans l'enfer du jeu**  
avec

**sulitzer**  
RTUNE

«...on retient son souffle jusqu'au dernier rebondissement d'une course qui bouscule les normes des histoires d'arnaque traditionnelles.»  
A.C. / FIGARO MAGAZINE

roman / denoël

**Photo 1: Patient**























## La star et le patron

\_\_\_\_\_



**PUBLICITÉ SUR FR 3  
DÈS JANVIER 1983**

de cloître Saint-Sever, à Aix) :  
réglement.  
de Marseille : L'Opéra (1968-1982).  
Strauss, Bellini, Verdi, Puccini. Saint-  
sever.  
tre.

es : Concerts du Rimsky-Korsakov  
de Stuttgart) : Le Quatuor pour  
Symphonie n° 4, Schumann ;  
de Reimann, par l'Orchestre sympho-  
nastique.  
d'Aix.  
Musée de Provence : Saint-John Perse,  
de Jean-Pierre Ray Charles.





(Document établi  
avec le support technique spécial  
de la Météorologie nationale.)







## LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET INDUSTRIELS DU GOUVERNEMENT

## Les dépenses publiques avoisineront 900 milliards de francs en 1983

(Suite de la première page.)

Le ralentissement prévu de 3,4 points du taux d'inflation s'est traduit par une rectification en baisse des dépenses publiques dont la progression est ramenée à 13 % contre un peu plus de 16 % dans le schéma d'avant la dévaluation (2).

Ce pourcentage, même s'il est supérieur d'un point et demi à la croissance attendue du produit intérieur brut (+11,5 %) traduit une décastration des dépenses de l'Etat qui progresserait de 27,7 % dans le budget de 1982 tel qu'il fut voté par le Parlement à la fin de l'année dernière (3).

M. Mitterrand s'était engagé lors de sa conférence de presse de septembre 1981 à supprimer « dans sa forme présente » l'impôt sur les plus-values qu'il avait qualifié de « mauvais impôt ». A l'examen, le principe d'une imposition des plus-values est apparu justifié, du point de vue de l'équité mais aussi de l'efficacité. Le rapport Dauterme, s'il a souligné les multiples inconvénients du système actuel, a opté pour le maintien d'une imposition simplifiée. Ainsi, les plus-values mobilières pourraient être taxées au taux forfaitaire de 15 %.

La tendance actuelle n'est donc pas du tout à un allègement de la fiscalité sur les plus-values, mais plutôt à son allègement.

Le rapport Dauterme — encore lui — souligne ce que l'on savait déjà : les inégalités de fortune sont beaucoup plus fortes que les inégalités de revenus. Cependant, alors que les secondes n'ont cessé de diminuer depuis quinze ans, les premières s'accroissent, sans arrêt, semble-t-il, depuis la deuxième guerre mondiale. Tout le problème est maintenant de savoir s'il est opportun dans le climat actuel de réformer à nouveau dans ce domaine particulièrement sensible qu'est la propriété.

Un impôt sur les grandes fortunes vient d'être institué qui entre à peine en application et dont on comprendrait mal qu'il puisse être déjà corrigé. Quant au régime fiscal des droits de succession, son injustice n'est plus à démontrer (5). Mais le gouvernement Mauroy qui ne l'a pas réformé en 1981, peut-il prendre le risque d'y toucher en 1982 ?

ALAIN VERNHOLLES.

(2) Ce taux de 13 % concerne l'ensemble des dépenses de l'Etat, dépenses militaires comprises.

(3) La croissance du PIB en volume serait de 2,8 %. En 1983, celle des prix du PIB de 8,5 % (l'évolution des prix de détail n'étant que de 8 % en moyenne annuelle comme en glissement de janvier à décembre).

(4) Le chiffre de 2,5 milliards de francs s'ajoute au budget initial de 1982, car le premier « collectif » de mai a ajouté 3 milliards de francs de dotation à cette somme.

(5) Voir le rapport de la commission d'étude d'un prélèvement sur les fortunes rédigé par MM. Vautier, Blot et Méraud.

## Une tranche à 65 % ?

La construction du budget de 1983 repose toute entière sur un net ralentissement de l'inflation. Du bien-fondé de cette hypothèse dépend la vraisemblance de l'exercice 1983. Celui-ci apparaît a priori compatible avec un déficit budgétaire de 118 milliards de francs représentant à peu près exactement la limite fatidique à ne pas dépasser des 3 % du PIB fixée par le président de la République. Pour mieux contrôler l'évolution de l'impasse, vingt milliards de francs de dépenses publiques seront bloqués en début d'année dans un fonds de régulation budgétaire et consommés par la suite si la situation le permet.

Il faudra attendre septembre pour connaître la face fiscale — jusqu'à présent cachée — du budget de 1983. La question qui se pose est de savoir de quelle manière sera alloué l'impôt sur le revenu car sur le principe la cause est entendue : les contribuables aisés devront payer davantage.

Plusieurs voies sont ouvertes. La première consiste à ne pas corriger de l'inflation les limites des tranches supérieures du barème, ce qui équivaudrait à alourdir la pression fiscale pesant sur les hautes rémunérations. Au sein du gouvernement, cette méthode est assez critiquée dans la mesure où elle fait passer d'un étatisme à un étatisme d'appoint, une augmentation des impôts que le pouvoir voudrait au contraire mettre en lumière au nom de la solidarité.

Une autre méthode consisterait à créer une tranche d'imposition à 65 %, ce qui équivaudrait à rendre définitive l'imposition exceptionnelle de cette année.

Enfin, le système du quotient familial qui a été modifié cette année (ses effets sont plafonnés à partir d'un certain montant de réduction d'impôts) pourrait être plus profondément réformé. L'idée serait de transformer l'abattement par enfant qui varie actuellement en fonction du revenu, en une réduction fixe

équivalente pour tous, quelque soit le revenu et qui ne dépendrait plus que de l'importance de la famille.

La fortune fera-t-elle également l'objet de prélèvements supplémentaires ? M. Mauroy avait annoncé le 15 juillet, dans une déclaration faite aux partenaires sociaux qu'il recourrait à Matignon, que le budget de 1983 comporterait des mesures fiscales de solidarité « pour réduire les inégalités excessives de revenus et de patrimoine ». Trois impôts peuvent donc, a priori, être concernés : l'impôt sur les plus-values, l'impôt sur les grandes fortunes, les droits de succession.

M. Mitterrand s'était engagé lors de sa conférence de presse de septembre 1981 à supprimer « dans sa forme présente » l'impôt sur les plus-values qu'il avait qualifié de « mauvais impôt ». A l'examen, le principe d'une imposition des plus-values est apparu justifié, du point de vue de l'équité mais aussi de l'efficacité. Le rapport Dauterme, s'il a souligné les multiples inconvénients du système actuel, a opté pour le maintien d'une imposition simplifiée. Ainsi, les plus-values mobilières pourraient être taxées au taux forfaitaire de 15 %.

La tendance actuelle n'est donc pas du tout à un allègement de la fiscalité sur les plus-values, mais plutôt à son allègement.

Le rapport Dauterme — encore lui — souligne ce que l'on savait déjà : les inégalités de fortune sont beaucoup plus fortes que les inégalités de revenus. Cependant, alors que les secondes n'ont cessé de diminuer depuis quinze ans, les premières s'accroissent, sans arrêt, semble-t-il, depuis la deuxième guerre mondiale. Tout le problème est maintenant de savoir s'il est opportun dans le climat actuel de réformer à nouveau dans ce domaine particulièrement sensible qu'est la propriété.

Un impôt sur les grandes fortunes vient d'être institué qui entre à peine en application et dont on comprendrait mal qu'il puisse être déjà corrigé. Quant au régime fiscal des droits de succession, son injustice n'est plus à démontrer (5). Mais le gouvernement Mauroy qui ne l'a pas réformé en 1981, peut-il prendre le risque d'y toucher en 1982 ?

ALAIN VERNHOLLES.

(2) Ce taux de 13 % concerne l'ensemble des dépenses de l'Etat, dépenses militaires comprises.

(3) La croissance du PIB en volume serait de 2,8 %. En 1983, celle des prix du PIB de 8,5 % (l'évolution des prix de détail n'étant que de 8 % en moyenne annuelle comme en glissement de janvier à décembre).

(4) Le chiffre de 2,5 milliards de francs s'ajoute au budget initial de 1982, car le premier « collectif » de mai a ajouté 3 milliards de francs de dotation à cette somme.

(5) Voir le rapport de la commission d'étude d'un prélèvement sur les fortunes rédigé par MM. Vautier, Blot et Méraud.

## Un programme quinquennal de 140 milliards est prévu pour la filière électronique

(Suite de la première page.)

Le déficit annuel est estimé à 1 100 milliards et à 3 000 milliards supérieurs. Un plan de rattrapage va être élaboré pour former en trois ans plus de quatre mille personnes.

Diverses mesures, dont la création d'Instituts supérieurs nationaux devaient permettre à partir de 1984 d'obtenir un flux annuel de diplômés d'environ 4 000 personnes également.

Pour être complet, il manque encore à ce programme son volet industriel et un plan de financement. A vrai dire, ce dernier est plus ou moins arrêté. De moins dans ces grandes lignes. Mais un débat s'est ouvert ces derniers jours à l'intérieur du gouvernement sur l'opportunité politique de rendre publics ces chiffres.

Ne risquait-on pas de choquer une partie de la population en annonçant des aides de l'Etat pour les industries électroniques au moment même où l'austérité est de rigueur ? De plus, à l'économie et au budget, on hésite quelque peu devant la note à payer et on réclame à prendre des engagements « raisonnables ». Finalement le chef de l'Etat a tranché. Il a souhaité que le chiffre de 140 milliards de francs soit annoncé afin de bien marquer l'ampleur du programme.

## Le plan de financement

Cette somme de 140 milliards recouvre l'ensemble du financement par l'Etat, les entreprises privées, publiques ou filiales des groupes étrangers pour la période 1982-1986. Si la courbe s'était maintenue sur sa pente actuelle, les investissements n'auraient été que de 90 milliards. C'est donc un effort supplémentaire de 50 milliards de francs qui est envisagé.

L'Etat aurait dû normalement contribuer au financement pour 25 milliards de francs. Sa participation devrait être portée à environ 55 milliards de francs. L'Etat devra donc trouver chaque année 5 milliards de plus (en francs constants) pour la filière électronique.

Les télécommunications et l'électronique professionnelle ont déjà les plus gros budgets d'investissements avec, notamment, les financements par les armées et les P.T.T. Pour les cinq années à venir, il est prévu un simple maintien de leur effort d'investissement qui représenterait toutefois encore 80 milliards de francs sur les 140 milliards.

La ventilation des 60 milliards restants entre les neuf sous-secteurs de la filière n'est pas totalement arrêtée. Des ordres de grandeur peuvent cependant d'ores et déjà être donnés.

Composants : 10 milliards de francs ; électronique grand public : 7 milliards ; informatique : 13 milliards ; bureautique : 13 milliards ; logiciels et services informatiques : 4,5 milliards ; industrie spatiale : 15 milliards ; informatique industrielle et automatique : 3,2 milliards ; instrumentation scientifique : 2 milliards ; électronique médicale : 3 milliards.

Si l'on compare ces investissements à ce qui se fait actuellement, on a ce qui était normalement prévu, on constate que l'effort supplémentaire profiterait surtout à l'informatique, aux composants et à l'électronique grand public.

Reste à mettre en point le volet industriel. Tâche essentielle, et de loin la plus délicate. Ce devrait être chose faite, explique-t-on, à la rentrée de septembre. Les discussions avec les industriels se poursuivent et les problèmes de frontières entre la « bande des quatre » nationales (C.G.E., Thomson, Matra, C.I.L. Honeywell-Bull, qui assurent 50 % de la production de la filière, sont encore loin d'être résolus.

Ce volet industriel ne doit pas se limiter, dans l'esprit de M. Chevènement, au secteur public et à l'Hébergement. Les P.M.I., le secteur privé, voire les filiales françaises des groupes étrangers, doivent participer pleinement au développement de la filière électronique et l'Etat passera des « conventions » avec les entreprises qui le souhaitent.

Le gouvernement insiste enfin sur la nécessaire coopération internationale, en priorité européenne. « Refuser pour la filière électronique une politique de créneaux n'implique pas que la France fasse tout, toute seule, car dans certains cas des répartitions de tâches peuvent être faites à l'échelle de l'Europe ». Des propos qui rejoignent les « ouvertures européennes » de M. Max Grundig, comme du nouveau P.D.G. de Philips, M. Decker. Jusqu'à présent, ces velléités de coopération restent purement verbales. Se traduiront-elles concrètement ?

Jean-Michel QUATREPOINT.

● L'indice des prix à la consommation dans la C.E.E. a augmenté de 0,7 % au mois de juin par rapport à mai (après + 0,8 % en mai par rapport à avril). En un an (juin 1982 comparé à juin 1981), la hausse des prix est de 11,1 %, soit à peu près comme en mai (11,2 %).

Cinq pays ont enregistré une hausse inférieure à 1 % : la Belgique (+ 0,9 %), le Danemark (+ 0,8 %), la France (+ 0,7 %), le Royaume-Uni (+ 0,3 %), les Pays-Bas (+ 0,2 %). En revanche, les prix ont augmenté de 2,6 % en Grèce, de 1,1 % au Luxembourg et de 1 % en R.F.A. et en Italie.

## LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE LES EVASIONS DE CAPITALAUX

## L'administration se trouve dépourvue de moyens d'action efficaces contre la grande fraude

Le rapport d'information sur les moyens de lutte contre l'évasion de capitaux, présenté par M. Christian Goux (P.S.), au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, vient d'être publié. Après une analyse des motivations et des formes de cette évasion, le rapport fait un certain nombre de suggestions pour mettre fin à de tels agissements.

S'efforçant d'abord de prendre la mesure du phénomène, dont « l'ampleur exacte est difficile à appréhender », le rapport évalue à environ cinquante mille seulement le nombre de comptes réellement actifs détenus par des Français en Suisse, tout en faisant allusion au chiffre donné par M. Jean Ziegler, député suisse (six cent cinquante mille) que la commission juge exagéré. Quant à l'importance des fonds déposés en Suisse, « il est encore plus délicat de la chiffrer : certains chiffres ont été avancés qui donneraient à penser que le montant moyen des dépôts serait compris entre 500 000 et 700 000 F par compte ». M. Ziegler estime à 500 milliards de francs les avoirs français en Suisse.

Etudiant l'évolution des sorties de capitaux avant et après le 10 mai 1981, le rapport indique que les retours de billes présentés à la Banque de France par les banques étrangères ont été plus de deux fois supérieurs en 1981 à ce qu'ils avaient été en 1980 (17,5 milliards de francs contre 7,5 milliards de francs) et trois fois supérieurs au deuxième trimestre 1981 à ce qu'ils avaient été au deuxième trimestre 1980.

## Les techniques utilisées

Selon d'autres sources, d'origine helvétique, ce sont 7 à 10 milliards de francs qui auraient quitté la France entre le début janvier et le 10 mai 1981 et 30 à 33 milliards de francs après cette date, canalisés par les plus importantes banques suisses, avec pour principale destination les Etats-Unis, véritable « sanctuaire » pour le recyclage des capitaux évadés.

Parmi les responsables des évasions, le rapport cite, d'abord, « les petits et moyens fraudeurs », dont le type serait « un notable de province assez fortuné, relativement âgé, éternellement inquiet, le plus souvent victime de choix des officines spécialisées qui l'entraînent parfois dans des opérations douteuses d'où il sort spolié ». Ils utilisent souvent des moyens « physiques » et ne représenteraient pas plus de 10 % à 15 % du total de la

fraude, dont l'essentiel repose sur l'« évasion organisée » par des entreprises ou des holdings internationales disposant de filiales dans plusieurs pays.

Analysant les techniques d'évasion, le rapport distingue d'abord les mécanismes « primaires », moyens physiques (de plus en plus l'aviation sur de petits aéroports) et compensation de créances.

Quant aux mécanismes « secondaires », ils sont d'une grande complexité, allant de la « surfacturation à l'importation », qui majore les dettes vis-à-vis de l'étranger à la « sous-facturation à l'exportation », qui permet de minimiser les créances de l'étranger. S'y ajoutent la rémunération des services fictifs, la manipulation de flux financiers, qui peuvent donner une apparence de légalité aux transferts frauduleux de capitaux, et les constructions juridiques complexes, destinées soit à tirer profit des législations favorables dans tel pays à tel type d'opérations, soit à fractionner le processus de fraude.

Parmi les causes de l'évasion de capitaux, le rapport cite la spéculation contre le franc et le manque de confiance dans l'avenir du pays, le souci d'échapper à la législation et à la pression fiscale, le recyclage de l'« argent sale », et l'accroissement de la tension internationale.

Quant aux moyens de lutte contre l'évasion, le rapport se borne à émettre des « suggestions ». Il « regrette que les transactions consenties par les douanes (en cas de fraude), ne soient pas systématiquement accompagnées d'un contrôle fiscal ». Il préconise « un renforcement qualitatif et quantitatif des moyens administratifs ainsi qu'une meilleure concertation des instances concernées. Cette collaboration pourrait aller jusqu'à l'intégration d'agents des impôts dans les équipes de douane et réciproquement ».

En conclusion, le rapport estime qu'« il faut passer d'un contrôle uniquement comptable, et souvent dispersé, à un contrôle réel et coordonné, plus orienté vers la recherche de fraudes importantes (...). Cela implique une reconversion de toute l'administration dans une recherche d'une plus grande efficacité ».

En clair, l'administration se trouve pour l'instant dépourvue de moyens d'action efficaces vis-à-vis des « gros fraudeurs », essentiellement des entreprises. Ce qui revient à dire que mieux vaudrait consacrer de nouveaux moyens à traquer ces « gros » plutôt que de pourchasser les « petits » avec des résultats médiocres.

NATIONALISATION  
ECHANGE  
DES TITRESNationalisation  
Echange des titres.  
Banques non cotées.

## BANQUES NON COTÉES

Si vous détenez des actions des banques non cotées, nationalisées par la loi du 11 février 1982, dont la liste et les valeurs d'échange sont les suivantes :

	Valeur d'échange (en francs, par action)
Banque corporative du bâtiment et des travaux publics	216,29
Banque de La Hénin	423,80
Banque de l'Indochine et de Suez Banque industrielle et mobilière privée (B.I.M.P.)	381,56
- Actions existantes au 31 Décembre 1981 - Actions créées au cours du premier semestre 1982	254,95
Banque de Paris et des Pays-Bas	246,27
Banque parisienne de crédit	223,10
Banque régionale de l'Ain	531,62
Banque régionale de l'Ouest	182,74
Banque de l'union européenne	199,07
Banque Chaix	158,39
Credit chimique	7.007,89
Banque Laydier	204,88
Mono-Française de banque	925,12
Banque Odier Bungeur Courvoisier	413,47
Sofinco-La Hénin	269,46
Banque Tarnaud	388,63
Banque Vernet et commerciale de Paris	388,16
Union de banques à Paris	226,26
	300,57

Les actions de ces banques vous seront  
échangées, sans frais, à partir du  
29 juillet 1982, contre des obligations à  
taux variable garanties par l'Etat.

Ces obligations sont émises par la Caisse  
Nationale des Banques (CNB),  
établissement public créé par la loi de  
nationalisation et géré par la Caisse des  
Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques de ces obligations sont  
les suivantes :

Date de jouissance : 1<sup>er</sup> Juillet 1982.  
Montant nominal : 5.000 ou 500 Francs.  
Durée : 15 ans.

Amortissement : Au pair, en 15 tranches  
annuelles sensiblement égales déterminées  
par voie de tirage au sort et, pour la première  
fois, le 1<sup>er</sup> Juillet 1983.

Intérêt : Il s'agit d'obligations à taux variable  
à coupon semestriel prédéterminé. L'intérêt  
est égal au taux de rendement des emprunts  
d'Etat dont le capital ou les intérêts ne sont  
pas indexés, émis à taux fixe et d'échéance  
finale supérieure à sept ans, constaté sur  
le marché secondaire de la Bourse de Paris  
par la Caisse des Dépôts et Consignations  
durant les vingt-cinq premières semaines  
précédant sa fixation.

Cotation : Les obligations sont inscrites à  
la cote officielle de la Bourse de Paris à partir

du 29 Juillet 1982 sous la dénomination  
CNB Juillet 1982.

Fiscalité : Les obligations CNB remises à  
l'échange bénéficieront de la détaxation du  
revenu investi en actions dans les conditions  
prévues par la loi du 13 Juillet 1978 ainsi  
que des avantages habituels de la fiscalité  
des revenus d'obligations.

Le premier coupon qui sera payé le  
1<sup>er</sup> Janvier 1983 est de 399,81 F pour une  
obligation de 5.000 F, soit un taux de  
15,99 %. Sur la base de ce coupon, le taux  
de rendement actuariel annuel ressort à  
16,63 %. Si vous êtes actionnaire d'une  
banque mentionnée ci-contre, prenez  
contact avec elle aux fins de vous  
informer sur les procédures d'échange.  
Vous pouvez, par ailleurs, vous informer  
auprès des guichets des banques, des  
agents de change ou des comptables du  
Trésor. De leur côté, les banques  
concernées et, plus généralement, les  
intermédiaires financiers adresseront,  
dans les prochains jours, à tous les  
actionnaires connus, des lettres les  
informant de leur situation  
au regard des  
opérations  
d'échange.

CNB.



# ÉNERGIE

LES DÉROGATIONS AU BLOCAGE DES PRIX

## Les produits pétroliers augmenteront le 11 août

Les prix des produits pétroliers augmenteront le 11 août - et non le 12 comme nous l'avons écrit (le Monde du 27 juillet) - de 9 centimes par litre pour l'essence et le super et de 6 centimes pour le gazole. Cela portera ces prix en région parisienne au maximum à 4,20 F par litre pour l'essence ordinaire, 4,51 F pour le super, 3,43 F pour le gazole et 2,485 F pour le fuel domestique.

Une même hausse interviendra le 10 septembre à moins d'une forte baisse des prix du pétrole et (ou) du dollar au cours du mois d'août (une baisse de 10 centimes du cours moyen mensuel du dollar en franc représente 2,5 centimes en moyenne sur les prix au litre des produits pétroliers).

En revanche, dès le 12 octobre la hausse des prix du fuel et du gazole pourrait être inférieure à 6 centimes par litre, voire pratiquement inexistante, et, lorsque la formule de fixation des prix retrouvera son effet complet - vraisemblablement en novembre - selon l'évolution du dollar et des cours du brut les prix pourraient même baisser.

Cela résulte de la modification « pour une période transitoire correspondant au blocage général des prix », du régime de fixation automatique des prix des produits pétroliers, examinée le 28 juillet par le comité des prix.

« Les évolutions des parités monétaires se traduisent par un surcoût du pétrole importé de l'ordre de 14 milliards de francs, en année pleine pour 70 centimes de hausse sur le dollar », précise un communiqué des ministères de l'économie et des finances et de la recherche.

« La prévision même des approvisionnements et de l'industrie du raffinage impose de ne pas ajouter une perte supplémentaire d'une telle ampleur au secteur pétrolier ».

### Matières premières et activités saisonnières

Le comité des prix a aussi examiné un certain nombre d'arrêts qui répondent notamment aux difficultés constatées dans un certain nombre d'industries utilisant une forte part de matières premières, importées ou agricoles, dont les prix ont varié sensiblement depuis l'entrée en vigueur du blocage.

Appartiennent à cette catégorie de mesures les arrêts sur la répercussion au stade de la transformation des prix de matières premières (cours, peaux, fibres textiles, pâte à papier, etc.) ou de produits alimentaires (poissons, fruits et légumes pour la conserverie, certains produits laitiers). Ces mesures devraient - n'avoir aucune incidence immédiate sur les prix de détail.

Enfin des mesures ont été prises pour permettre le fonctionnement d'un certain nombre de secteurs ou d'entreprises, dont le caractère saisonnier de l'activité (articles de la rentrée par exemple) faisait qu'elles n'avaient pas de référence de prix antérieure au blocage et qu'elles n'avaient donc pas de possibilité juridique de fixer leurs prix. Ces mesures, qui s'appliquent à celles qui ont déjà été décidées le 9 juillet pour la vente par correspondance, prévoient que les prix envisagés, par les entreprises qui ont déjà fait l'objet de prises d'ordre de la part des acheteurs, ne pourront être appliqués qu'après application d'un abattement variant selon des secteurs de 1 % à 1,5 %.

# ÉTRANGER

## ACCORD POUR LE RÉÉCHELONNEMENT DE LA DETTE ROUMAINE

La Roumanie a obtenu, le 28 juillet à Paris, un rééchelonnement « important » des dettes qu'elle a contractées auprès de quinze gouvernements occidentaux. Un communiqué diffusé par le ministère de l'économie et des finances indique qu'un accord a été signé par le ministre roumain de l'économie, M. Petre Giga, et les représentants des pays créanciers, parmi lesquels l'Allemagne fédérale, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Suisse.

Les pays créanciers, réunis dans une instance habituellement appelée le club de Paris, ont été « sensibles aux efforts de redressement entrepris » par le gouvernement de Bucarest. « Ils ont estimé nécessaire pour la réussite de ce programme, de procéder à un refinancement ou à un rééchelonnement du service de la dette de la période janvier 1982-décembre 1982 pour améliorer les perspectives de balance des paiements afin de faciliter le redressement de l'économie roumaine ».

Chacun des pays créanciers doit ratifier cet accord.

Le communiqué ne donne pas de précision sur les modalités et le montant du rééchelonnement décidé. La dette extérieure de la Roumanie à des organismes des pays occidentaux est de l'ordre de 11 milliards de dollars.

## D'IMPORTANT ACHATS DE PÉTROLE ONT ACCRU EN JUIN LE DÉFICIT COMMERCIAL DES ÉTATS-UNIS

Le déficit de la balance commerciale des États-Unis s'est aggravé en juin, atteignant - après correction des variations saisonnières - 3,44 milliards de dollars contre 3,29 milliards en mai (+ 4,5 %). Il faut remonter à janvier pour trouver un résultat plus mauvais (5,13 milliards de dollars).

Cette détérioration s'explique par le brusque gonflement des importations de produits pétroliers qui se sont élevées à 5,29 milliards de dollars, soit une augmentation de 34 % par rapport à mai. En volume, les importations pétrolières (164,1 millions de barils en juin) ont augmenté de 30,2 %.

Les exportations, de leur côté, ont, en juin, progressé de 3,3 % en valeur par rapport à mai, atteignant 18,82 milliards de dollars, ce qui est le niveau le plus élevé atteint depuis décembre 1981.

Au total, le déficit commercial des États-Unis atteint 16,02 milliards de dollars au premier semestre 1982, ce qui est inférieur de 2,7 milliards au déficit commercial du premier semestre 1981.

Les agriculteurs et éleveurs de la province de Salamanque (ouest de l'Espagne) menacent de bloquer à partir du 5 août les camions français qui se rendent au Portugal en traversant leur région.

### Publicité

## RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

### SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.O.N.E.D.E.)

23, rue Jawahar-Lal-Nehru, Montfleury TUNIS

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

### Alimentation en eau potable des villes et des Centres ruraux de TUNISIE

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un appel d'offres international pour l'acquisition de : 140.000 ml de tuyaux en fonte ductile de diamètre compris entre 80 et 600 mm. et de pièces spéciales afférentes.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la B.I.R.D.

Ne peuvent participer à cet appel d'offres que les fournisseurs des pays membres de la B.I.R.D. de la SUISSE et de TAIWAN.

Les fournisseurs qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. (service Marchés) contre paiement de la somme de (250 D.) DEUX CENT CINQUANTE DINARS par dossier.

Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 17 SEPTEMBRE 1982, à 10 h, au 23, rue JAWAHAR-LAL-NEHRU-MONTFLEURY-TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

# SOCIAL

SÉCURITÉ SOCIALE

## LA C.G.T. : Il faut « prendre sur les profits » et non « amorcer une logique d'austérité »

« Il est nécessaire que les mesures à prendre soient directement liées au comportement antérieur du patronat », a déclaré le 28 juillet M. Louis Vianet, secrétaire de la C.G.T., en présentant ses propositions sur la Sécurité sociale au lendemain d'une entrevue avec M. Bérégovoy. A cette occasion, la C.G.T. a rappelé les propositions qu'elle avait exprimées en octobre 1981, confirmant ainsi son désaccord avec certaines dispositions du récent plan d'économies de la Sécurité sociale. M. Vianet a affirmé les propositions obligatoires de déplaçement : de 5,45 points pour les cotisations patronales de maladie ; pour les allocations familiales, déplaçement de 9 points des cotisations du régime général et poursuite de l'alignement sur celui-ci des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants, alignement amorcé par le plan du 10 novembre 1981 ; déplaçement des cotisations patronales et salariales pour la vieillesse.

Si l'ensemble des cotisations était déplaçonné, cela représenterait une masse de plus de 50 milliards de francs, mais la C.G.T. se déclare prête à discuter de ces propositions. Elle propose également de porter la cotisation accidents du travail des employeurs à 2 % de la masse salariale plafonnée (au lieu de 1,65 %). Pour la réforme de fond du financement de la Sécurité sociale, M. Vianet a estimé qu'« accroître les prélèvements sur les salaires, c'est contraindre les travailleurs à arbitrer entre leurs besoins tout aussi indispensables, c'est à nous ».

### Prud'hommes : « consultation en danger »

Au cours de sa conférence de presse du 28 juillet, la C.G.T. a de nouveau demandé le report de la clôture des inscriptions pour les élections prud'homales du 31 juillet au 20 ou 30 septembre. « Cette grande consultation sociale est en danger », a estimé M. Gérard Gaumé, secrétaire de la C.G.T., en soulignant que le nombre d'inscrits ne représentait actuellement que 40 à 45 % des salariés. « Qu'est-ce qu'on dirait si un citoyen sur deux était privé du droit d'élire ses conseillers municipaux, ses députés, et même le président de la République ? »

Pour M. Gaumé, ne pas reporter la date d'inscription, comme cela avait été fait à deux reprises en 1979, « consisterait à porter atteinte aux conditions de la démocratie ».

ASSURANCE-CHOMAGE

## M. Bérégovoy invite les partenaires sociaux à « accélérer leurs discussions »

A l'issue du conseil des ministres du 28 juillet, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a présenté les grandes lignes du projet de loi de création d'un Fonds de solidarité pour l'emploi, qui sera soumis à l'adoption du gouvernement fin septembre (le Monde du 29 juillet).

Comme nous l'avons indiqué, la contribution que devront acquiescer toutes les personnes actives et en préretraite (mais non les retraités) ne cotisant pas à l'Unedif ne concernera que les revenus supérieurs à 1,3 fois le SMIC, soit 4 400 francs brut (valeur 1<sup>er</sup> juillet 1982). Le taux de cette contribution, applicable jusqu'à ce que « le chômage atteigne un taux compatible avec l'économie », sera effectivement modulé et progressif en fonction des revenus. M. Bérégovoy ayant indiqué une fourchette de 1 % à 1,4 % ou 1,5 %.

Même si la contribution (que les agents du secteur public devraient verser dès le 1<sup>er</sup> novembre 1982 et les non-salariés en 1983) peut paraître, selon M. Bérégovoy, 8 milliards en année pleine, elle ne constituerait pour l'Unedif qu'un appoint, son déficit escompté étant de 12 milliards pour le second semestre 1983 et de 25 milliards pour 1983.

M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement avait voulu « annoncer clairement ce qu'il fera » mais en évitant « d'émousser les négociations » qui doivent reprendre le 7 septembre. Le ministre a invité les partenaires sociaux à « accélérer leurs discussions » le gouvernement s'engageant à prendre ses responsabilités en cas de défaillance pour assurer en tout état de cause l'indemnisation des demandeurs d'emploi.

## La direction de la Chiers propose le reclassement des 827 salariés

Pour la première fois depuis l'indépendance du château de La Buchère, à Hergnies (Ardennes), il y a deux semaines (le Monde du 14 juillet), le comité d'établissement de la Société des aciers spéciaux de la Chiers (S.A.S.C.) s'est réuni mercredi 28 juillet à Paris.

Au cours de cette rencontre, qui a duré trois heures, la direction a proposé un reclassement pour les huit cent vingt-sept salariés de Vireux-Molhain (Ardennes), un des sites industriels menacés de fermeture par la restructuration de la sidérurgie française.

D'autre part, les dirigeants de l'entreprise ont annoncé la constitution d'une société d'industrialisation consacrée à la création d'emplois dans les Ardennes et chargée de suivre le plan de reconversion. Des négociations devraient débuter en septembre avec les syndicats.

Se référant aux récentes déclarations de M. Chevènement, selon lesquelles les décisions définitives seraient arrêtées fin septembre, un porte-parole de l'intersyndicale C.F.D.T.-C.G.C.-F.O. de l'usine a estimé qu'il était « un peu tôt pour déclarer que Vireux sera fermé ».

De son côté, la C.G.T. a réclamé une réunion tripartite (pouvoirs publics, Usinor, syndicats), ainsi que « le gel de la situation actuelle et le maintien des structures industrielles de la S.A.S.C. ».

Des mineurs de plomb de Largentière (Ardèche), en grève depuis neuf semaines pour protester contre la fermeture de leur mine prévue pour octobre, ont dévié la circulation de la route nationale 104 toute la journée du mercredi 28 juillet, sur 10 kilomètres, afin de contraindre les automobilistes à passer par leur commune.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ hors	Rep.	+ ou Dég.	Rep.	+ ou Dég.	Rep.	+ ou Dég.
E.-L.	6,8568	6,8590	+ 130	+ 150	+ 210	+ 250	+ 220	+ 340
can.	5,4215	5,4243	- 81	- 46	- 112	- 60	- 392	- 273
yen (100)	2,6786	2,6805	+ 130	+ 194	+ 356	+ 381	+ 953	+ 1013
D.M.	2,7836	2,7855	+ 131	+ 145	+ 268	+ 294	+ 775	+ 837
Florin	2,5141	2,5153	+ 119	+ 128	+ 240	+ 262	+ 697	+ 747
F.B. (100)	14,5764	14,5853	+ 28	+ 132	+ 105	+ 273	+ 89	+ 286
F.S.	3,2741	3,2774	+ 303	+ 326	+ 603	+ 641	+ 1529	+ 1625
L. (1 000)	4,7553	4,7581	- 238	- 197	- 482	- 411	- 1520	- 1370
E.	11,8814	11,8883	+ 245	+ 308	+ 565	+ 678	+ 1715	+ 1961

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9	9	8	7	8	7	8	9	1/16	9	3/16
D.M.	5/8	11	3/4	12	5/16	12	7/16	12	5/8	12	3/4
Florin	8	3/4	8	7/8	8	7/8	9	1/8	9	1/8	1/4
F.B. (100)	13	1/2	14	1/2	13	11/16	14	1/2	13	11/16	14
F.S.	14	15	3	1/2	3	5/8	3	7/8	4	5	7/16
L. (1 000)	15	18	19	3/8	20	5/16	19	11/16	20	1/4	20
E.	12	3/8	12	1/8	11	3/4	12	3/4	12	12	1/8
E. français	14	3/4	15	14	7/8	15	1/8	14	15	15	3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

Pierre Beillon, président du conseil d'administration de Sodexho, communique :

1. En s'intéressant à J.B.I., Sodexho manifeste sa confiance dans l'avenir de cette société, dans ses cadres et dans son personnel.
2. Les coprésidents de Sodexho, qui sont également dirigeants de J.B.I., pour éviter l'écueil de leur projet de fusion, ont repoussé l'Assemblée générale extraordinaire de J.B.I. et ont lancé une offre publique d'échange Novotel/J.B.I. sur la régularité de laquelle Sodexho formule des réserves.
3. Dans le cadre de la réglementation en vigueur, Sodexho a dans un premier temps acquis en Bourse 10 % du capital de J.B.I., puis porté sa participation à 15,41 %, offrant ainsi aux actionnaires une alternative intéressante.
4. Le comité de surveillance des offres publiques en Bourse a demandé à Sodexho d'interrompre ses achats sur le marché et de procéder à une offre publique.
5. En quatre jours, grâce à la confiance de nos banquiers, nous avons présenté une offre publique d'achat pour porter notre participation de 15,41 % à 50,01 % ou à défaut à 33,41 %.
6. Le ministre ayant décidé de saisir la commission de la concurrence, la Chambre syndicale des agents de change a déclaré en conséquence notre offre irrécusable.
7. Malgré les difficultés et les obstacles rencontrés, Sodexho poursuit ses objectifs et a l'intention de renforcer sa position chez J.B.I. en opérant dès que possible sur le marché. Sodexho offre ainsi aux actionnaires et tout particulièrement aux petits porteurs, une possibilité de sortie plus avantageuse, plus rapide et plus certaine que l'O.P.E.
8. J.B.I. et Sodexho disposent de cadres de valeur et d'un personnel compétent : en les faisant travailler ensemble, nous accélérerons les créations d'emplois et nous améliorerons la balance des paiements. Notre but est de doter la France d'un groupe de trente-deux mille personnes, implanté dans trente-six pays, important dans la restauration publique et leader mondial pour l'annexion de titres, restaurant, la gestion budgétaire des grands chantiers et la restauration collective.

J'espère être rejoint par les autres groupes représentés au conseil de surveillance de J.B.I., qui auront compris les avantages de notre projet pour l'entreprise, son personnel et ses actionnaires.

## BANQUE NATIONALE DE PARIS « INTERCONTINENTALE »

A la suite des récentes modifications survenues dans la composition du conseil d'administration de la banque, et ratifiées par l'Assemblée générale du 25 mai 1982, M. Jacques Calvet avait fait part aux membres du conseil, réunis en séance à l'issue de cette assemblée, de son intention de céder ses fonctions de président de la Banque nationale de Paris « Intercontinentale ».

Dans ces conditions, le conseil d'administration avait, ce même jour, désigné, pour lui succéder, M. René Thomas, administrateur général de la Banque nationale de Paris, qui a pris effectivement ses fonctions le 20 juillet 1982.

## COMPAGNIE DES ENTREPRISES ET GARES FRIGORIFIQUES C.E.G.F.

La société suédoise FRIGOSCANDIA AB. et la COMPAGNIE DES ENTREPRISES ET GARES FRIGORIFIQUES C.E.G.F. viennent de conclure un accord prévoyant l'apport par la première à la seconde des actions de sa filiale française, ENTREPRISES ET TRANSPORTS FRIGORIFIQUES FRANÇAIS E.T.F.F., qui exploite trois entreprises frigorifiques modernes en France d'une capacité totale de 133 000 M3 à LOUDEAC, NANTES et LOGNES (Marne-la-Vallée). En contrepartie, FRIGOSCANDIA AB. recevrait 61 800 actions nouvelles à émettre par la C.E.G.F.

Après cette opération, FRIGOSCANDIA AB. détiendrait une participation de 10 % dans le capital de C.E.G.F. Une étroite coopération dans les domaines technique et commercial sur le plan international est prévue entre ces deux sociétés frigorifiques.

Les directeurs généraux des deux sociétés, Gunnar NYGREN pour FRIGOSCANDIA AB. et Jacques FESQ pour C.E.G.F. sont chargés du développement de cette opération.

## CESSATION DE GARANTIE

La C.G.I.B. (Banque pour la construction et l'équipement), dont le siège social est situé 142, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, informe le public que la garantie dont bénéficiait la S.A.R.L. Prima, 66, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, pour les opérations de transactions sur immeubles et fonds de commerce visées à l'article premier (1<sup>er</sup> au 5<sup>ème</sup>) de la loi 70-9 du 2 janvier 1970, cessera, conformément à l'article 44 du décret d'application du 20 juillet 1972, à l'expiration d'un délai de trois jours francs, après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de la C.G.I.B. (Banque pour la construction et l'équipement), dans les trois mois de cette inscription.

**CEPES**  
préparation en septembre, au  
**CFPA**  
centre formation professionnelle  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly  
722.94.94 - 745.09.19

## DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE Direction départementale de l'Équipement

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

### COMMUNE DE VAL-D'ISÈRE

### PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Monsieur le Préfet, Commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que par arrêté en date du 20 juillet 1982 a été prescrite l'enquête publique :

- sur les dispositions du Plan d'Occupation des Sols de la commune ;
- sur la mise en concordance des cahiers des charges des lotissements ;
- du « Petit Alaska » approuvé par arrêté préfectoral en date du 17 mai 1980 ;
- des « Roches » approuvé par arrêté préfectoral en date du 26 mai 1982 ;
- de « La Daille » approuvé par arrêté préfectoral en date du 22 septembre 1969 ;
- avec le Plan d'Occupation des Sols ;
- sur le plan des zones exposées aux avalanches ;
- sur le plan des zones exposées aux risques naturels ;
- sur les plans d'alignement de la commune.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de Val-d'Isère du 9 août 1982 au 15 septembre 1982 inclus, les samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de Val-d'Isère.

M. Guy Dym, géomètre expert à Chindrieux, est désigné en cette qualité et recevra personnellement à la mairie de Val-d'Isère les 13, 14 et 15 septembre 1982 de 14 h. 30 à 18 h. 30.

A l'issue de l'enquête une copie du rapport du commissaire-enquêteur sera déposée à la mairie de Val-d'Isère et à la préfecture de la Savoie où toute personne pourra en demander communication au préfet, commissaire de la République du département de la Savoie.

## DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE Direction départementale de l'Équipement

## PUBLICATION

### COMMUNE DE VAL-D'ISÈRE

### PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Monsieur le Préfet, Commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que par arrêté en date du 20 juillet 1982 a été rendu public le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Val-d'Isère.

Les pièces du dossier sont tenues à la disposition du public :

- à la mairie de Val-d'Isère, aux jours et heures d'ouverture ;
- dans les locaux de la Direction départementale de l'Équipement de la Savoie à Chambéry, tous les jours ouvrables de chaque semaine, de 9 heures à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 heures, sauf le samedi ;
- dans les locaux de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, tous les jours ouvrables de chaque semaine, de 9 heures à 11 h 45, sauf le samedi.

# MARCHÉS FINANCIERS

	30/7	29/7	28/7	27/7	26/7	25/7	24/7	23/7	22/7	21/7	20/7	19/7	18/7	17/7	16/7	15/7	14/7	13/7	12/7	11/7	10/7	9/7	8/7	7/7	6/7	5/7	4/7	3/7	2/7	1/7	30/6	29/6	28/6	27/6	26/6	25/6	24/6	23/6	22/6	21/6	20/6	19/6	18/6	17/6	16/6	15/6	14/6	13/6	12/6	11/6	10/6	9/6	8/6	7/6	6/6	5/6	4/6	3/6	2/6	1/6	31/5	30/5	29/5	28/5	27/5	26/5	25/5	24/5	23/5	22/5	21/5	20/5	19/5	18/5	17/5	16/5	15/5	14/5	13/5	12/5	11/5	10/5	9/5	8/5	7/5	6/5	5/5	4/5	3/5	2/5	1/5	31/4	30/4	29/4	28/4	27/4	26/4	25/4	24/4	23/4	22/4	21/4	20/4	19/4	18/4	17/4	16/4	15/4	14/4	13/4	12/4	11/4	10/4	9/4	8/4	7/4	6/4	5/4	4/4	3/4	2/4	1/4	31/3	30/3	29/3	28/3	27/3	26/3	25/3	24/3	23/3	22/3	21/3	20/3	19/3	18/3	17/3	16/3	15/3	14/3	13/3	12/3	11/3	10/3	9/3	8/3	7/3	6/3	5/3	4/3	3/3	2/3	1/3	31/2	30/2	29/2	28/2	27/2	26/2	25/2	24/2	23/2	22/2	21/2	20/2	19/2	18/2	17/2	16/2	15/2	14/2	13/2	12/2	11/2	10/2	9/2	8/2	7/2	6/2	5/2	4/2	3/2	2/2	1/2	31/1	30/1	29/1	28/1	27/1	26/1	25/1	24/1	23/1	22/1	21/1	20/1	19/1	18/1	17/1	16/1	15/1	14/1	13/1	12/1	11/1	10/1	9/1	8/1	7/1	6/1	5/1	4/1	3/1	2/1	1/1	31/12	30/12	29/12	28/12	27/12	26/12	25/12	24/12	23/12	22/12	21/12	20/12	19/12	18/12	17/12	16/12	15/12	14/12	13/12	12/12	11/12	10/12	9/12	8/12	7/12	6/12	5/12	4/12	3/12	2/12	1/12	31/11	30/11	29/11	28/11	27/11	26/11	25/11	24/11	23/11	22/11	21/11	20/11	19/11	18/11	17/11	16/11	15/11	14/11	13/11	12/11	11/11	10/11	9/11	8/11	7/11	6/11	5/11	4/11	3/11	2/11	1/11	31/10	30/10	29/10	28/10	27/10	26/10	25/10	24/10	23/10	22/10	21/10	20/10	19/10	18/10	17/10	16/10	15/10	14/10	13/10	12/10	11/10	10/10	9/10	8/10	7/10	6/10	5/10	4/10	3/10	2/10	1/10	31/9	30/9	29/9	28/9	27/9	26/9	25/9	24/9	23/9	22/9	21/9	20/9	19/9	18/9	17/9	16/9	15/9	14/9	13/9	12/9	11/9	10/9	9/9	8/9	7/9	6/9	5/9	4/9	3/9	2/9	1/9	31/8	30/8	29/8	28/8	27/8	26/8	25/8	24/8	23/8	22/8	21/8	20/8	19/8	18/8	17/8	16/8	15/8	14/8	13/8	12/8	11/8	10/8	9/8	8/8	7/8	6/8	5/8	4/8	3/8	2/8	1/8	31/7	30/7	29/7	28/7	27/7	26/7	25/7	24/7	23/7	22/7	21/7	20/7	19/7	18/7	17/7	16/7	15/7	14/7	13/7	12/7	11/7	10/7	9/7	8/7	7/7	6/7	5/7	4/7	3/7	2/7	1/7	31/6	30/6	29/6	28/6	27/6	26/6	25/6	24/6	23/6	22/6	21/6	20/6	19/6	18/6	17/6	16/6	15/6	14/6	13/6	12/6	11/6	10/6	9/6	8/6	7/6	6/6	5/6	4/6	3/6	2/6	1/6	31/5	30/5	29/5	28/5	27/5	26/5	25/5	24/5	23/5	22/5	21/5	20/5	19/5	18/5	17/5	16/5	15/5	14/5	13/5	12/5	11/5	10/5	9/5	8/5	7/5	6/5	5/5	4/5	3/5	2/5	1/5	31/4	30/4	29/4	28/4	27/4	26/4	25/4	24/4	23/4	22/4	21/4	20/4	19/4	18/4	17/4	16/4	15/4	14/4	13/4	12/4	11/4	10/4	9/4	8/4	7/4	6/4	5/4	4/4	3/4	2/4	1/4	31/3	30/3	29/3	28/3	27/3	26/3	25/3	24/3	23/3	22/3	21/3	20/3	19/3	18/3	17/3	16/3	15/3	14/3	13/3	12/3	11/3	10/3	9/3	8/3	7/3	6/3	5/3	4/3	3/3	2/3	1/3	31/2	30/2	29/2	28/2	27/2	26/2	25/2	24/2	23/2	22/2	21/2	20/2	19/2	18/2	17/2	16/2	15/2	14/2	13/2	12/2	11/2	10/2	9/2	8/2	7/2	6/2	5/2	4/2	3/2	2/2	1/2	31/1	30/1	29/1	28/1	27/1	26/1	25/1	24/1	23/1	22/1	21/1	20/1	19/1	18/1	17/1	16/1	15/1	14/1	13/1	12/1	11/1	10/1	9/1	8/1	7/1	6/1	5/1	4/1	3/1	2/1	1/1	31/12	30/12	29/12	28/12	27/12	26/12	25/12	24/12	23/12	22/12	21/12	20/12	19/12	18/12	17/12	16/12	15/12	14/12	13/12	12/12	11/12	10/12	9/12	8/12	7/12	6/12	5/12	4/12	3/12	2/12	1/12	31/11	30/11	29/11	28/11	27/11	26/11	25/11	24/11	23/11	22/11	21/11	20/11	19/11	18/11	17/11	16/11	15/11	14/11	13/11	12/11	11/11	10/11	9/11	8/11	7/11	6/11	5/11	4/11	3/11	2/11	1/11	31/10	30/10	29/10	28/10	27/10	26/10	25/10	24/10	23/10	22/10	21/10	20/10	19/10	18/10	17/10	16/10	15/10	14/10	13/10	12/10	11/10	10/10	9/10	8/10	7/10	6/10	5/10	4/10	3/10	2/10	1/10	31/9	30/9	29/9	28/9	27/9	26/9	25/9	24/9	23/9	22/9	21/9	20/9	19/9	18/9	17/9	16/9	15/9	14/9	13/9	12/9	11/9	10/9	9/9	8/9	7/9	6/9	5/9	4/9	3/9	2/9	1/9	31/8	30/8	29/8	28/8	27/8	26/8	25/8	24/8	23/8	22/8	21/8	20/8	19/8	18/8	17/8	16/8	15/8	14/8	13/8	12/8	11/8	10/8	9/8	8/8	7/8	6/8	5/8	4/8	3/8	2/8	1/8	31/7	30/7	29/7	28/7	27/7	26/7	25/7	24/7	23/7	22/7	21/7	20/7	19/7	18/7	17/7	16/7	15/7	14/7	13/7	12/7	11/7	10/7	9/7	8/7	7/7	6/7	5/7	4/7	3/7	2/7	1/7	31/6	30/6	29/6	28/6	27/6	26/6	25/6	24/6	23/6	22/6	21/6	20/6	19/6	18/6	17/6	16/6	15/6	14/6	13/6	12/6	11/6	10/6	9/6	8/6	7/6	6/6	5/6	4/6	3/6	2/6	1/6	31/5	30/5	29/5	28/5	27/5	26/5	25/5	24/5	23/5	22/5	21/5	20/5	19/5	18/5	17/5	16/5	15/5	14/5	13/5	12/5	11/5	10/5	9/5	8/5	7/5	6/5	5/5	4/5	3/5	2/5	1/5	31/4	30/4	29/4	28/4	27/4	26/4	25/4	24/4	23/4	22/4	21/4	20/4	19/4	18/4	17/4	16/4	15/4	14/4	13/4	12/4	11/4	10/4	9/4	8/4	7/4	6/4	5/4	4/4	3/4	2/4	1/4	31/3	30/3	29/3	28/3	27/3	26/3	25/3	24/3	23/3	22/3	21/3	20/3	19/3	18/3	17/3	16/3	15/3	14/3	13/3	12/3	11/3	10/3	9/3	8/3	7/3	6/3	5/3	4/3	3/3	2/3	1/3	31/2	30/2	29/2	28/2	27/2	26/2	25/2	24/2	23/2	22/2	21/2	20/2	19/2	18/2	17/2	16/2	15/2	14/2	13/2	12/2	11/2	10/2	9/2	8/2	7/2	6/2	5/2	4/2	3/2	2/2	1/2	31/1	30/1	29/1	28/1	27/1	26/1	25/1	24/1	23/1	22/1	21/1	20/1	19/1	18/1	17/1	16/1	15/1	14/1	13/1	12/1	11/1	10/1	9/1	8/1	7/1	6/1	5/1	4/1	3/1	2/1	1/1	31/12	30/12	29/12	28/12	27/12	26/12	25/12	24/12	23/12	22/12	21/12	20/12	19/12	18/12	17/12	16/12	15/12	14/12	13/12	12/12	11/12	10/12	9/12	8/12	7/12	6/12	5/12	4/12	3/12	2/12	1/12	31/11	30/11	29/11	28/11	27/11	26/11	25/11	24/11	23/11	22/11	21/11	20/11	19/11	18/11	17/11	16/11	15/11	14/11	13/11	12/11	11/11	10/11	9/11	8/11	7/11	6/11	5/11	4/11	3/11	2/11	1/11	31/10	30/10	29/10	28/10	27/10	26/10	25/10	24/10	23/10	22/10	21/10	20/10	19/10	18/10	17/10	16/10	15/10	14/10	13/10	12/10	11/10	10/10	9/10	8/10	7/10	6/10	5/10	4/10	3/10	2/10	1/10	31/9	30/9	29/9	28/9	27/9	26/9	25/9	24/9	23/9	22/9	21/9	20/9	19/9	18/9	17/9	16/9	15/9	14/9	13/9	12/9	11/9	10/9	9/9	8/9	7/9	6/9	5/9	4/9	3/9	2/9	1/9	31/8	30/8	29/8	28/8	27/8	26/8	25/8	24/8	23/8	22/8	21/8	20/8	19/8	18/8	17/8	16/8	15/8	14/8	13/8	12/8	11/8	10/8	9/8	8/8	7/8	6/8	5/8	4/8	3/8	2/8	1/8	31/7	30/7	29/7	28/7	27/7	26/7	25/7	24/7	23/7	22/7	21/7	20/7	19/7	18/7	17/7	16/7	15/7	14/7	13/7	12/7	11/7	10/7	9/7	8/7	7/7	6/7	5/7	4/7	3/7	2/7	1/7	31/6	30/6	29/6	28/6	27/6	26/6	25/6	24/6	23/6	22/6	21/6	20/6	19/6	18/6	17/6	16/6	15/6	14/6	13/6	12/6	11/6	10/6	9/6	8/6	7/6	6/6	5/6	4/6	3/6	2/6	1/6	31/5	30/5	29/5	28/5	27/5	26/5	25/5	24/5	23/5	22/5	21/5	20/5	19/5	18/5	17/5	16/5	15/5	14/5	13/5	12/5	11/5	10/5	9/5	8/5	7/5	6/5	5/5	4/5	3/5	2/5	1/5	31/4	30/4	29/4	28/4	27/4	26/4	25/4	24/4	23/4	22/4	21/4	20/4	19/4	18/4	17/4	16/4	15/4	14/4	13/4	12/4	11/4	10/4	9/4	8/4	7/4	6/4	5/4	4/4	3/4	2/4	1/4	31/3	30/3	29/3	28/3	27/3	26/3	25/3	24/3	23/3	22/3	21/3	20/3	19/3	18/3	17/3	16/3	15/3	14/3	13/3	12/3	11/3	10/3	9/3	8/3	7/3	6/3	5/3	4/3	3/3	2/3	1/3	31/2	30/2	29/2	28/2	27/2	26/2	25/2	24/2	23/2	22/2	21/2	20/2	19/2	18/2	17/2	16/2	15/2	14/2	13/2	12/2	11/2	10/2	9/2	8/2	7/2	6/2	5/2	4/2	3/2	2/2	1/2	31/1	30/1	29/1	28/1	27/1	26/1	25/1	24/1	23/1	22/1	21/1	20/1	19/1	18/1	17/1	16/1	15/1	14/1	13/1	12/1	11/1	10/1	9/1	8/1	7/1	6/1	5/1	4/1	3/1	2/1	1/1	31/12	30/12	29/12	28/12	27/12	26/12	25/12	24/12	23/12	22/12	21/12	20/12	19/12	18/12	17/12	16/12	15/12	14/12	13/12	12/12	11/12	10/12	9/12	8/12	7/12	6/12	5/12	4/12	3/12	2/12	1/12	31/11	30/11	29/11	28/11	27/11	26/11	25/11	24/11	23/11	22/11	21/11	20/11	19/11	18/11	17/11	16/11	15/11	14/11	13/11	12/11	11
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	----



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

28 juillet

### La baisse continue

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Paris a baissé mercredi, et même bien baissé, puisqu'à la clôture l'indice de cotation instantané était en recul de près de 1,4 %.

Le signal du repli fut donné dès l'ouverture par Michelin (-2,2 %), groupe à propos duquel l'« Humanité » affirmait le matin même qu'il s'apprêtait à supprimer 3 000 emplois en usant du système de la pré-retraite. Derrière l'action de la firme de Clermont-Ferrand, pâle-mêlée, un nombre grandissant de valeurs prirent le même chemin, et, un quart d'heure après la première cotation, la baisse moyenne des cours atteignait déjà 0,9 %. On connaît la suite.

Autour de la corbeille, opérateurs, professionnels et habitués faisaient grise mine.

À dire vrai, en dehors des éléments propres à l'économie française, le marché semble surtout avoir réagi à la morosité persistante de Wall Street, où l'on craint que, avec les énormes fautes de refinancement du Trésor américain, les taux d'intérêt ne se tendent à nouveau fortement.

L'on notera, cependant, que, comme les jours précédents, les volumes d'échanges n'ont pas été très importants.

La cotation de Revillon a été suspendue jusqu'à nouvel avis. Le groupe Cora, déjà principal actionnaire, a fait savoir qu'il avait porté sa participation à 69,25 %.

Malgré le nouveau raffermissement du dollar, la devise-titre a franchement décaissé pour s'échanger, entre 8,64 F et 8,70 F contre 8,73 F-8,87 F.

Nouveau recul de l'or. A Londres, l'once de métal précieux a coté 345,75 dollars (-6,30 dollars). A Paris, le lingot a perdu 50 F à 75 050 F. Résistance du naphtol à 615 F (-1 F).

## NEW-YORK

Nouvelle et forte baisse

Désormais acquis à l'idée qu'une nouvelle et forte hausse des taux d'intérêt était inévitable, Wall Street, déjà instable ces derniers jours, a brutalement décaissé mercredi, et, à la clôture, l'indice des industriels cotation instantané était en recul de 1,4 %, à 811,83.

Plus significatif encore des réactions craintes émanées par le marché : les baisses (1 240) ont été quatre fois et demi plus nombreuses que les hausses (266) et, modérée la veille, l'activité s'est accélérée avec 53,53 millions de titres échangés contre 45,74 millions.

Les mauvaises nouvelles, il est vrai, ont afflué. Il y a d'abord eu les déclarations de M. P. Volcker, président du F.E.D. s'exprimant devant la commission budgétaire du Sénat, se déclarant à l'égard du processus de déficits budgétaires accrus conduisant inévitablement à un renchérissement du loyer de l'argent. Après quoi, le Trésor américain a chiffré ses besoins de refinancement : 50,5 milliards de dollars pour le troisième trimestre et 44 à 49 milliards de dollars pour le dernier. Et la semaine prochaine, il lancera deux emprunts d'un montant global de 11 milliards de dollars, soit un milliard de plus que prévu. C'était plus qu'il n'en fallait pour raviver la peur d'une guerre des taux.

Dernier facteur qui a pesé sur le marché : la décision prise par la Commission fédérale du commerce de tout mettre en œuvre pour empêcher Gulf Oil de prendre le contrôle de Cities Service.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	24 1/8	23 1/4
AT&T	18 1/4	18 1/8
Boeing	18 1/4	18 1/8
Chemical Bank	36 1/8	36 1/8
Deere & Co.	26 1/8	26 1/8
DuPont de Nemours	26 1/8	26 1/8
Eastman Kodak	26 1/8	26 1/8
Exxon	26 1/8	26 1/8
Ford	26 1/8	26 1/8
General Electric	26 1/8	26 1/8
General Motors	26 1/8	26 1/8
IBM	26 1/8	26 1/8
ITT	26 1/8	26 1/8
Johnson & Johnson	26 1/8	26 1/8
McDonald's	26 1/8	26 1/8
Merck & Co.	26 1/8	26 1/8
3M	26 1/8	26 1/8
Union Carbide	26 1/8	26 1/8
Wendover	26 1/8	26 1/8
Xerox Corp.	26 1/8	26 1/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**BOUSSE-ULCLAF.** — Après la réussite de l'O.P.E. lancée par l'Etat, la chambre syndicale a procédé à la réduction des ordres d'échange rendus nécessaires par le trop grand nombre de titres présents, qui auraient donné au nouvel actionnaire du groupe une participation plus élevée que prévue (plus de 42 % au lieu de 40). Aucune réduction ne sera appliquée aux ordres d'échange de deux titres et multiples de deux, de 4 à 36 titres inclus. En revanche, les ordres portant sur l'échange d'un nombre de titres compris entre 37 et 36 titres seront exécutés à concurrence de 94,5856 %. Dans le cas où l'application de cette réduction ne donnerait pas un multiple de deux, le nombre de titres échangés sera arrondi au multiple de deux immédiatement supérieur.

**REVILLON.** — La cotation du titre a été suspendue le 28 juillet jusqu'à nouvel avis. Principal actionnaire de Revillon à 34,4 %, le groupe Cora a levé les options qu'il avait prises sur 34,45 % du capital et porté sa participation à 69,25 %. Les cours de Revillon ont été suspendus le 28 juillet, date de l'assemblée de Revillon, outre Cora, les principaux actionnaires de Revillon étaient : les Matheules unies (21,4 %), qui s'étaient engagés à revendre leurs actions à Cora, la Garantie mutuelle des fonctionnaires (8,3 %), les familles Jarry, Maire et Brizard (8,1 % au total), P.U.A.P. (3,6 %), Del Drac (2,9 %), les cours de Revillon (0,7 %) et le public (20,6 %). En décidant de suspendre la cotation des actions Revillon, la chambre syndicale entend manifestement obliger Cora à maintenir pendant la durée légitime (15 jours) les cours de Bourse au prix de rachat effectif (610 francs par titre). Le 27 juillet, Revillon avait coté 530 francs.

**J. BOREL.** — Bien que l'O.P.E. de Sordabo ait été jugée irrécusable après que le dossier ait été transmis à la Commission de Bourse au prix de rachat effectif (610 francs par titre). Le 27 juillet, Revillon avait coté 530 francs.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(base 100 : 31 oct. 1981)

Indice français	102,3	101,4
Indice étranger	116,9	115,1

**COTE DES AGENTS DE CHANGE**  
(base 100 : 31 oct. 1981)

Indice général	99,4	98,6
----------------	------	------

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Euros prêts du 29 juillet : 15 %

**COURS DU DOLLAR À TOKYO**  
1 dollar (en yen) : 252,00 / 255,05

## BOURSE DE PARIS

## Comptant

## 28 JUILLET

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
3 1/2 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Étrangères	100	100
4 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	A.E.G.	100	100
5 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
6 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
7 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
8 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
9 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
10 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
11 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
12 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
13 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
14 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
15 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
16 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
17 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
18 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
19 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
20 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
21 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
22 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
23 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
24 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
25 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
26 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
27 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
28 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
29 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
30 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
31 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
32 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
33 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
34 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
35 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
36 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
37 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
38 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
39 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
40 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
41 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
42 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
43 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
44 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
45 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
46 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
47 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
48 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
49 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
50 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
51 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
52 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
53 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
54 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
55 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
56 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
57 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
58 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
59 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
60 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
61 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
62 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
63 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
64 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
65 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
66 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
67 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
68 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
69 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
70 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
71 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
72 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
73 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
74 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
75 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
76 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
77 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
78 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
79 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
80 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
81 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
82 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
83 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
84 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
85 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
86 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
87 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
88 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
89 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
90 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
91 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
92 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
93 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
94 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
95 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
96 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
97 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
98 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
99 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
100 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours	VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
3 1/2 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Étrangères	100	100
4 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	A.E.G.	100	100
5 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
6 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
7 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
8 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
9 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
10 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
11 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
12 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
13 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
14 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
15 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
16 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
17 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
18 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
19 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
20 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
21 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
22 %	147,4	147,4	Orléans	309	310	Messageries	302	302	Alcan	100	100
23 %	147,4	147,4									



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LIBAN : « Une préférence inexplicable », par Édouard Kroll ; « Pourquoi cette hostilité ? », par Antoine Babouin ; « La dictature du non-pouvoir », par Jabrane Abdallah.

### ÉTRANGER

3-4. LES DEUX CONFLITS DU PROCHE-ORIENT  
— LA GUERRE DU GOLFE : le conflit avec l'Irak paraît avoir considérablement facilité l'unité nationale en Irak.  
5. DIPLOMATIE  
— Les délégués du tiers-monde soumettent la croisée de M. Long contre les États-Unis.  
— Les déclarations de M. Reagan sur la controverse euro-américaine.

### POLITIQUE

7. À l'Assemblée nationale : adoption de la réforme électorale.  
8. « La Corse dans l'histoire » (III), par Jean-Marie Colombani.

### LE MONDE DES LIVRES

9. LE FEUILLETON de Jacqueline Placier : Au vent des rêves, d'Émile Zola ; dans les « miroirs » de Roger Guézo.  
10. HISTOIRE LITTÉRAIRE : rivalités et malentendus de deux notions sœurs.  
11. ROMANS : la sagesse de Monique Lange.  
— LETTRES ÉTRANGÈRES : Mémoires d'un poète-chef de bronze.  
12. ENQUÊTE : « Tenez-vous un journal intime ? » (IV).

### SOCIÉTÉ

13. Après les attentats arméniens à Paris.  
— JUSTICE : les ramifications de l'affaire des fausses factures.  
— MÉDECINE : l'informaticien, le principal socle d'information médicale est menacé de disparition.

### CULTURE

14. FESTIVALS : jazz à Saint-Rémy-de-Provence ; danse à Châteauneuf et à Aix-en-Provence.  
15. RADIO-TELEVISION : le Conseil constitutionnel annule certaines dispositions de la loi sur la communication audiovisuelle.

### RÉGIONS

17. La lutte contre la sécheresse.

### ÉCONOMIE

19. CONJONCTURE : le rapport de la commission de lutte contre les crises de capitaux.  
— LIBAN : le siège de Beyrouth-Ouest et les tentatives de règlement diplomatique.  
— Le communiqué officiel du conseil des ministres.  
— POÉSIE : Armand Loucoux lyrique.

RADIO-TELEVISION (18)  
INFORMATIONS  
SERVICES (17)  
Jeux ; Mots croisés ; Journal officiel ; Météorologie ; Loterie nationale ; Loto.  
Annonces classées (18)  
Carnet (13) ; Programmes spectacles (15 et 16) ; Bourse (21).

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1982 a été tiré à 484 471 exemplaires.

**TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU**

GRAND CHOIX DE MEUBLES LIT ou 2 places. Toutes essences de bois.

**CAPELOU**

37, Av. de la République  
PARIS 13<sup>e</sup> • Métro PASTEUR  
Tél. 357.46.38

TELEVISIONS  
SPECIAL MOIS D'AOUT

- Magnifiques TV N° 813 à 210 F
- Magnifiques TV couleur RADIODUO à 390 F

Reprise des anciens téléviseurs (garantie totale incluse)  
et jusqu'à 200 F de plus !  
Tél. : 681-48-92 (6 lignes groupées)

## Le blocage des prix contraint les constructeurs automobiles à l'austérité

L'industrie automobile française tombe décidément de Charbyde en Scylla. A peine se remet-elle des effets désastreux des grèves de printemps et de la dévaluation prolongée du franc par rapport au Deutschmark, laquelle creusait tous les mois de près de 1 % environ un écart de compétitivité en faveur des constructeurs allemands, qu'elle prend la mesure, non sans anxiété, des conséquences du blocage des prix. Celui-ci a d'abord totalement faussé le marché du mois de juillet : les constructeurs français, incapables de fournir des tarifs à leurs concessionnaires, leur ont tout bonnement conseillé de retarder les prises de commandes. En outre, le blocage porte sur les modèles cotés à l'Argus (année 1983), qui commencent à être commercialisés pendant l'été. Contrairement à l'habitude, le prix ne sera donc pas supérieur à celui des modèles 1982, rendant ceux-ci totalement invendables au prix normal. Résultat : des rabais plus ou moins importants, nécessaires pour liquider le stock restant de voitures 1982. C'est en outre pis pour les véhicules utilitaires, dont le marché début juillet a été totalement gelé. La dévaluation, en allourdissant les charges des groupes allemands (Mercedes-Benz) a mis un terme à la politique de rabais « fous, fous, fous » pratiquée sur le marché français depuis septembre 1981. Le marché, qui avait été artificiellement gonflé de 25 % à 30 % par ces pratiques, s'est bloqué net. « On ne prend plus de commandes depuis des mois », déclare M. C. Guédon, nouveau délégué aux relations publiques de Renault-Véhicules Industriels.

Les deux groupes français comptent augmenter les prix de leur gamme 1983 de 5,5 à 6,10 %. Ils comptent ainsi compenser non seulement les hausses des salaires normalement intervenues début juin (3 % environ), mais aussi l'allourdissement exceptionnel de leurs charges : l'application de la cinquième semaine de

congés payés (environ 2 % du coût salarial), des 39 heures par semaine (environ 2,5 % du coût) et du dédoublement des cotisations sociales (0,2 à 0,3 %), leur coûtent au total environ 5 % de charge salariale supplémentaire. Ajoutons, pour le groupe Peugeot essentiellement, les conséquences des grèves sous forme de primes (400 F chez Talbot) et des hausses de salaires promises dès la sortie du blocage. Or la dernière augmentation des prix des voitures françaises remonte à mars 1981 et la hausse sur un an (de juillet 1981 à juillet 1982) n'atteint que 7,5 %. Le manque à gagner est d'autant plus important que les modèles en chantier de millénium subissent des modifications, certes mineures mais néanmoins généralement coûteuses, alors que seuls quelques modèles rétrogradent, notamment pour la sortie du blocage. Les constructeurs bloqués jusqu'en octobre espèrent, en mettant les choses au mieux, que le ministère des finances les autorisera pour la sortie du blocage à modifier leurs prises de commande en octobre, ce qui aurait pour effet de gonfler artificiellement le marché... et de prolonger pour les groupes automobiles le blocage pratiquement jusqu'en janvier.

### Chasse aux frais généraux

Dans les deux groupes, l'heure est donc plus que jamais à l'austérité. La chasse aux frais généraux est pratiquée sur grande échelle. Peugeot envisageait même de modifier, afin de réduire ses stocks au strict minimum, le système de livraison de ses concessionnaires. Pour le groupe de Sochaux, le moment est grave. Après deux ans de pertes (3,4 milliards de francs !), ayant épuisé

depuis longtemps ses réserves et atteint presque son plafond d'endettement, il doit envisager une troisième année de lourd déficit. Anssi la réduction décidée le mois dernier des programmes d'investissements, ramenés de 5 à 4 milliards par an (Le Monde du 20 juillet) pourrait-elle, à terme, affecter l'essentiel, c'est-à-dire les lanceurs prévus des nouveaux modèles. « Nous avons maintenant notre programme de lancement de nouveaux modèles pour 1982, 1983 et la première moitié de 1984, lequel est l'un des plus ambitieux d'Europe. Mais, en raison de la conjoncture, nous nous mettons en position de réduire nos investissements, en commençant en 1983 par les investissements de capacité, et, si nous sommes obligés d'aller jusqu'au bout de notre programme d'économie, en réduisant les investissements de lancement, ce qui peut décourager dans le temps la sortie des modèles prévus après 1984 », a déclaré mardi 27 juillet M. Jean-Claude Parayre, président du directoire de Peugeot S.A. L'aide de l'État sera-t-elle sollicitée ? Pour l'heure, les dirigeants du groupe écartent l'hypothèse. On voit mal cependant comment le groupe pourra évaluer le problème par lui-même. Il est vrai que la Régie, qui s'en tire à peine mieux — en termes de marges bénéficiaires s'entend — ne doit le maintien de ses programmes d'investissements (plus du double du groupe Peugeot en 1982) qu'à l'appartenance en fonds propres de l'État : 1 milliard de francs voté au budget de 1982 (mais pas encore versés, ce qui crée quelque gêne) et au crédit de l'État prochain, à 10 % du besoin de financement, explique-t-on à la Régie. Renault, plus serein, la « sagesse » n'en attend pas moins avec anxiété l'annonce, momentané des représentants de la C.G.T. depuis peu, semblant pressager une offensive importante après l'été.

VÉRONIQUE MAURUS.

## Les mesures pour l'emploi à la rentrée 1982

- Les aides à l'embauche seront négociées avec les entreprises ;
- Action privilégiée en faveur des chômeurs de longue durée.

M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'emploi, a présenté le 29 juillet en fin de matinée à la presse les principales orientations pour l'insertion professionnelle à la rentrée. Il s'agit du premier volet — le plus urgent — de la stratégie gouvernementale pour l'emploi, le second devant être défini en novembre.

Le Plan avenir-jeunes étant arrivé à expiration le 30 juin, M. Le Garrec a rappelé la suppression des stages pratiques en entreprise ainsi que de la prise en charge de la moitié des cotisations patronales de Sécurité sociale pour l'embauche de certaines catégories de demandeurs d'emploi comme les jeunes. Le nouveau dispositif a annoncé la mise en œuvre de nouvelles mesures négociées avec les entreprises, la plupart de celles qui étaient octroyées de façon automatique depuis l'application de la loi sur les aides sociales soumise à un engagement de formation.

M. Le Garrec a rappelé les mesures de formation professionnelle, déjà annoncées par M. Ruffin, pour la rentrée (comme les stages de formation pour les seize-dix-huit ans qui devront accomplir cent mille heures non qualifiantes de formation). L'objectif pour la rentrée étant de cent mille (contre soixante-dix mille lors de la précédente campagne) et dont 10 % environ, à titre exceptionnel, en faveur des

personnes âgées de plus de vingt ans, éprouvant des difficultés sérieuses de réinsertion professionnelle. Par ailleurs quinze mille stages de formation pour l'emploi seront organisés en 1982, dont quatre mille pourront débiter à la fin de 1982.

M. Le Garrec a indiqué que la politique de soutien à l'emploi s'appuiera notamment sur les contrats de solidarité, sur les aides spécifiques à l'artisanat, enfin sur la promotion de l'emploi au niveau local. Le gouvernement doit d'ailleurs prochainement un système d'incitation au développement des effectifs dans l'artisanat.

Le ministère a également annoncé un effort prioritaire pour les chômeurs de longue durée (plus de 500 000 demandeurs d'emploi sont actuellement inscrits depuis plus d'un an). L'opération prioritaire sera la mise à l'emploi et à la réinsertion. Dans un premier temps, les agences locales de l'emploi devront procéder à l'examen individuel de chaque demandeur inscrit depuis plus d'un an, par la suite, sur la base de l'analyse des besoins, les moyens de formation. Une opération de l'ordre de 100 000 emplois sera accordée dans la limite de 30 % du montant de cette aide. Un bilan de cette action sera établi en novembre.

### Au ministère des relations extérieures

#### LA DIRECTION DES RELATIONS CULTURELLES EST RÉORGANISÉE

M. Jacques Thibaut, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des relations extérieures, vient d'achever la réorganisation de son service. Celui-ci comprend désormais quatre « cellules » principales : la direction du français, la direction de la communication, la direction de la coopération scientifique et technique, et la direction des échanges et identités culturelles. Les quatre cellules ont pour tâche de travailler à donner dans le monde une « image de la culture française vivante et créatrice ».

C'est M. Patrick Imhaus, un énarque, précédemment chef de l'agence service des échanges culturels, qui va assumer la direction de la communication, la grande innovation de la réorganisation. Ce département sera notamment chargé de mettre au service de la francophonie et d'une manière plus générale du « dialogue culturel », les nouvelles

## À LA DEMANDE CONJOINTE DE L'INDE ET DES ÉTATS-UNIS

### La France va livrer à New-Delhi de l'uranium enrichi

À la demande conjointe de l'Inde et des États-Unis, la France envisage de livrer à New-Delhi de l'uranium faiblement enrichi pour les deux réacteurs de la centrale de Tarapur, qui alimentent Bombay en électricité. Les États-Unis, l'Inde et la France devraient le confirmer officiellement dans la soirée du 29 juillet. On précise à Paris que la signature de ce contrat sera conditionnée par le respect par l'Inde des contrôles prévus par l'Agence internationale de Vienne.

La France va donc supplier les États-Unis comme fournisseur d'uranium enrichi à l'Inde. C'est une manière élégante pour les Américains de tourner leurs propres lois en trouvant à New-Delhi un fournisseur sûr et de s'assurer que des contrôles normaux et rigoureux seront bien effectués. Les États-Unis s'étaient engagés en 1963 à fournir jusqu'en 1983 l'hexafluorure d'uranium nécessaire au combustible de la centrale nucléaire de Tarapur (près de Bombay), entrée en fonctionnement en 1969. Mais le vote par le Congrès en 1978, sous l'impulsion du président Carter, d'une loi de non-prolifération (Nuclear non-proliferation Act) allait contraindre le fournisseur américain à renoncer à ses exportations.

La loi de non-prolifération interdit en effet la coopération avec les pays qui pourraient avoir des fins militaires et prévoit de ce fait le contrôle de toutes les opérations nucléaires des pays destinataires de l'uranium enrichi. Ces mesures sont inscrites dans

par l'Inde, qui a procédé à une explosion atomique en 1974 et dispose notamment d'une petite capacité de retraitement. En septembre 1980, l'administration Carter avait réussi à persuader le Sénat d'accepter une livraison d'hexafluorure d'uranium pour permettre aux deux réacteurs de Tarapur, qui alimentent Bombay en électricité, de fonctionner normalement.

Mais, depuis lors, le gouvernement Reagan a renoncé à toute exportation — à la lumière d'informations sur la préparation d'un nouvel essai nucléaire — malgré les menaces de l'Inde de retirer le combustible déjà utilisé dans les réacteurs de Tarapur, ce qui, au dire d'un scientifique indien, aurait permis d'obtenir de la matière première pour la production de plutonium en quantité suffisante pour deux cents explosions de la taille de celle de 1974.

Les accords gouvernementaux entre les États-Unis et l'Inde d'une part, la France et l'Inde, d'autre part, vont donc permettre de résoudre cette difficulté, qui menaçait la fourniture d'électricité de Bombay et va obliger les Indiens à fermer les installations d'Hyderabad où l'hexafluorure était transformé en combustible.

L'Inde se serait engagée à ne pas retirer le combustible déjà utilisé et les États-Unis se réserveraient la possibilité de reprendre la fourniture à l'avenir.

### Un contrat de 40 millions de francs

La France fournirait donc à l'Inde sous forme d'hexafluorure, 50 000 U.S. (unités de travail de séparation) par an d'uranium faiblement enrichi à 2,7 % pour les deux réacteurs à eau bouillante de 200 mégawatts. Au cours actuel de l'uranium, cela représente un contrat de l'ordre de 40 millions de francs par an. Le contrat sera soumis aux clauses normales du contrôle français qui répondent aux normes internationales des clubs de Londres et de l'Agence de Vienne (bien que l'Inde ne soit pas signataire du traité de non-prolifération). Ce contrôle sera cependant moins strict que celui prévu par les États-Unis, puisqu'il s'applique au seul uranium livré.

Toutes les clauses accompagnant le contrat — y compris le retraitement du combustible irradié — devront faire l'objet de négociations entre le Commissariat à l'énergie atomique et l'autorité atomique indienne.

BRUNO DETHOMAS.

**TENNIS À PARIS**

STAGES LONGUE DURÉE 1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois

STAGES INTENSIFS de mai à septembre, Noël, Pâques.

tennis-action

734.36.36 équipé par **tennis**

**EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI**

documentation sans engagement

**COURS LE FÉAL**

387 25 00

ES 60, rue des Dames Paris 7<sup>ème</sup>

les cours continuent en juillet et août.

**MP L'été du diamant**

Ces boutons d'oreille en diamant créés par MP, valent 10.350 F vous les porterez sans attendre avec un versement comptant de 1.035 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Émeraudes

**MP**

4, pl. de la Madeleine 260.31.44  
86, rue de Rivoli  
138, rue La Fayette

Catologue couleur gratuit sur demande

**Déjeuner "nature"?**

Au milieu des fleurs et des arbres. Buffet froid et buffet chaud. Fromages. Desserts. Vin à discrétion.

LES DÉJEUNERS D'ÉTÉ

**Club Méditerranée**

100F

... que préfère  
... américaine  
... Village français

M. Cheysson  
en Asie

Le voyage de M. Cheysson en Asie... (text continues in columns)

AV JOUR LE J... (text continues in columns)

LA... (text continues in columns)

LA... (text continues in columns)

LA... (text continues in columns)